

Quelques rappels historiques : Anarcho-syndicalisme

L'**anarcho-syndicalisme**, anarchosyndicalisme, **syndicalisme libertaire** ou **syndicalisme anarchiste** est un syndicalisme basé sur les principes de fonctionnement de l'anarchisme. L'**anarcho-syndicalisme** peut être compris comme synonyme de anarcho-communisme, de socialisme libertaire, de communisme libertaire, ou de l'anarchisme socialiste. Dans ce courant de philosophie politique il n'y a pas de centralisme économique ou politique (contrairement au collectivisme marxiste) car la forme de l'organisation est libre (associationnisme, fédéralisme...) et elle ne dépasse pas la volonté des individus (car possibilité de révocation des mandats). De plus, pour les anarcho-syndicalistes, leur idéologie n'est absolument pas synonyme de désordre social ou d'anomie mais au contraire d'ordre social absolu grâce notamment au collectivisme anti-capitaliste qui contrairement à l'idée de *possession privée* suggère l'idée de *possession individuelle* ne garantissant quant à elle aucun droit concernant les biens *non utilisés*¹, et à travers la liberté politique (mandatement impératif, autogestion, fédéralisme, démocratie directe, mandats temporairement et révocables, etc). Pour ses partisans, l'**anarcho-syndicalisme** et/ou l'anarchisme est donc organisé et structuré. En d'autres termes, le militant anarchosyndicaliste pose le syndicat comme forme d'organisation des travailleurs, et refuse le principe de parti, d'association ou de regroupement corporatiste. Le syndicat est alors la structure qui permet aux classes opprimées de s'organiser à la base et de mener la lutte selon les choix des individus regroupés en collectifs et non selon des directives hiérarchiques données par un bureau politique (en d'autre termes, du bas vers le haut et non du haut vers le bas).



Contexte et apparition du terme

Le syndicalisme révolutionnaire est apparu vers la fin du XIX^e siècle, marquant certaines des pages essentielles de l'histoire du mouvement ouvrier. Il est l'un des courants fondateurs de la CGT française au tournant du siècle, avec de nombreux militants anarchistes comme Émile Pouget, rédacteur en chef de la

revue *Le Père Peinard*, ou Fernand Pelloutier, fondateur des Bourses du travail. Après la Première Guerre mondiale et la Révolution bolchévique, la CGT se scinde en 1921, une partie créant la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) qui appuie les bolcheviques.

Pratiques et idéologie de l'anarcho-syndicalisme



Le thermomètre des salaires (1896) Les militants anarchosyndicalistes ont théorisé nombre de pratiques syndicales. S'ils ont beaucoup réfléchi sur la grève générale comme moyen pour la classe ouvrière de se réapproprier ses outils de production, ils ont aussi popularisé l'action directe (occupations, piquets de grève), le sabotage (refus de produire des marchandises de qualité, et boycott par les prolétaires des produits en question) comme moyens d'action, ainsi que, dans certains cas, la réappropriation directe des richesses produites.

Prônant l'antiautoritarisme et le libre choix des travailleurs en lutte quant aux modalités de l'organisation et du suivi des conflits, et refusant toute idée d'État, fut-il prolétarien, les anarchosyndicalistes (et les anarchistes en général) se sont très souvent trouvés féroceement opposés aux militants d'obéissance marxiste.

Un principe majeur de l'anarchosyndicalisme est de lier fortement la lutte contre les formes d'exploitation et d'aliénation dans la société actuelle avec l'objectif visé de construire une société communiste libertaire. En d'autres termes, l'anarcho-syndicalisme en tant que théorie et pratique, intègre une vision d'un projet politique global. Ce lien fort entre anarchosyndicalisme et communisme libertaire se traduit par une identité de principes et de pratiques: démocratie directe, rotation des tâches, antiautoritarisme, solidarité, fédéralisme. On observe cependant, à des titres divers selon les organisations qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme, des écarts entre ces principes et les pratiques concrètes. Dans certains cas, l'écart devient si grand, l'attachement à certains de ces principes si faible, que l'identité "anarcho- syndicaliste" ou encore "anarchiste" est régulièrement niée : un travail de redéfinition identitaire et généralement stratégique est alors à l'œuvre.



Le symbolisme anarcho-syndicaliste

Le drapeau rouge et noir est le symbole des mouvements anarcho-syndicalistes et anarcho-communistes. Le noir étant la couleur traditionnelle de l'Anarchisme et le rouge celle du Socialisme. Le drapeau rouge et noir réunit ces deux couleurs en parts égales, séparées par une diagonale. La partie rouge est habituellement placée en haut à gauche, et la noire en bas à droite. Symbole de la cohabitation des idéaux anarchiste et socialiste au sein du mouvement anarcho-syndicaliste, il représente également les moyens sociaux mis en œuvre par le mouvement pour arriver à des

fins anarchistes.

Le chat noir

Dessiné avec le dos arqué, la queue ébouriffée, montrant les griffes et les dents, le *Sabo-Cat* ou *Tabby-Cat* a longtemps été le symbole d'un appel à l'action directe sur le lieu de production, en particulier au sabotage. Ces illustrations étaient étroitement liées à la vie des sans domicile fixe. Comme sa position le suggère, le chat symbolise la grève et le syndicalisme radical.

Les origines de ce symbole ne sont pas claires, mais selon une anecdote, il proviendrait d'une grève de l'IWW qui aurait dégénéré. Plusieurs membres ont été tabassés et conduit à l'hôpital, au même moment un chat noir maigrelet s'installa dans le camp des grévistes. Les grévistes nourrirent le chat et il reprit force à mesure que la grève tournait en faveur des travailleurs. Finalement, les travailleurs virent quelques-unes de leurs demandes satisfaites et adoptèrent le chat comme mascotte.



Le nom de « Chat Noir » a été adopté par de nombreux organismes et collectifs se revendiquant du mouvement anarchiste. D'un point de vue historique, le chat noir est associé à la sorcellerie et aux mauvais présages. Ce symbole remonte aux anciennes cultures babyloniennes et hébraïque. L'utilisation de la sorcellerie perdure de nos jours; l'anarchisme et la sorcellerie partagent donc le symbole du chat noir, bien que cette dernière ne le représente pas forcément le dos arqué en position de combat.

Le sabot



Le sabot est également un symbole de sabotage. Le sabot était un symbole anarchiste au XIXème et au début du XXème siècles, bien que son utilisation ait progressivement disparue depuis. Le mot sabotage provient sans doute du mot sabot, en référence à une tactique de syndicalistes Hollandais, qui lançaient leurs sabots dans les engrenages des usines, ce qui engendrait un arrêt du travail jusqu'à réparation de la panne. Une technique similaire, adoptée par les Américains pour empêcher les non- grévistes de remplacer les syndiqués en grève, consistait à lancer des clés à molettes à la place des sabots (*monkeywrenching*).

Confédération générale du travail



Des origines à 1919

- 1864 : Le 25 mai, suppression du délit de coalition et de grève (Loi Ollivier). Cette loi met un terme à la Loi Le Chapelier. Création de l'Association internationale des travailleurs dite 1^{re} Internationale à Londres.
- 14 novembre 1869 : fondation par Eugène Varlin, délégué de l'AIT et président, avec Nathalie Lemel, d'une Société d'Epargne de Crédit Mutuel des Relieurs, de la Fédération Parisienne des Sociétés Ouvrières autour d'une Société de Solidarité des Ouvriers Relieurs de Paris préexistante. C'est le noyau parisien de la future CGT nationale.
- 1871 : La Commune de Paris : Les Parisiens se révoltent contre le pouvoir et élisent une assemblée qui prend le nom de Commune. La répression du gouvernement fait près de trente mille morts. Œuvre sociale de la Commune de Paris : abolition du travail de nuit dans les boulangeries, gestion démocratique des entreprises fermées par le patronat ou travaillant pour la Commune. Apparition du premier mouvement féminin de masse. Instauration de l'école gratuite et laïque.
- 1871 - 1883 : Malgré l'hécatombe militante de 1871, la décennie voit éclater de nombreuses grèves. Un rapport de police dénombre 182 syndicats rassemblant 31 700 adhérents en 1876. Quatre ans plus tard, les chiffres sont respectivement de 478 et 64 000.
- 1884 : Le 21 mars, vote de la loi légalisant les syndicats professionnels ouvriers et patronaux à l'initiative de Waldeck-Rousseau.
- 1886 : Création de la Fédération nationale des syndicats (FNS), d'inspiration guesdiste. Jules Guesde, l'un des socialistes les plus connus et les plus actifs, contribue à la diffusion des idées de Karl Marx en France.
- 1887 : Création de la Bourse du Travail de Paris.
- 1891 : La première journée d'action pour la journée de 8 heures le 1^{er} mai s'achève dans le sang à Fourmies; elle se prolonge par des grèves tout au long du mois; la revendication n'est pas satisfaite, mais cette première action concertée au niveau national a un grand écho.
- 1892 : Création de la Fédération des Bourses du travail, marquée par le syndicalisme révolutionnaire de Fernand Pelloutier. Grève des mineurs de Carmaux.
- 1895 : Congrès constitutif de la confédération générale du travail CGT à Limoges du 23 au 28 septembre. Les principaux piliers en sont la fédération du livre et celle des cheminots, mais de nombreux métiers restent hors de la CGT. Jusqu'en 1902, l'échelon confédéral reste mal organisé.
- 1900 : Création du journal *La Voix du peuple*, organe de la CGT.
- 1901 : Décès de Fernand Pelloutier.
- 1902 : L'année marque l'ouverture d'une nouvelle période dans la vie de la CGT. Au congrès de Montpellier elle parachève son unité. La Fédération des Bourses du travail s'efface en tant que centrale et ses organisations s'intègrent dans la CGT. Cette unité réalisée constitue un pôle d'attraction pour beaucoup d'organisations restées jusque-là dans l'expectative. Le syndicat se structure avec l'action d'hommes comme Victor Griffuelhes et Émile Pouget. La CGT compte alors 100 000 adhérents.
- 1904 : Le Congrès de Bourges adopte la revendication de la journée de 8 heures.
- 1906 : Charte d'Amiens : cette charte adoptée en congrès, donne au syndicalisme confédéral quelques-uns de ses traits spécifiques : la lutte des classes, la lutte quotidienne pour des améliorations immédiates mais aussi la lutte pour la disparition du salariat et du patronat, ainsi que son indépendance vis-à-vis des organisations politiques. Cette Charte est reprise aujourd'hui comme référence par la plupart des syndicats. Lors du congrès, les guesdistes sont mis en minorité par les révolutionnaires et les réformistes. Le congrès rompt également avec la Fédération syndicale internationale.
- 1907 : Adhésion de la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs.
- 1908 : La fédération des Mineurs rallie la CGT peu de temps après la grève de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges au cours de laquelle de nombreux cadres de la CGT sont arrêtés. Le Congrès de Marseille se tient en octobre 1908, alors qu'un grand nombre de dirigeants cégétistes sont en prison. Une motion vigoureusement antimilitariste est adoptée.

- 1909 : Victor Griffuelhes démissionne. Durant son court intérim, Louis Niel renoue les liens avec la Fédération syndicale internationale, mais il doit démissionner sous la pression des révolutionnaires. Cette orientation ne sera pas remise en cause par son successeur, Léon Jouhaux, proche des dits révolutionnaires, mais qui saura tracer progressivement sa propre voie.
- Le 5 octobre, paraît le premier numéro de la *Vie ouvrière*, qui se définit comme « syndicaliste Révolutionnaire, antiparlementaire ». La revue est dirigée par Pierre Monatte. C'est l'ancêtre de *La Nouvelle Vie ouvrière* (NVO) qui est toujours la revue de la CGT.
- 1910 : Bien que demandée au congrès de 1895, la CGT s'oppose à la loi sur les retraites ouvrières et paysannes à son congrès de 1910 par 1049 voix contre 251. Les révolutionnaires veulent abattre l'État, non qu'il soit social. L'âge de la retraite étant fixé à 65 ans quand l'espérance de vie est de 50 ans, la CGT parle de la "retraite des morts". On critique également sa gestion par capitalisation.
- 1912 : La CGT est la seule confédération syndicale existante en France, elle compte 700 000 adhérents sur un total de 7 millions de salariés. Le 24 novembre, elle tient un congrès extraordinaire sur le thème de l'action préventive contre la guerre.
- 1913 : Constitution du Secrétariat syndical international auquel participe la CGT. Le 25 février, la CGT publie un manifeste antimilitariste.
- 1914 : La CGT compte environ 300 000 adhérents. La CGT organise des manifestations syndicales contre la guerre le 27 juillet. Le 31 juillet, Jean Jaurès est assassiné. Le 1^{er} août c'est la mobilisation générale et le début de la guerre 14/18. Le 3 août, c'est la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Le 4 août, la CGT rallie l'Union sacrée. Lors du CCN de la CGT, tenu du 26 novembre au 5 décembre, seule une minorité se prononce contre la guerre. Pendant les 4 ans de guerre, quelques militants CGT tel Félix Baudy furent fusillés pour l'exemple après avoir été désignés pour motif d'appartenance à la CGT.
Du fait de la guerre, des femmes prennent des responsabilités au sein de l'organisation telle Hélène Brion, Madeleine Vernet.
- 1915 : Démission de Pierre Monatte le 3 janvier en protestation contre le ralliement de la CGT à l'Union Sacrée. La guerre fait chuter les effectifs à 50 000 adhérents.
- 1917 : Dans l'année, on compte 696 grèves et 293 810 grévistes en France. Parallèlement, les effectifs remontent à 300 000. Les 6 et 7 novembre c'est la rupture de l'Union sacrée. Au même moment a lieu la Révolution d'Octobre en Russie.
- 1918 : Dans l'année on recense 499 grèves et 176 187 grévistes en France et la CGT passe à 600 000 adhérents.
- 1919 : 25 mars : loi sur les conventions collectives. 28 mars : loi supprimant le travail de nuit dans les boulangeries. 23 avril : lois sur la journée de 8 heures. Le 1^{er} mai grève générale de 24 heures marquée par 500 000 manifestants à Paris (1 mort). La CGT passe à un effectif de 1 million et demi d'adhérents. Dans l'année, on compte 2 206 grèves et 1 160 000 grévistes en France. Création de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC). 30 avril : Pierre Monatte crée les Comités syndicalistes révolutionnaires.



1905, il y a cent ans...

La CGT, entre première expérience de grève générale et adoption de la Charte d'Amiens

Il est utile de revenir aux années du début du siècle dernier, dans cette période où les travailleurs construisaient leurs premières organisations de masse, comme la CGT, en toute indépendance de la bourgeoisie. Il s'agissait pour eux de bâtir une organisation de lutte pour conquérir des droits sociaux et démocratiques, le droit à l'existence comme êtres humains à part pleine et entière, pour conquérir leur émancipation. En 1905, la CGT entre dans sa dixième année, elle se lance dans sa première grande expérience de grève générale et prépare le congrès d'Amiens (1906) où elle adoptera la célèbre Charte qui formule les conceptions du syndicalisme révolutionnaire lié au courant anarchiste. Les problèmes politiques que ces militants ont eu à résoudre apportent un éclairage utile sur les questions de la grève générale et du rapport entre grève et révolution, et aussi sur le problème de l'Etat et du pouvoir, des rapports entre politique et syndicalisme.



A l'origine de la CGT, l'énergie et la détermination pour reconstruire un mouvement ouvrier qui réponde aux tâches d'une nouvelle période

Avec l'écrasement de la Commune, en juin 1871, qui fit des dizaines de milliers de morts, c'est la fin d'une période du mouvement ouvrier. Thiers se réjouit : " L'ordre, la justice, la civilisation ont enfin emporté la victoire... Le sol est jonché de leurs cadavres ; ce spectacle affreux servira de leçon ". La bourgeoisie croit en avoir terminé avec cette classe ouvrière qui, tout au long du 19ème siècle, s'est affirmée par la révolution, les insurrections, imposant ses droits, gagnant son indépendance vis-à-vis des républicains bourgeois, allant jusqu'à construire l'ébauche d'un nouveau pouvoir, l'Etat-commune.

Avec la Commune, une période s'achève. Les années qui suivent connaissent un développement économique important, basé sur les progrès de l'industrie. L'ensemble de la production industrielle double entre 1870 et 1910, la production de charbon triple, celle d'acier est multipliée par 40. Avec l'essor de la production, la classe ouvrière industrielle augmente et représente, en 1910, 33 % de la population active. L'organisation du travail est transformée. Il y a plus de grandes usines, de grandes concentrations, notamment dans les mines et la métallurgie, alors que dans la période précédente, l'immense majorité des ouvriers sont employés par un patron-artisan avec moins de 5 salariés.

Cette industrialisation s'accompagne de l'extension du pillage impérialiste. Pour répondre à la crise qui frappe l'ensemble du capitalisme en 1873, les bourgeoisies durcissent l'exploitation et exportent la crise vers les colonies. Jules Ferry explique cyniquement " Les colonies sont pour les pays riches un placement de capitaux des plus avantageux (...) Mais la question coloniale, c'est aussi la question des débouchés. (...) ". En même temps que l'exploitation des peuples d'Afrique et d'Asie, la 3ème République, née sur les cendres de la Commune, impose son encadrement répressif à la classe ouvrière. Les horaires de travail restent très élevés. En 1872, à Marseille, on relève des journées de 12 à 13 heures pour des enfants de 9 ans. En 1882, le Sénat repousse une loi limitant le travail des femmes à 10 heures. Jusqu'en 1914, dans l'industrie, les journées de travail de plus de 12 heures pour les hommes sont courantes.

En réaction à la dureté de l'exploitation, le mouvement ouvrier connaît une renaissance. Pour la nouvelle génération ouvrière, plus nombreuse et plus concentrée, le problème de la lutte se pose différemment que pour les générations précédentes. Surtout, pour bien des travailleurs, l'insurrection, la politique des barricades qui a marqué le 19ème siècle, apparaît comme une impasse conduisant inévitablement au massacre. La conception issue du blanquisme de petits groupes clandestins préparant le renversement du pouvoir, comme celle issue du proudhonisme des coopératives ouvrières, ne correspondent plus à la situation. Les nouvelles organisations ouvrières restent clandestines, du fait de la répression patronale, mais ce sont des cadres plus larges, organisant les salariés en fonction de leur travail, pour lutter contre la concurrence entretenue par les patrons : des syndicats.

Dès la fin des années 1870, plusieurs congrès ouvriers se tiennent à l'initiative de militants politiques des différents courants socialistes et de militants syndicaux, réunis par la volonté de reconstruire des organisations ouvrières, mettant en place un mutualisme d'entraide, et affirmant la nécessité de l'indépendance contre la bourgeoisie.

Ce développement se poursuit dans les années 1880 et 1890, avec de nombreuses grèves, comme à Anzin, Decazeville ou à Fourmies, grèves le plus souvent réprimées dans le sang. Ce n'est plus seulement le prolétariat de Paris ou des grandes agglomérations qui est à la pointe de la lutte, comme dans les décennies précédentes. Ce sont de nouvelles générations de travailleurs, concentrés dans les centres



Enl. Alexandre (Dejode).

CATASTROPHE DE COURRIERES.

— Groupe de Mineurs Sauveteurs.

miniers, les usines, y compris en province. " Entre 1895 et 1899, 35 % des grévistes appartiennent à la grande industrie (textile, métallurgie, mines). " (d'après G. Noirielle, Les ouvriers dans la société française). Entre 1870 et 1879, il y a 80 grèves en moyenne par an. Entre 1880 et 1899, on passe à 200 puis 470 grèves par an, totalisant jusqu'à 1,4 millions de journées de grève, en majorité pour les salaires (d'après S. Sirot, La grève en France).

Ces luttes imposeront à l'Etat de reconnaître l'existence légale des syndicats (loi du 21 mars 1884). Le courant anarcho-syndicaliste, hostile à juste titre à tout encadrement institutionnel des libertés ouvrières, dénonça cette réglementation... qui imposait de donner aux Préfectures les noms des responsables syndicaux !

Cette période voit aussi se renforcer les méfiances des militants anarcho-syndicalistes à l'encontre des socialistes, d'autant que Jules Guesde, représentant du courant socialiste le plus radical, fait une proposition de loi réglementant le droit de grève (vote à bulletin secret, puis si la grève est majoritaire, elle devient obligatoire pour tous...). Et que de son côté, Millerand proposera dans les années 1890, des systèmes d'arbitrage paritaire en cas de conflit (E. Dolléans, Histoire du mouvement ouvrier).

Le syndicalisme révolutionnaire englobe alors dans une même méfiance l'Etat et les partis politiques, les gouvernements radicaux et la législation sociale cherchant à asservir le mouvement ouvrier.

C'est ce qu'exprime Emile Pouget, militant anarcho-syndicaliste : " Tabler sur des trucs légaux pour se tirer de la mistouffe est aussi illusoire que de réclamer l'appui d'une crapule contre son associé. Le gouvernement est, forcément, l'ami des exploités : ils sont indispensables l'un à l'autre. ... Élire un député, ce n'est pas choisir un représentant : c'est tout bêtement se ficher un maître sur le râble. ... Il n'y aura de véritable jubilation pour le peuple que le jour où, grâce à un farouche coup de collier, la Société sera échenillée de la vermine étatique et patronale et où la terre sera rendue aux paysans, l'usine aux profs, la mine aux mineurs. ... Faisons nos affaires nous-mêmes et garons-nous des intermédiaires. " (extraits de l'Almanach du Père peillard).

Le développement des chambres syndicales de métiers (1881, 500 syndicats ; 1895, 2163 syndicats) débouche sur une Fédération nationale des syndicats qui tient son premier congrès en 1886. A son 3ème congrès, au Bouscat en 1888, deux résolutions affirment l'indépendance du mouvement ouvrier " Le congrès engage les travailleurs à se séparer nettement des politiciens qui les trompent " ; et le rôle de la grève : " la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation ... seule, la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète de tout travail, ou la révolution, peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation ".

Dans le même temps, des militants prennent en main l'organisation de Bourses du travail locales, pour regrouper les salariés dans un cadre interprofessionnel. Ils répondent au besoin d'unité et de solidarité qui traverse l'ensemble de la classe ouvrière, et qui sont une réponse aux divisions du courant socialiste, déjà éclatés en plusieurs courants. C'est le combat notamment de Fernand Pelloutier, jeune militant issu des classes moyennes, qui consacrera sa courte vie à organiser et développer les Bourses, pour lutter contre la concurrence entre les ouvriers, apporter éducation et formation, à travers des cours, des bibliothèques. C'était une contre-société que Pelloutier voulait mettre en place pour permettre l'affirmation d'une classe fière et libre : " S'étonnera-t-on d'apprendre que les Bourses du travail ne se considèrent pas seulement comme un instrument de lutte contre le capital, mais qu'elles ambitionnent un rôle plus élevé dans la formation de l'état social futur ... admirez cette organisation syndicale et coopérative qui chaque jour s'étend et embrasse de nouvelles catégories de producteurs ... cette intervention toujours croissante... Ce sera sans doute, dans ces Bourses du travail ou dans des organismes semblables, mais ouverts à tout ce qui pense et agit, que les hommes se rencontreront pour chercher en commun les moyens de discipliner les forces naturelles et de les faire servir au bien-être humain ", écrit-il pour conclure son Histoire des Bourses du travail.

Cette période de renaissance du mouvement ouvrier révèle à quel point ces militants avaient une vision large et des perspectives illimitées pour l'émancipation des travailleurs et de toute l'humanité.

La question de la grève générale

1895 fut une étape importante de ce développement, avec la fondation de la CGT, par la fusion de la Fédération nationale des syndicats et des Bourses du travail. Le congrès de Limoges réunit les délégués de vingt-huit fédérations, de dix-huit Bourses du travail et de cent vingt-six syndicats non fédérés. Un vaste chemin a été accompli depuis l'écrasement de la Commune : la volonté de construire un mouvement de masse s'est imposée comme l'évidence. Les débats aboutissent à l'affirmation de perspectives et de moyens d'action de classe et révolutionnaires (le congrès réaffirme l'émancipation par la grève générale). En même temps, le rejet de la politique amène le congrès de Limoges à se prononcer pour que la lutte soit menée sur le seul terrain économique. Les bases anarcho-syndicalistes qui seront reformulées dans la Charte d'Amiens en 1906 sont posées. Dans cette période de recomposition, l'ensemble du mouvement ouvrier est traversé par le débat réforme ou révolution. Le réformisme apparaît comme la justification de



l'arrivisme de ceux qui prennent de plus en plus de place dans les institutions, jusqu'à la première participation gouvernementale d'un socialiste, Millerand en 1899. Mais le courant révolutionnaire n'a pas de réponse claire à la question du pouvoir. Si les barricades ont fait leur temps, s'il n'est pas question de participation gouvernementale, comment prendre le pouvoir pour l'émancipation ouvrière ? L'arme de la grève a montré sa puissance, sa capacité à entraîner de larges fractions ouvrières, l'idée de la grève générale apparaît pour un grand nombre de militants comme la solution. En 1895, Pelloutier écrit une brochure, Qu'est-ce que la grève générale ? où plusieurs ouvriers dialoguent : " 2ème ouvrier. - ... Au lieu de mettre en présence, comme la révolution classique, 30 000 insurgés et 200 000 soldats, ... la Grève générale

mettrait en présence : ici 200 000 ouvriers contre 10 000 soldats ; là 10 000 contre 500 ; ... Saisis-tu la différence ?... Et que de ressources pour les grévistes ! Arrêt des transports, suppression de l'éclairage public, impossibilité de ravitailler les grands centres... 4ème ouvrier. - C'est que la grève générale devant être une révolution de partout et de nulle part, la prise de possession des instruments de production devant s'y opérer par quartier, par rue, par maison, pour ainsi dire, plus de constitution possible d'un " gouvernement insurrectionnel ", d'une " dictature prolétarienne " ; plus de " foyer " à l'émeute, plus de centre à la résistance... 1er ouvrier. - Oui, tout cela est beau... mais à condition que ça arrive, sans quoi la grève générale ressemblerait à la jument qui avait toutes les qualités, mais qui était morte. Comment décideras-tu les travailleurs à faire cette grève ? " La grève générale devient alors un mythe, celui des " bras croisés " pour transformer la société, ce qui évite le problème de la prise du pouvoir. Face à ce raisonnement, Guesde apporte des réponses : " Si nous sommes obligés d'écarter, comme un mirage trompeur, la grève générale qui hypnotise le citoyen Pelloutier et d'autres avec lui, c'est qu'elle serait plus longue encore que le suffrage universel à nous conduire au but. ... Ah ! certes, non, le Parti ouvrier n'ajournera pas à cette époque aussi lointaine qu'indéterminable la sortie de l'enfer social. ... Loin de " répudier le moyen révolutionnaire ", citoyen Pelloutier, nous l'avons toujours donné comme inévitable, parce que l'histoire nous a appris qu'il n'y en avait pas d'autre.... Il n'y en a et il n'y en a jamais eu qu'un seul. C'est l'Etat arraché à la classe privilégiée et devenant entre les mains de la classe sujette l'instrument de sa rédemption et de la transformation sociale." (Grève générale, réponse ouverte dans Le Socialiste, 16 octobre 1892). Réponse formaliste qui, écartant la grève générale au nom de l'action révolutionnaire, ne fait plus le lien entre la mobilisation massive des salariés dans la grève et l'action politique contre l'Etat. Conçue ainsi, l'action politique révolutionnaire apparaît finalement extérieure à la lutte réelle des travailleurs... donnant du crédit aux thèses antipolitiques des anarcho-syndicalistes.

1905-1906 : la CGT et l'expérience de la grève générale

Les 10 années qui suivent le congrès de 1895 sont celles d'un fort développement du mouvement ouvrier et de la CGT. Celle-ci franchit des étapes importantes, notamment sur les questions d'organisation et de structuration, avec la difficulté de coordonner les fédérations de métiers et les organisations locales. Le congrès de Montpellier en 1902 sera presque entièrement consacré à ces problèmes. Il s'y met en place la structuration avec les unions locales et départementales. Le visage moderne d'une réelle confédération se dessine. A la tête de la confédération, on retrouve Emile Pouget, " le père peignard ", militant depuis 1880, anarchiste, préoccupé d'une vision d'ensemble, de resituer le combat syndical quotidien dans une perspective d'émancipation. Il défend aussi le sabotage organisé et collectif, adopté à plusieurs reprises comme moyen d'action dans les congrès de la CGT, qui doit se retourner contre le patron et jamais contre l'usager. Ce moyen de lutte fut utilisé par exemple par les garçons coiffeurs parisiens entre 1902 et 1906 pour obtenir un jour de repos hebdomadaire avant que ce soit imposé par la loi (Le sabotage, édition Mille et Une Nuits). Il met toute son expérience à convaincre la jeune CGT que " s'il ne suffisait que de souffler sur la vieille société pour l'abattre, ce serait vraiment trop commode. Nous méprendre sur la grandeur de l'effort indispensable, c'est nous préparer de cruelles désillusions. La révolution sociale ne s'accomplira pas sans que soit nécessaire un formidable effort " (dans La Voix du peuple, 1er mai 1904). A ses côtés, le jeune Victor Griffuelhes, trimardeur devenu ouvrier, proche du courant blanquiste, délégué syndical énergique à 25 ans, puis de sa fédération, et secrétaire général de la CGT à 27 ! Pierre Monatte raconte que " dès qu'une grève éclatait, Griffuelhes arrivait sur les lieux ; en quelques heures, il avait démêlé la situation dans laquelle 'nous barbotions' " (d'après E. Dolléans, Histoire du mouvement ouvrier). Méfiant vis-à-vis des théories, il ne croit pas qu'un programme soit utile. Pour lui, la classe ouvrière franchit "

naturellement " les étapes pas après pas : " il y a à nos yeux une pratique journalière qui va chaque jour grandissant jusqu'au moment où elle se transformera en une conflagration que nous dénommons grève générale et qui sera la révolution sociale " (conférence du 29 juillet 1904). En 1904, Pouget convainc la CGT d'organiser une vaste campagne pour la journée de 8 heures de travail, s'inspirant de l'expérience de la lutte de 1886 des ouvriers de Chicago. Il faut passer de " l'affirmation théorique à la pratique agissante ". Pour lui, " l'amélioration arrachée aux privilégiés est proportionnelle à la conscience des travailleurs à leur degré de cohésion " et en retour, " les pas en avant, les victoires transitoires sont un réconfort pour des besognes plus décidées ", d'où l'importance d'une telle campagne sur une mesure immédiate, qui permettra aux travailleurs de mener une large bataille d'opinion, de faire l'expérience de leur force collective, et fera progresser la conscience commune du mouvement ouvrier. La date du 1er mai 1906 est retenue : après la 8ème heure de travail, les ouvriers seront appelés à quitter les usines et les ateliers. L'année 1905 sera consacrée à beaucoup de préparation. Pour la première fois, la CGT utilisera des moyens très larges d'agitation, avec notamment des centaines de milliers d'affiches. Griffuelhes, à ce moment explique : " Il suffirait qu'au 1er Mai, un fort mouvement se produisît sans trop de résultats appréciables pour que l'on se montre satisfait. Ce serait la première fois qu'un parti, en France, aurait pu poursuivre pendant dix-huit mois, une agitation et une propagande capables de mettre debout un nombre considérable de travailleurs. Ce serait la démonstration de notre force. " A l'approche du 1er mai, le pouvoir panique. D'autant que le 10 mars, dans les mines de Courrières, une explosion a enseveli près de 1200 mineurs. Depuis des semaines, le syndicat dénonce la forte présence de grisou. Clemenceau, ministre de l'Intérieur, répond à la thèse de l'accident imprévisible, tandis que les ingénieurs arrêtent au plus tôt les opérations de sauvetage pour faire reprendre l'extraction. 50 000 mineurs leur répondent par la grève, reprenant le mot d'ordre de la CGT " 8 francs - 8 heures ". 20 jours, puis 35 jours après l'explosion, des survivants ressortent, révélant les choix criminels de la compagnie. La grève redouble alors dans des affrontements, mais ne réussit pas à s'étendre, elle s'épuise et s'arrête début mai. Toute l'opinion est frappée par ces événements et le pouvoir redoute une explosion généralisée. Clemenceau prépare la répression du 1er Mai. Des milliers de policiers sont concentrés dans Paris. Les bureaux de la CGT sont perquisitionnés. Griffuelhes est arrêté le 30 avril. A Paris et dans quelques villes, les manifestations sont assez importantes. A Paris, Clemenceau fait charger la cavalerie, il y a 800 arrestations dans la journée, deux morts. Le 2 mai, des salariés poursuivent la grève, ils sont jusqu'à 150 000. Finalement, le mouvement pour les 8 heures échoue. Mais, comme l'avaient envisagé Pouget et Griffuelhes eux-mêmes, c'est un " succès moral " pour les travailleurs... qui se répercuta d'ailleurs dans les élections du même mois, au profit des candidats socialistes. Luquet, secrétaire de la fédération des coiffeurs, peut écrire quelques mois après : " Le résultat matériel le plus tangible de la campagne qui, durant 18 mois, a maintenu la classe ouvrière en haleine pour la mettre debout au 1er Mai dernier est, sans contredit, la conquête du Repos hebdomadaire " (loi du 13 juillet 1906). Le congrès d'Amiens (8-16 octobre 1906) analysera dans son rapport que : " La manifestation fut imposante. Les travailleurs y participèrent nombreux. Il serait difficile d'en indiquer le nombre. Ce qui est à retenir, c'est que jamais semblable effervescence ne s'était produite. La classe ouvrière, sous l'impulsion des organisations ouvrières actives, se levait pour réclamer plus de repos et plus de loisirs. Disons-le : les événements du jour et ceux qui suivirent allaient étonner et surprendre bien des camarades... ". C'est à ce congrès que fut adoptée (Pour 830 - Contre 8 - Blanc 1) la fameuse Charte qui reformule l'ensemble de l'expérience anarcho-syndicaliste. Dans la lutte de classe cantonnée au " terrain économique ", elle réaffirme la " double besogne " syndicale : " l'œuvre revendicatrice quotidienne, la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires " et " l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ". Elle se dégage " de toute école politique " et demande aux syndiqués " de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors ".

Des limites qui indiquent les voies de leur dépassement

La Charte d'Amiens exprime bien les limites de l'ensemble du mouvement syndicaliste révolutionnaire, des limites auxquelles l'ensemble du mouvement ouvrier est confronté. L'articulation entre la grève générale, la lutte des salariés, et la prise du pouvoir sont au cœur des préoccupations des militants révolutionnaires. En Allemagne, comme en France, un courant réformiste prétend tirer du marxisme l'idée que les intérêts ouvriers sont conciliables avec la participation gouvernementale, avec une arrivée paisible au pouvoir par les élections, sans remettre en cause l'Etat de la bourgeoisie, niant toutes les leçons tirées par Marx et Engels de la Commune de Paris. En réaction, le courant anarchiste, rejette le problème, limitant de façon artificielle la lutte des ouvriers au seul terrain économique. Ce sont finalement les ouvriers russes, avec la révolution de 1905, qui font la démonstration que les questions politiques et économiques sont inséparables dans la lutte de classe. La classe ouvrière russe, confrontée au pouvoir dictatorial du tsar, a été amenée à pousser au plus haut niveau sa lutte de classe, de la grève jusqu'à l'insurrection. Trotsky écrit : " La grève politique générale fut l'arme principale du soviet. ... Bien que la

propriété des moyens de production soit restée comme précédemment entre les mains des capitalistes et de l'Etat, bien que le pouvoir gouvernemental soit demeuré entre les mains des bureaucrates, ce fut le soviét qui disposa des ressources nationales de production et des moyens de communication... Et ce fut ce pouvoir qu'eut le soviét, et qui se manifesta par des faits, de paralyser l'économie et d'introduire l'anarchie dans l'existence de l'Etat, qui fit de lui précisément ce qu'il fut. " (1905) Rosa Luxembour, dans Grève de masse, parti et syndicat, s'appuie sur la dynamique réelle du mouvement de grève, des grèves locales à la grève générale, des journées de luttes pour les salaires, à celles revendiquant les droits démocratiques, pour montrer comment la grève, même économique, prend un contenu politique : " La grève de masse n'est que la forme revêtue par la lutte révolutionnaire ... Elle est la pulsation vivante de la Révolution et en même temps son plus puissant ressort. En un mot, la grève de masse, telle que nous la montre la Révolution russe, n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne ; elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la Révolution. "

Faute de n'avoir pas su tirer de l'expérience de sa propre activité pratique comme de celle de la révolution russe la nécessité de formuler une politique liant les luttes immédiates à la question politique, c'est-à-dire à la question de la prise du pouvoir, le mouvement ouvrier restera sur des conceptions réformistes. " La double besogne ", défense des intérêts immédiats et lutte pour l'émancipation ne feront pas leur unité. L'action syndicale restera opposée à l'action politique. Le mouvement ascendant des mobilisations marquant le pas, les faiblesses politiques de l'anarcho-syndicalisme paralyse la CGT. Une crise s'ouvre. Pouget et Griffuelhes s'éloignent. Jouhaux devient secrétaire confédéral en 1909. Il le restera jusqu'en 1947 ! A travers sa personne et son orientation, l'anarcho-syndicalisme se mue en politique réformiste. La force des militants qui avait construit le développement du mouvement ouvrier autour d'une perspective de lutte de classe se trouve désarmée par les limites mêmes de leur conception. Renoncer à la question politique, c'était accepter le cadre social imposé par la bourgeoisie, au risque de laisser le terrain libre à une logique réformiste. De son côté, le courant socialiste, connaissant une évolution parallèle, faisait de la question politique une préoccupation parlementaire, dont les progrès se mesuraient aux nombres de sièges à l'Assemblée. Cette évolution dépossède la classe ouvrière de la question politique, elle est cantonnée au seul terrain économique, dans les limites mêmes du système. Cette crise laissera l'ensemble du mouvement ouvrier désarmé face à la guerre impérialiste qui s'annonce. La tactique de la grève générale devient l'ombre d'elle-même, objet de résolutions à répétition dans les congrès syndicaux et socialistes, comme remède miracle pour empêcher la guerre. En 1914, les directions de la CGT et de la SFIO sont emportées par la vague chauvine et rejoignent l'union sacrée. Jouhaux, accepte " à titre personnel " d'être nommé commissaire à la Nation un mois après le début de la guerre, tandis que Guesde devient ministre. Mais la tradition de la lutte de classe n'est pas étouffée. Ce sera des rangs de la CGT que viendront les militants qui dépasseront les limites de l'anarcho-syndicalisme, pour maintenir pendant la guerre un courant internationaliste, et la dynamique portée par la révolution de 1917 qui donnera naissance au Parti communiste, ouvrant une nouvelle période du mouvement ouvrier.

Franck Coleman

La " Charte d'Amiens " est adoptée en 1906 par la Confédération Générale du Travail (CGT) lors de son IXe congrès confédéral. Cette déclaration solennelle réaffirme l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des partis politiques et marque la prééminence du syndicalisme révolutionnaire. Elle reste un texte de référence, cité dans les débats syndicaux.

XVe CONGRÈS NATIONAL CORPORATIF - IXe DE LA CGT - AMIENS, 8-16 OCTOBRE 1906.

" Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT : " La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ".

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il

prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait, à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ".

SIGNATAIRES : (Nous donnons le nom tel qu'il est écrit dans le compte rendu puis entre crochets le vrai nom). Marie [Marie François, ouvrier typographe de la Seine] ; Cousteau [Cousteau M., ouvrier jardinier] ; Menard [Ménard Ludovic, ouvrier ardoisier à Trélazé] ; Chazeaud [Chazeaud Jules, chaudronnier, Lyon] ; Bruon [Bruon C., bâtiment] ; Ferrier [Ferrier Louis, serrurier, Grenoble] ; E. David, B. d. T. Grenoble [David Eugène, plâtrier-peintre, Grenoble] ; Latapie [Latapie Jean, métallurgie, Paris] ; Médard [Médard Jean-Baptiste] ; Merrheim [Merrheim Alphonse, métallurgie] ; Delesalle [Delesalle Paul, métallurgiste en instruments de précisions, Paris] ; Bled [Bled Jules, jardinier, Seine] ; Pouget [Pouget Emile] ; Tabard E. [Tabard Etienne, cocher-livreur, Paris] ; Bousquet A. [Bousquet Amédée, boulanger, Paris] ; Monclard [boulanger, Marseille] ; Mazau [Mazaud Jacques, cocher de fiacres, Seine] ; Braun [Braun Joseph, ouvrier mécanicien] ; Garnery [Garnery Auguste, bijoutier, Seine] ; Luquet [Luquet Alexandre, coiffeur, Paris] ; Dret [Dret Henri, cordonnier, Paris] ; Merzet [Merzet Etienne, mineur, Saône-et-Loire] ; Lévy [Lévy Albert, employé] ; G. Thil [Thil G., lithographe] ; Ader [Ader Paul, ouvrier agricole, Aude] ; Yvetot [Yvetot Georges, typographe, Seine] ; Delzant [Delzant Charles, verrier, Nord] ; H. Galantus [Galantus Henri, ferblantier, Paris] ; H. Turpin [Turpin H., voiture] ; J. Samay, Bourse du Travail de Paris [Samay J.] ; Robert [Robert Charles, palissonneur en peaux, Grenoble] ; Bornet [Bornet Jules, bûcheron, Cher] ; P. Hervier, Bourse du Travail de Bourges [Hervier Pierre, Bourges] ; Dhooghe, Textile de Reims [Dhooghe Charles, tisseur] ; Roullier, Bourse du Travail de Brest [Roullier Jules, électricien, Finistère] ; Richer, Bourse du Travail de Mans [Richer Narcisse, ouvrier en chaussures] ; Laurent L., Bourse du Travail de Cherbourg [Laurent Léon] ; Devilar, courtier de Paris [Devilar C.] ; Bastien, Textile d'Amiens ; Henriot, Allumettier, [Henriot H.] ; L. Morel de Nice [Morel Léon, employé de commerce] ; Sauvage [mouleur en métaux] ; Gauthier [Gautier Henri, chaudronnier, Saint-Nazaire].

Pour en savoir plus

Le IXe congrès confédéral, de la CGT, s'est réuni, du 8 au 16 octobre 1906, dans une école des faubourgs de la capitale picarde. Il rassemblait 350 délégués représentant 1 040 organisations. L'appellation de Charte d'Amiens a été donnée à un vote du congrès portant sur les rapports du syndicalisme et des partis, adopté le 13 octobre 1906, à la suite d'un scrutin sur deux textes contradictoires, qui a donné lieu aux débats les plus animés. D'autres résolutions ont été votées par le congrès, les principales portant sur les relations syndicales internationales, l'action pour les huit heures, le travail aux pièces, les lois ouvrières et l'antimilitarisme. La Charte se situe dans la continuité des positions de la CGT affirmées dès sa naissance ; elle est aussi étroitement liée au contexte de l'année 1906. La CGT, née en 1895, onze ans plus tôt, ne regroupe guère plus de 200 000 adhérents, sur environ 6 millions de salariés français ; ce qui en fait une des confédérations nationales aux effectifs les plus réduits d'Europe, recrutant essentiellement dans les milieux d'ouvriers qualifiés et dans l'élite ouvrière. Jusqu'en 1914, la CGT comprend en dehors du courant syndicaliste révolutionnaire, deux autres tendances importantes, les réformistes et les guesdistes, représentants français du courant marxiste. Les guesdistes accordent une place subalterne à l'action syndicale à laquelle ils refusent toute possibilité d'autonomie et sont partisans de la subordination du syndicat au parti. L'adoption de la Charte d'Amiens marque leur défaite définitive. Le congrès d'Amiens se tient à la fin d'une période de vive tension. Au plan international, deux événements majeurs se sont produits, la Révolution russe de 1905 et la crise marocaine dans laquelle France et Allemagne cherchant toutes deux de nouveaux territoires à coloniser ont menacé d'en venir aux armes ; elle s'est achevée par les accords d'Algésiras. Au plan national, au-delà de la crise du bloc des gauches, deux événements principaux pèsent sur les débats, l'affirmation du Parti socialiste SFIO et un regain des luttes ouvrières.



Émile Pouget, né à Pont-de-Salars (Aveyron) le 12 octobre 1860 et mort à Lozère (Palaiseau, Seine-et-Oise) le 21 juillet 1931, est un militant anarchiste, antimilitariste et syndicaliste révolutionnaire français.

Fondateur de journaux libertaires comme *Le père Peinard*, *La Sociale* et *La Révolution*, il fut secrétaire adjoint de la section des fédérations de la CGT de 1901 à 19082.

Né en 1860, Émile Pouget s'investit très tôt dans le mouvement ouvrier. Son père, notaire, étant décédé, sa mère se remaria avec un employé des ponts et chaussées républicain et alla résider à Salles-la-Source. Marqué à jamais par le procès des Communards de Narbonne qui se tient à Rodez, il affûte sa plume incisive et révoltée dès ses années lycéennes en fondant son premier journal, *Le Lycéen républicain*.

Dès 1879, il participe à la création du Syndicat des employés du textile. En 1881, il rejoint un groupe d'anarchistes français au congrès international de Londres. Le 9 mars 1883, alors qu'il mène un cortège de « sans travail » des Invalides vers le boulevard Saint-Germain, trois boulangeries sont pillées. Il est arrêté, place Maubert, alors qu'il tente de soustraire Louise Michel aux policiers. Il est ensuite condamné à huit ans de prison pour « pillage à main armée » et incarcéré entre 1883 et 1886 à la prison de Melun; le catholique Albert de Mun était également présent lors de ces manifestations, comme le rappellera Jaurès lors d'un débat concernant les lois scélérates.

La création du *Père Peinard*

En 1879, il participe à la création du premier syndicat d'employés à Paris. Le 24 février 1889, il édite un journal pamphlétaire, *Le père Peinard*, où il s'attache à éveiller les consciences ouvrières en dénonçant notamment l'illusion de la lutte politique. Il prône l'action directe et la grève générale comme instruments de lutte préalables à la révolution. En 1894, la répression des milieux anarchistes après l'assassinat du président Sadi Carnot l'oblige à émigrer en Angleterre. Il est amnistié en 1895 et rentre alors en France.

Au milieu des années 1890, alors que les anarchistes, suite à l'ère des attentats, restent divisés sur la question de savoir s'il leur faut ou non entrer dans les syndicats, Émile Pouget milite activement en faveur de leur entrée. Et lui-même s'y investit pleinement, jouant un rôle de plus en plus important au sein de la jeune Confédération générale du travail où il défend la tendance révolutionnaire du syndicalisme contre les réformistes. Il y fait notamment adopter en 1897 le principe du sabotage comme moyen d'action sur le patronat, et les revendications sur la journée de huit heures et le repos hebdomadaire (congrès de Bourges de 1904). Il prend aussi en charge, à partir de 1900, le premier organe de presse de la CGT, *La Voix du Peuple*.

En 1906, il participe à la rédaction de la motion qui sera adoptée par la CGT lors du congrès d'Amiens. Cette adoption signe la victoire — temporaire — du syndicalisme révolutionnaire au sein de la Confédération en affirmant l'autonomie syndicale quant aux partis politiques et la perspective, outre l'obtention d'améliorations immédiates pour les travailleurs, de leur émancipation intégrale par l'abolition du salariat et l'expropriation capitaliste.

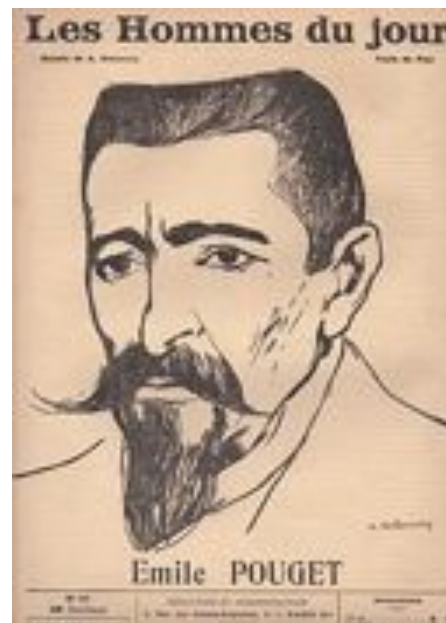
Deux ans plus tard, il est arrêté avec 30 autres cadres cégétistes suite aux grèves de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges, et ne peut donc participer au Congrès de Marseille en octobre 1908, au cours duquel la confédération entérine une motion antimilitariste.

Après avoir tenté, en 1909, de lancer un grand quotidien syndicaliste révolutionnaire, *La Révolution*, qui cessera rapidement faute de moyens, Émile Pouget se retire du mouvement syndicaliste et meurt discrètement en 1931.

Antimilitariste

Il participe au journal antimilitariste *La Guerre sociale* fondé par Gustave Hervé en 1907.

Célèbre maxime d'Émile Pouget « À mauvaise paye mauvais travail ! », justifiant ainsi la pratique du sabotage.



Victor Griffuelhes, né à Nérac (Lot-et-Garonne) le 14 mars 1874 et mort le 30 juin 1922 (à 48 ans) à Saclas (Seine-et-Oise), est un syndicaliste révolutionnaire et libertaire français.

Il fut secrétaire général de la CGT de 1901 à 1909.

Élève au petit séminaire de Nérac jusqu'à quatorze ans, Victor Griffuelhes travaille avec son père jusqu'à dix-sept. En 1891, il se rend à Bordeaux, à Nantes, à Blois puis Tours. En 1893, il arrive à Paris. Ouvrier cordonnier, il fabrique des chaussures de luxe pour les bottiers du quartier de l'Élysée. En 1899, il est délégué à l'union syndicale de la Seine dont il devient rapidement secrétaire. En 1900, il est élu secrétaire de la Fédération des cuirs et peaux.

Le 26 novembre 1901, Griffuelhes devient secrétaire général d'une CGT qui vivait, agrégat de fédérations de métiers sans vision commune. À sa démission le 2 février 1909, la CGT sera devenue la principale et la plus prestigieuse force du mouvement ouvrier français, dotée d'une stratégie cohérente et d'une assise solide. Griffuelhes aura été un des principaux artisans de cette ascension, son travail d'organisation se doublant d'un effort de théorisation du syndicalisme révolutionnaire. Il a rédigé avec Émile Pouget la charte d'Amiens, adoptée par la CGT en 1906.

Alors que ses premiers choix politiques sont du côté des socialistes blanquistes, Griffuelhes acquiert progressivement la conviction de la nullité du parlementarisme pour émanciper la classe ouvrière. Il se donne alors entièrement à la CGT naissante. Quelques années plus tard, sa personnalité se confond entièrement avec la confédération.

Le ministre de l'Intérieur Clemenceau sut jouer des inimitiés qu'il s'était créées au bureau confédéral pour contribuer à le faire chuter. En 1908, il est arrêté avec 30 autres cadres cégétistes suite aux grèves de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges, et ne peut donc participer au congrès de Marseille en octobre 1908, au cours duquel la confédération entérine une motion antimilitariste.

Après plusieurs mois de cabale contre lui, orchestrée par les syndicalistes réformistes et par une partie des révolutionnaires, Griffuelhes rend son tablier, dépité, en février 1909.

Il participe alors à la revue *La Vie ouvrière*, tribune de la tendance syndicaliste révolutionnaire fondée par Pierre Monatte et, après la guerre, et avoir soutenu brièvement les communistes, il appuie l'action des libertaires au sein des Comités Syndicalistes Révolutionnaires (CSR).

Citation : « À cette théorie [guesdiste de l'action du syndicat], nous opposons la nôtre : adversaires de l'État et de toutes ses institutions au point de vue politique, adversaires de l'État et de toutes ses institutions au point de vue syndical. »



Grève de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges

Une journée sanglante, titre *Le Matin* du 31 juillet 1908: « On emporte une femme, inondée de sang, qui a reçu un coup de sabre à la figure ».

La **grève de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges** (département de la Seine-et-Oise) commence le 2 mai 1908, sous le cabinet Clemenceau. Plusieurs grévistes sont tués pendant les manifestations qui se déroulent jusqu'au 30 juillet 1908 (deux le 2 juin 1908 et quatre le 30 juillet), suscitant l'attaque du cabinet Clemenceau par les socialistes.

Le « premier flic de France » fait arrêter 31 dirigeants de la CGT après la manifestation du 30, dont notamment le secrétaire général Victor Griffuelhes, le rédacteur en chef de *La Voix du Peuple* Émile Pouget, le secrétaire de la Fédération des Bourses du travail Georges Yvetot, le secrétaire de la fédération des Cuirs et Peaux Henri Dret qui est amputé d'un bras. Pierre Monatte, responsable de l'imprimerie, s'exile quant à lui en Suisse. La CGT est ainsi décapitée, et les réformistes prennent le dessus peu après, en s'appuyant notamment sur l'adhésion de la Fédération des mineurs. Achevée en août 1908 sans que les ouvriers n'obtiennent la reconnaissance de leur syndicat, la grève marque ainsi un tournant dans l'histoire de la CGT, qui abandonne peu après l'orientation syndicaliste révolutionnaire. Des troubles continuent à agiter le secteur jusqu'en janvier 1909, la Chambre des députés votant en février l'amnistie de tous les faits survenus.

En 1911, suite à un article de *La Guerre sociale* relatant les aveux d'un agent provocateur, un débat est levé à la Chambre des députés sur cette affaire, concernant notamment d'éventuelles manipulations de Clemenceau ou de son directeur de la Sûreté générale, Célestin Hennion, afin de légitimer la répression de la CGT. « Le Tigre » gagne ainsi un nouveau surnom, l'« Empereur des mouchards ». Quel que fut le rôle exact du dénommé Luc Métivier, il n'en demeure pas moins qu'il n'a pu, à lui seul, orienter le cours général des événements, qui marquent durablement l'histoire du mouvement ouvrier français.



Contexte politique et social

Président du Conseil le plus à gauche qu'avait connu jusqu'alors la III^e République, et « premier flic de France », Georges Clemenceau est confronté à d'importantes grèves (1906 bat des records). En 1907, la révolte des vignerons du Languedoc avait pris une tournure insurrectionnelle: cinq manifestants avaient été tués

En juillet 1907, deux grévistes sont tués à Raon-l'Étape .

Par ailleurs, la SFIO, fondée en 1905, revendiquait une posture révolutionnaire, et malgré un début conciliant de Jaurès, avait fini par s'opposer à Clemenceau suite aux grèves. Du côté syndical, la CGT, syndicaliste révolutionnaire, avait établi son indépendance à l'égard des partis politiques par la Charte d'Amiens (1906).



Carrières de Draveil et conditions de travail

La géologie particulière du terrain de Draveil, Villeneuve-Saint-Georges et Vigneux, avait permis la constitution d'une importante industrie d'extraction de sable (carrières, etc.) depuis 1865, soit la fin du Second Empire. Une trentaine de « maisons » se partageaient ce travail, dont notamment les frères Picketty, Morillon et Corvol, Lavollay, Charvet. Emmené en péniche à Paris, le sable sert aux différents travaux d'aménagement, et notamment à la construction du métro. Au retour, les péniches ramènent le remblai des galeries du métro pour reboucher les galeries, sur lesquelles ont été construites une bonne partie de Vigneux.

On y travaille dans l'eau, au moins 12 heures par jour, sept jours sur sept, pour un salaire horaire de cinquante centimes. 600 à 800 personnes, émigrées des provinces pauvres de la France ou encore

d'Italie, sont ainsi installées dans les environs pour travailler dans ce secteur. À l'initiative de Paul Lafargue, gendre de Marx qui habitait à Draveil, une section locale de la SFIO avait été fondée sur place en 1906, alors que Clemenceau était nommé ministre de l'Intérieur du gouvernement Sarrien puis président du Conseil.

le Terrassier, Alfred Boucher, musée des beaux-arts de Rennes.
Début de la grève

Les carriers des sablières de Draveil lancent une grève en juillet 1907. Ayant obtenu une augmentation de salaire de 50 centimes l'heure, ils exigent un contrat de garantie pour tous les chantiers, et relancent la grève à Vigneux le 18 novembre 1907. Avec les travaux sur le métro de Paris, les entreprises sont alors largement bénéficiaires.

À l'issue de cette courte grève (quatre jours), ils constituent le syndicat des carriers-puisatiers-mineurs de Chevreuse. Le syndicat des terrassiers est dirigé par Jacques Ribault, un modéré décrit par *Le Temps* comme « calme, réfléchi, intelligent ». Le lendemain du 1^{er} mai 1908, la grève redémarre, les débardeurs de sable accompagnant les carriers. Ils réclament une augmentation de salaire de 20 centimes de l'heure (salaire total de 70 centimes de l'heure), la suppression du travail à la tâche, la reconnaissance du syndicat, la suppression des débits de boisson tenus par les contremaîtres, et enfin la journée de 10 heures et le repos hebdomadaire, cette dernière mesure étant un droit acquis par la loi votée sous le cabinet Sarrien. Le syndicat parisien des terrassiers les suit.

En face, les 26 compagnies se coordonnent pour former la Société des Carrières de la Seine et refusent toute négociation en signant un pacte le 18 mai 6. Ils emploient en outre des « renards » pour casser la grève. À partir du 23 mai, les grévistes organisent la « chasse aux renards » afin d'empêcher que la grève ne se brise.

Le 28 mai 1908, quatre « renards » sont pris à partie puis libérés par les gendarmes de Draveil-Vigneux. Le sous-préfet de Corbeil a du toutefois intervenir. Surtout, deux grévistes ont été tué.

Le socialiste Édouard Vaillant accuse la « politique du gouvernement » d'être « responsable du meurtre ». Clemenceau rétorque « la Chambre (...) dira si elle veut faire avec nous l'ordre légal pour les réformes contre la révolution⁶. » Hormis les socialistes, la majorité le soutient ⁶.

Fusillade du 2 juin

Dragons montant la garde à Draveil en 1908.
Le conflit redémarre le 2 juin 1908. Des gendarmes accompagnant des tombereaux de sable à Montgeron sont attaqués par des grévistes armés de gourdins. Dans l'après-midi, un gendarme reconnaît son agresseur et le poursuit : deux grévistes sont ainsi tués à Vigneux (Pierre Le Foll, 48 ans, tué d'une balle en plein cœur, et Émile Giobellina, 17 ans) et une dizaine d'autres blessés.

C'est la violence policière la plus grave depuis le début de la III^e République, dans la mesure où les gendarmes ont tiré à bout portant dans la salle de permanence des syndicalistes non armés - cela fut confirmé par l'enquête officielle, dans laquelle étaient présents femmes et enfants. *Le Petit Parisien* écrit : « L'enquête judiciaire semble établir que les gendarmes perdirent la tête. »

Au lendemain de la fusillade, alors que le secrétaire général de la CGT, Victor Griffuelhes, prône l'apaisement relatif, Gustave Hervé, le rédacteur de *La Guerre sociale*, s'indigne dans la salle Ranque, QG des grévistes à Vigneux, que « dans cette foule de plusieurs centaines de grévistes, pas un revolver ! ».

Le 4 juin, alors que les cendres de Zola sont transférées au Panthéon, Le Foll est enterré à Villeneuve-le-Roi en présence de 10 à 15 000 personnes. Le sous-préfet de Corbeil, Emery, se fait arracher son écharpe devant la maison Morillon-Corvol, tandis qu'un gendarme est légèrement blessé. Le lendemain, 5 000 personnes assistent aux funérailles, paisibles, de Giobellina à Villeneuve-Saint-Georges. Des incidents éclatent cependant un peu plus tard à Vigneux ⁴. Le 6 juin, Paul Lafargue écrit dans *L'Humanité*:



« Il fallait donc briser cette grève pacifique par un coup de force. Le Sous-Préfet machina l'affaire, chauffa les gendarmes, qu'il avait trouvés trop mous, trop conciliants et les lança. C'est lui l'organisateur du meurtre, avec la complicité des autres autorités et magistrats de la région. Ils obéissaient aux ordres des patrons de toute industrie qui, à Corbeil, à Essonnes et aux alentours nourrissent une haine féroce contre les ouvriers qui les enrichissent et qu'ils exploitent sauvagement. »

Dès le 11 juin, le cabinet Clemenceau est interpellé par le député radical et élu de Corbeil Dalimier, qui soutient le « Tigre » mais est convaincu de la culpabilité des gendarmes. Clemenceau parle d'« affreuse tragédie » et évoque une bavure. Il se désolidarise complètement du Maréchal des Logis Turc, qui, au lieu de suivre la procédure légale, a décidé de poursuivre les syndicalistes hors du cadre du flagrant délit : « le devoir du gendarme était de dresser une contravention qu'il aurait transmise au parquet (...) plus tard on l'aurait appréhendé. Mais, quant à se lancer avec douze gendarmes contre cents hommes (...) qui étaient couchés et qui ne se livraient à aucune provocation, à aucune manifestation quelconque, c'est un acte que, pour ma part, je ne puis pas admettre. »

Il reconnaît également la légitimité de la grève mais seulement jusqu'au 23 mai: en effet, il est profondément hostile à l'hostilité des grévistes contre les briseurs de grève, cela au nom de la « liberté de travail ». Enfin, il annonce la mise en place d'un Conseil militaire d'enquête, qui innocentera les gendarmes. Ceux-ci seront inculpés par la justice civile, mais acquittés . « Le Tigre » obtient la confiance de la Chambre par 407 voix contre 594.

Des meetings ouvriers sont tenus à Paris et à Draveil-Villeneuve-Saint-Georges, tandis que dès le 8 juin, plus de 150 gendarmes patrouillent à Draveil, dont 50 à cheval, 3 escadrons du 23^e dragons, le 27^e régiment de dragons au complet, quelques hommes du 1^{er} et du 2^e cuirassiers et du 2^e Cuirassiers, et une centaine de Zouaves.

La grève continue

Le 20 juin, un accord est trouvé, mais seule la maison Pers l'applique. Les terrassiers et débardeurs de cette firme obtiennent donc gain de cause (leur syndicat, notamment, est reconnu par la firme), et reprennent le travail le 22 juin 1908. Ils restent toutefois solidaires des autres grévistes, en particulier de ceux des maisons Morillon et Corvol, associées dans la Compagnie des sablières. Ainsi, ils prélèvent chaque jour vingt sous (un franc) de leurs salaires pour alimenter la caisse du comité de grève - ce prélèvement est effectué à la source, par la maison Pers elle-même qui transfère ensuite les fonds au comité. Le préfet de Seine-et-Oise, Autrand, a interdit « rassemblements » et « manifestations en plein air ».

Selon *L'Humanité*, la population locale est plutôt favorable à la grève. Le quotidien de Jaurès cite ainsi un « honorable conseiller municipal », « trop vieux » pour devenir socialiste et naguère patron, pour qui « ces patrons-là, c'est de la mauvaise graine qui ne vaut pas, sauf votre respect, un pet de lapin. »

Le comité de grève met en place des « soupes communistes », distribue chaussures, etc. *L'Humanité* (23 juin 1908 - la veille, un coup de grisou avait fait 8 morts près de Saint-Étienne tandis qu'une grève revendiquant le droit de se syndiquer agitant la papeterie de Ballancourt) décrit ainsi la lutte:

Carte postale d'un militaire du 18^e dragons (*orthographe conservée telle quelle*). Cher copin Je t'envoie ces deux mots pour te donner de mes nouvelles. En ce moment je suis au grève des terrassiers a Villeneuve-Saint-Georges pas loin de Paris tu parle si c'est moche ont y es depuis le 7 juillet et ont ne sait quand sa sera fini, ca commence à la Pentecôte tu parle d'une bande d'apache ils arrêtent les autos ils les casse c'est malheureux de voir ça et bien des choses comme ça ils veulent empêcher les ouvriers de travailler. Ont est camper dans l'école, les hommes couchent sur une botte de paille et les chevaux dehors. Tu parle si sait dure ont ne peut pas se déshabiller car à chaque moment ils faut monter a cheval la nuit comme le jour, moi ca va j'ai encore monter qu'une fois a cheval je fais le fourbit au Lieutenant et quand une sont partis je fais des heures. Ont peut sortir de 7 heures à 9 heures du soir. la ville est très gentil il y a de belles poules et pas fière. Je ne vois plus rien à te dire je suis toujours en bonne santé j'espère que tu es de même. Ton copin Gustave encore quatre cent trente quatre et la fuite. Bonjour a Julia et chez vous.

Si tu m'écrit 18ème Dragons 3ème Escadron au grève a Suivre.

« Les soupes communistes de Villeneuve-Triage et de Vigneux sont toujours abondamment alimentées. C'est dans cette dernière localité que se trouve le centre de distribution [à l'actuelle Auberge Fleurie]. Comme la grève s'étend sur un espace de 15 kilomètres, il y a des grévistes qui font 4 voyages par jour pour aller chercher leur nourriture et celle de leur famille. Il en est qui ont le soir, comme on dit communément, 25 à 30 kilomètres dans les jambes... La dépense pour chaque repas - plat de haricots le matin, soupe et bœuf le soir, pain à discrétion - est de 35 à 40 centimes... M. Morillon serait d'ailleurs

horripilé par le pan de toile rouge qui flotte au sommet d'une longue perche, au-dessus des convives. Et il serait capable de crever de rage en apprenant que l'argent afflue toujours pour nourrir 700 bouches qui ne crieront pas famine... Une poignée de jaunes continue à travailler à Vigneux, pour le compte de la Société des Sablières, sur l'élévateur qui décharge les terres apportées par les péniches venant de Paris. Ces ouvriers inexpérimentés, à grand'peine, déchargent un bateau par jour. C'est pour protéger ce travail infime que gendarmes et dragons ont été mobilisés... Des indemnités en argent et des indemnités en chaussures ont été versées par le comité de la grève à chaque gréviste... »

Le 27 juillet, cinq syndicalistes sont arrêtés, dont Edouard Ricordeau (terrassier parisien et anarchiste; il avait déjà été arrêté le 21 juin puis « curieusement relâché ») et Luc Métivier (Syndicat des Biscuits) arrêtés pour « incitation de militaires à la désobéissance ». Ce dernier avait crié Vive le 17^e de ligne! en allusion à la mutinerie de Béziers en 1907. *L'Humanité* remarque:

« Ce cri-là avait été poussé des centaines de fois sans provoquer la moindre mesure de répression. Comme celui qui l'a jeté était seul, plusieurs gendarmes se sont jetés sur lui et l'ont arrêté. »

La Fédération du bâtiment décide alors de lancer un appel à la grève générale de 24 heures, malgré la réticence du comité de la Confédération générale du travail. Des manifestations sont ainsi prévues à Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges le 30 juillet¹².

La « journée sanglante » du 30 juillet 1908

Le 30, des terrassiers, des maçons, des charpentiers viennent d'un peu partout, « de Corbeil, de Chamarande, d'Évry-Petit-Bourg, de Melun, de Fontainebleau; mais Paris fournit le plus gros contingent. » *Le Matin* (31 juillet 1908), qui décrit un début de manifestation pacifique et joyeuse, continue à décrire la scène:

« Quatre nouveaux régiments de cavalerie, le 1^{er} et le 2^e cuirassiers, de Paris; le 23^e dragons, de Vincennes; le 27^e dragons, de Versailles, étaient venus la nuit précédente renforcer le 7^e et le 18^e dragons qui, depuis un mois, tiennent garnison à Vigneux. Deux cents gendarmes à pied avaient été appelés et toutes ces forces avaient été mises sous le haut commandement du général Vivaire.(...) les deux remorqueurs de la Compagnie des sablières de la Seine furent des heures et des heures sous pression, prêts à transporter sur les points menacés dragons et gendarmes. »

Trois à quatre cents manifestants, certains armés de gourdin voire de pistolets, se heurtent violemment aux 5 régiments de dragons. Quatre grévistes sont tués, plus de 200 blessés, et 69 blessés du côté des forces de l'ordre (dont 5 par balles). « On emporte le cadavre. C'est celui d'un nommé Durant, employé à la Compagnie P.-L.M., venu là en curieux », écrit *Le Matin*. L'historien Jacques Macé, lui, identifie comme victimes « Marcel Marchand, typographe à l'imprimerie Coopérative de Villeneuve-Saint-Georges, Paul Louvet, 18 ans, ouvrier charbonnier à Villeneuve-Saint-Georges, Edouard Leblond, terrassier à Palaiseau, et François Alligou, de Corbeil ».

La CGT décapitée et la fin de grève

Clemenceau décide alors des arrestations massives dans les rangs de la CGT, malgré l'attitude conciliante de Griffuelhes, le secrétaire général. Émile Pouget, Griffuelhes, Georges Yvetot (secrétaire de la Fédération des Bourses du travail), Bousquet[Lequel ?], etc., sont arrêtés. Selon un article de 2008 d'Alternative libertaire:

« Les trois secrétaires de la fédération du Bâtiment [Rousselet, Péricat et Clément] sont réfugiés à Bruxelles. Le responsable de l'imprimerie confédérale, Pierre Monatte, se cache en Suisse. Quant à Henri Dret, secrétaire de la fédération des Cuirs et Peaux, il est mis aux arrêts à l'hôpital où, blessé par balle, il a été amputé d'un bras. La CGT est décapitée. »

Réuni rue de la Grange-aux-Belles à Paris, le comité confédéral de la CGT appelle alors à la grève générale pour le 3 août: échec complet, seule la fédération du bâtiment suivant le mot d'ordre. Le 4 août 1908, les grévistes acceptent les propositions patronales, 5 centimes d'augmentation, la journée de 10 heures, l'application de la loi sur le repos hebdomadaire et suppression des débits de boisson des contremaîtres. Ces améliorations sont toutefois inférieures aux exigences de départ ; le syndicat, notamment, n'est pas reconnu par la Société des carrières. Le 8 août, les grévistes reprennent le travail.

Congrès de Marseille et amnistie de 1909

Les 31 dirigeants inculpés de la CGT bénéficient d'un non-lieu le 30 octobre 1908 (y compris ceux jugés par contumace). En revanche, huit syndicalistes accusés de violences sont condamnés à la prison ferme.

Mais au sein de la centrale syndicale, les réformistes en ont profité pour prendre l'ascendant. En effet, le Congrès de Marseille de la confédération se tient du 5 au 12 octobre 1908, en l'absence des détenus. Le Comité confédéral est attaqué, sans donc pouvoir se défendre. Appuyé par Merrheim et Luquet, Albert Bourderon, de la Fédération des Bourses du travail, tente cependant de le justifier, en soulignant la nature spontanée du mouvement.

Selon Édouard Dolléans (1939), « la démission de Victor Griffuelhes, le 2 février 1909, marque le brusque arrêt des temps héroïques du syndicalisme révolutionnaire. Cette démission révèle la crise que traverse le syndicalisme français. »

Dix jours plus tard, la Chambre des députés vote à la quasi-unanimité l'« amnistie pleine et entière pour faits de grèves et faits connexes relatifs à la grève de Vigneux et aux événements de Draveil-Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges du 2 mai 1908 au 15 janvier 1909 » (451 voix contre 5); ce qui souligne au passage que malgré la reprise du travail en août 1908, des troubles éparés ont continué jusqu'en janvier 1909.

Provocation ?

« Les mouchards » (Maurice Allard), « Le Cas Ricordeau » (Jean Jaurès) et une caricature de Métivier devant le juge: la UNE de *L'Humanité* du 23 novembre 1911 est tout entière consacrée à l'affaire de l'agent provocateur Métivier et aux sous-entendus accusateurs lâchés par le président du Conseil et ministre de l'Intérieur Joseph Caillaux au député Lauche contre l'autre ouvrier, Ricordeau, qui tente maladroitement de se rétracter. Allard et Jaurès s'émouvent de telles accusations graves, demandant des preuves solides avant de les formuler. Caillaux est mis en difficulté à la Chambre, plus de 200 voix votant contre lui. Ricordeau, condamné à l'interdiction de séjour, sera finalement lavé de tout soupçon concernant ses agissements avec la police, contrairement à Métivier.

En 1911, on accusera Georges Clemenceau, alors président du Conseil et ministre de l'Intérieur, et par ailleurs radical-socialiste, d'avoir infiltré des agents provocateurs qui auraient été à l'origine de la violence afin de discrédibiliser la CGT et d'arrêter ses principaux dirigeants. Il sera ainsi surnommé l'« Empereur des Mouchards » ou « Clemenceau-Villeneuve-Saint-Georges ».



Des rumeurs insistantes feront état d'un agent provocateur, Luc Métivier, syndicaliste de la CGT, qui aurait été payé par les Renseignements généraux afin de permettre à Clemenceau de dissoudre la CGT révolutionnaire qu'il abhorrait. *La Guerre sociale* publiera en effet ses aveux le 26 juillet 1911. La Chambre des députés examinera l'affaire le 23 novembre 1911.

L'enquête historique de Jacques Julliard (*Clemenceau, briseur de grèves*), relativise toutefois cette théorie. Métivier a effectivement été mis en contact avec la police, étant reçu par Clemenceau le 20 mai 1908, fait reconnu par Clemenceau lui-même à la Chambre (ainsi qu'au *Temps* le 25 novembre 1911), et payé 300 francs (selon Clemenceau) par la Sûreté générale de Célestin Hennion. Métivier faisant partie des grévistes les plus virulents, son arrestation le 27 juillet 1908 avec d'autres manifestants avait provoqué la grève générale du 30 juillet. L'historien de la police Jean-Marc Berlière note:

« Le plus piquant de l'affaire tient à ce que la qualité d'informateur de la Sûreté de Métivier fut, vraisemblablement, révélée à la *Guerre sociale* par la Préfecture de police dans le but d'embarrasser Hennion, le directeur de la Sûreté générale qui ambitionnait la succession de Lépine à la PP et se présentait comme un policier essentiellement occupé de police judiciaire. »

Métivier fut impliqué dans d'autres grèves (grève de la raffinerie Say, grève des coloristes de Clichy, grève de la compagnie des Tramways du Nord) et on s'aperçut « qu'à la suite de chaque séance du Comité confédéral des rapports parvenaient à la préfecture de police. »

Cependant, Julliard cite Raymond Péricat, secrétaire de la Fédération du bâtiment, qui critique ce qu'il

assimile à une théorie du complot:

« Ce qui est contestable, c'est l'importance (...) donnée (...) au rôle soi-disant joué par le traître Métivier (...) Métivier n'a en rien influencé sur les événements, sur les décisions (...) En faisant de Métivier un mouchard hautement qualifié et de Clemenceau un machiavélique homme d'État, que faisait-on de la Fédération du bâtiment, de son Comité fédéral et de ses militants? »

En fin de compte, Clemenceau, tout comme Viviani, préférerait plutôt favoriser une tendance moins dure à la CGT, poussant à ce que celle-ci abandonne le vote par membres (un membre = une voix) au profit d'un vote par syndicat (une fédération = une voix). C'est d'ailleurs ce qui va se passer: la CGT va progressivement abandonner le syndicalisme révolutionnaire, en accueillant la Fédération des mineurs, qui est rétive à cette orientation fondée sur la grève générale comme tactique révolutionnaire.

Extension de la grève à la fonction publique en 1909

Le phénomène gréviste s'étend. En mars 1909, des grèves touchent la poste et le télégraphe. Or, les agents des PTT étant agents de l'État, n'auraient pas selon le gouvernement, le droit de grève, en vertu d'un principe de continuité de l'État. À la suite de révocations ciblées sur les leaders du mouvement gréviste du mois de mars, promoteurs de la constitution d'un syndicat, le 11 mai des postiers votent la grève générale. Dès le premier jour 228 révocations sont prononcées par le gouvernement. En plusieurs "fournées", plus de 400 autres révocations suivent. La grève échoue et les syndicalistes sont poursuivis en justice.

Le socialiste Jaurès et le radical Clemenceau, deux grands orateurs, s'affrontent au cours d'un débat houleux à la Chambre des députés au sujet du droit de grève des fonctionnaires. Clemenceau se dit favorable à un statut de la fonction publique, mais reste hostile au droit syndical et au droit de grève. Le président du Conseil est soutenu par la chambre (454 voix pour et 69 contre). Droit syndical et "droit" de grève ne seront formellement reconnus pour l'un et admis pour le second, dans la fonction publique, qu'après la Seconde Guerre mondiale par les constituants de la quatrième République. Le Conseil d'État sera amené à établir une jurisprudence quant à leur application.

Commémorations

À partir de 1909 la "grève sanglante" des carriers et sabliers de Vigneux- Draveil et les événements de Villeneuve-Saint-Georges sont commémorés par le mouvement ouvrier. La CGT inaugure le 3 juin 1909, au cimetière de Villeneuve-Le-Roi, un monument en forme d'obélisque élevé, par souscription nationale, sur la tombe de Pierre Le Foll, sur lequel on peut lire: « Le temps passe... et la Liberté ». Il existe par ailleurs une avenue Pierre Le Foll à Villeneuve-le-Roi. Une autre victime des tueries de Villeneuve-Saint-Georges, un ouvrier maçon de 20 ans, Édouard Leblond, est inhumé le 16 août 1908, après un cortège où le drapeau rouge fut déployé au cimetière de Palaiseau, où sa tombe porte encore aujourd'hui un texte gravé dans la pierre rappelant les circonstances de sa mort : "*CGTU Souvenir de ses amis à Édouard Leblond, membre de la Chambre syndicale de la Maçonnerie, 13^e section, tué le 30 juillet 1908 à Villeneuve-St-Georges, âgé de 20 ans. Regretté.*"

Mémoire et histoire

Ces événements trouvent un écho littéraire dans un des ouvrages qu'Henry Poulaille publie dans les années 1930. Le chef de file de la littérature prolétarienne dans le cadre d'un cycle romanesque autobiographique et social, nommé *Le Pain quotidien*, aborde la période 1906-1910 dans *Les damnés de la terre*. Un des personnages, terrassier parisien, participe à la marche du 30 juillet 1908 et raconte :

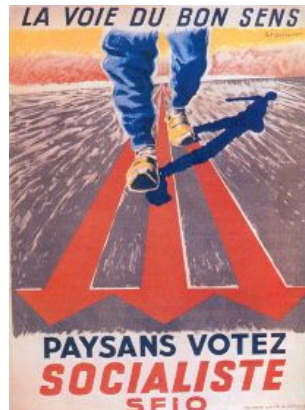
On se trouvait à Vigneux, drapeau rouge en tête, nous autres de la terrasse. On était les plus nombreux avec les maçons, il y avait un monde fou, on était venu de partout en train en tram. (...) Il faisait beau. Ah! nom de Dieu! beau et chaud! Mais on était fiers d'être nombreux, plus de dix mille, mon vieux! Et on commence les discours, plutôt, on allait commencer, voilà que les dragons arrivent de Villeneuve-Saint-Georges. On barre la route, ils passent par les champs, vers les sablières, (...)

Trente ans encore et c'est l'historien Jacques Julliard qui dans un livre de la célèbre "collection Archives" : *Clemenceau, briseur de grèves* (1965), rouvre le dossier de la grève de Vigneux-Draveil et celui des méthodes de celui qui s'affiche *le premier flic de France*.

Le 21 juin 2003, la section du bâtiment de la Confédération nationale du travail de Paris a apposé une plaque commémorative à l'Auberge Fleurie, rue Jean Corringer, à Vigneux .

La Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) : 26 Avril 1905

Après des premiers mouvements d'unification de la gauche française en 1901, le Parti socialiste français et le Parti socialiste de France s'unissent pour former la Section Française de l'Internationale ouvrière. Ce regroupement, opéré lors du congrès du Globe, permet aux marxistes représentés par Jules Guesde et aux réformistes tel que Jean Jaurès de faire front commun. Divisé après le Congrès de Tours qui voit la naissance du PCF, la SFIO sera notamment marquée par les personnalités de Jaurès et de Léon Blum. Elle deviendra le Parti Socialiste en 1969.



Les partis socialistes avant la SFIO : Réorganisation et unité initiale (1876-1890)

Après les événements de la Commune de Paris, une terrible répression s'abat sur les mouvements socialistes. Il y a entre 20 000 et 30 000 morts et plus de 38 500 fugitifs ou exilés et autant d'arrestations. Parmi les personnes arrêtées, il y a 78 % d'ouvriers dont 84 % sont déportés dans les plus lointaines colonies de l'empire français. Dès 1872, les classes ouvrières se réorganisent en chambre syndicale. En 1876, un ouvrier bijoutier, Barberet, organise le premier congrès ouvrier. De Londres, les exilés s'organisent, notamment les amis de Blanqui qui accusent ouvertement le gouvernement de favoriser la classe bourgeoise. D'un autre côté Jules Guesde, un journaliste condamné pour avoir défendu la Commune, développe une position de différenciation par rapport aux autres partis.

La division en 5 tendances (1882-1901)

Une structure socialiste unitaire est créée en 1878 : la Fédération du Parti des travailleurs socialistes de France (FPTSF). Mais les congrès de 1880 et 1881 voient s'affirmer la désunion des socialistes. À partir de 1882, ils créent plusieurs partis représentant cinq grandes tendances du socialisme :

Les Possibilistes : Lors de la séparation au congrès Saint-Étienne en 1882, Jules Guesde propose le vote du programme « minimal » (partiellement rédigé par Marx). La vision de Paul Brousse est différente : il s'agit de fractionner le but en plusieurs étapes pour le rendre possible. Le municipalisme est la base du mouvement possibiliste, c'est ce qui correspond à la vision communiste de Marx. Jusqu'en 1890, la Fédération des travailleurs socialistes étend son influence vers les pays de la Loire, mais elle subit une scission avec les Allemanistes. Cette érosion est due à l'évolution politique : les possibilistes sont désormais devenus républicains. La FTSF regroupe les artisans et les professions libérales.

Les Allemanistes : Au sein de la FTSF, une aile ouvrière s'élève, emmenée par Jean Allemane qui crée une scission en 1890, à la suite du congrès de Châtellerauld, formant le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR). Il prône les réformes immédiates et le réformisme municipal. Ils sont proches de certains aspects de l'anarchisme et veulent une décentralisation du pays. Leurs moyens d'action sont plus concentrés sur l'action syndicale que politique. Ils sont pour la gestion des industries par les travailleurs.

Les socialistes indépendants : Au départ c'est un regroupement de plusieurs personnalités radicales et républicaines. Ce sont des hommes comme Jean Jaurès ou Millerand, qui deviennent très rapidement députés. Ils dominent par leur qualité oratoire et leur nombre les divers groupes ouvriers ou socialistes qui sont élus au Parlement. Ce groupe hétérogène au départ, devient très vite homogène. Ils se regroupent autour des idées de solidarité républicaine et ne s'occupent pas de la rupture entre les socialistes et la république bourgeoise. Ce courant paraît très attaché à l'unité d'esprit du socialisme. C'est sur cet esprit d'unité que ce groupe se lie à plusieurs militants socialistes comme Léon Blum. Ce groupe d'indépendants s'agrandit jusqu'à créer en 1898 la confédération des Socialistes indépendants, puis en 1902 c'est la fusion avec la FTSF de Brousse pour créer le Parti socialiste français.

Les **guesdistes** : le Parti ouvrier français, créé en 1880 en tant que Parti ouvrier, par Jules Guesde et Paul Lafargue. C'est une organisation qui se bat non seulement pour des réformes mais aussi pour la conquête du pouvoir politique par les prolétaires. C'est une organisation marxiste, qui est en lien avec Karl Marx et Friedrich Engels. C'est numériquement le parti socialiste le plus important en France.

Le **Parti socialiste révolutionnaire** (PSR) blanquiste, nouveau nom donné en 1898 au Comité révolutionnaire central (CRC) créé en 1881. Après avoir perdu de nombreux militants lors de la crise boulangiste (dissidence du Comité central socialiste révolutionnaire en 1889), le CRC a été renforcé en 1896 par la scission d'élus et responsables régionaux exclus du POSR regroupés en 1897 sous le nom Alliance communiste révolutionnaire (ACR). Le PSR est dirigé par Édouard Vaillant, qui fait partie de l'union des indépendants et des marxistes.

La marche vers l'unité : les deux partis socialistes (1901-1905)

En 1901, deux mouvements socialistes s'opposent :

- une « gauche », clairement révolutionnaire, avec Vaillant et Jules Guesde ;
- une « droite », plutôt réformiste, avec Jaurès et Paul Brousse.

Ces courants s'opposent régulièrement, par exemple lorsque Millerand accepte d'entrer au gouvernement (dit « bourgeois »), Guesde et Vaillant dénoncent cette prise de position en déclarant que cela discrédite le socialisme. Malgré ces rivalités, Vaillant prône l'unification. Aux élections de 1893, une cinquantaine de députés sont élus. Parmi les raisons de leur élection, on trouve la diminution par le pouvoir du droit de presse, et surtout le mécontentement des ouvriers, qui se manifeste par de nombreuses grèves.

Deux rassemblements se développent :

- Parti socialiste français : il regroupe les Socialistes indépendants, ce qui reste de la FTSF de Brousse et la plus grande partie des Fédérations indépendantes. Ce parti est dirigé en 1902 par Jaurès.
- Parti socialiste de France : il naît en 1901 sous le nom d'Unité socialiste révolutionnaire, réunissant le parti socialiste révolutionnaire (PSR), le Parti ouvrier français (POF) et quelques fédérations autonomes. Les guesdistes fournissent les 5/6 des effectifs.



La SFIO : Création

L'unification du socialisme français a lieu en 1905, au congrès du Globe à Paris, qui fait suite du congrès socialiste international d'Amsterdam de 1904. Le parti socialiste, section de l'Internationale ouvrière, plus connu sous le sigle SFIO, parti du mouvement ouvrier, est né.

Albert Willm aurait joué un rôle notable en 1905 dans le choix du sigle du Parti SFIO :

« L'avocat Albert Willm, du Parti socialiste ouvrier révolutionnaire (PSOR), aurait alors voulu marquer la préoccupation ouvrière du courant allemand et obtenu l'adjonction d' *ouvrière*. Là se trouve l'explication de la présence incongrue de l'expression *Internationale ouvrière* alors qu'à l'époque tous les textes officiels traduits en français se réfèrent aux décisions de l'Internationale socialiste¹. »

Ce rassemblement est à la fois une victoire des révolutionnaires et une victoire des jaussiens. En effet, ils représentent le tiers de la direction, même si Jaurès lui-même n'y siège pas, car les élus ne peuvent en être membre. À l'inverse des autres partis socialistes européens, la SFIO est un parti peu centralisé, laissant une grande autonomie à ses élus et aux échelons locaux. Sa direction ne dispose que de maigres moyens humains et financiers d'autant que, contrairement à ses homologues britannique et allemand, elle ne peut s'appuyer sur les organisations syndicales, lesquelles défendent leur indépendance (la Charte d'Amiens est adoptée par la CGT en 1906). Dans ces conditions, le secrétaire général Louis Dubreuilh n'exerce qu'une fonction administrative et c'est le chef du groupe parlementaire et directeur du quotidien *L'Humanité*, Jean Jaurès, qui apparaît comme le véritable chef du parti.



La SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) prend position contre la politique coloniale et le nationalisme belliciste. Cependant il y a encore des divergences sur les questions d'actualité. La rupture entre Vaillant et Guesde intervient dès 1906, quand la majorité accepte la résolution du congrès d'Amiens sur l'indépendance syndicale. Mais c'est sur la question de la guerre que la rupture intervient nettement. Jaurès, suivant la doctrine de l'Internationale, en appelle à la grève générale, voire à l'insurrection, afin de prévenir ou d'arrêter le conflit. Jules Guesde pense lui que la guerre peut détruire le capitalisme, et redoute que la grève ne devienne effective et affaiblisse les pays les plus industrialisés, ceux où l'organisation ouvrière serait plus forte. C'est une des raisons pour lesquelles les idées de Jules Guesde sont de moins en moins approuvées par les adhérents SFIO qui se rangent du côté de Jaurès.

La Première Guerre mondiale



Le 28 juillet 1914, la SFIO publie un manifeste disant « À bas la guerre ! Vive la république sociale ! Vive le socialisme international ! ». Ce manifeste montre que les socialistes à ce moment étaient fermement contre la guerre. Trois jours plus tard, Jaurès, fervent pacifiste, est assassiné par un nationaliste. Dès le 2 août, il y a un basculement total avec le discours de Vaillant qui déclare "en présence de l'agression, les socialistes accompliront tous leur devoir pour la patrie". Le 4 août, les socialistes votent les crédits de guerre, et le 26 août lors de la création du gouvernement les blanquistes et les guesdistes sont représentés dans le

gouvernement de l'union sacrée.

Ainsi, en 1914 la grande majorité de la SFIO accepte de cautionner la guerre, contrairement à tous ses engagements antérieurs. Peu de socialistes maintiennent l'opposition à la guerre : le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI) de Fernand Lorient ou, de façon moins radicale, la minorité dirigée par Jean Longuet, qui crée le journal *Le Populaire*.

Jean Jaurès

Jean Jaurès est un homme politique français, né à Castres (Tarn) le 3 septembre 1859 et mort assassiné à Paris le 31 juillet 1914. Orateur et parlementaire socialiste, il s'est notamment illustré par son pacifisme et son opposition au déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Issu de la bourgeoisie et agrégé de philosophie, il débute sa carrière politique comme député républicain mais adhère définitivement au socialisme après la grande grève des mineurs de Carmaux et s'oppose aux lois scélérates. Durant l'affaire Dreyfus, il prend la défense du capitaine et pointe l'antisémitisme dont celui-ci est victime. En 1905, il est un des rédacteurs de la loi de séparation des Églises et de l'État. La même année, il participe à la création de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), dont il est l'acteur principal, unifiant ainsi le mouvement socialiste français. Ses positions réformistes lui valent toutefois l'opposition d'une partie de la gauche révolutionnaire. Il consacre les dernières années de sa vie à empêcher, en vain, le déclenchement de la Première Guerre mondiale, et se lie aux autres partis de l'Internationale ouvrière, faisant planer la menace de grève générale au niveau européen⁶. Ces positions pacifistes lui valent d'être assassiné par le nationaliste Raoul Villain à la veille du début du conflit. Cet événement entraîne paradoxalement le ralliement de la gauche à l'« Union sacrée ».



En 1924, sa dépouille est transférée au Panthéon. Bien qu'historiquement rattachée à la gauche réformiste, la figure de Jaurès est aujourd'hui aussi bien utilisée par la gauche que par la droite dans les discours politiques.

1859-1885 : Jeunesse et formation

Jean Jaurès, de son nom d'état civil **Auguste Marie Joseph Jean Léon Jaurès**, est né à Castres en 1859 dans une famille de la petite bourgeoisie du Tarn (dont sont issues quelques brillantes carrières comme celle de Benjamin Jaurès, amiral et ministre de la marine en 1889).

Son père, Jules Jaurès (1819-1882), possède une petite exploitation agricole de 6 ha (ferme du domaine de La Fédial près de Castres) dans laquelle son fils passe son enfance et son adolescence jusqu'à l'âge de 17 ans. C'est une époque où il connaît, non pas la misère, mais peut-être une certaine gêne qui lui fait toucher du doigt les difficultés du peuple. Sa mère, Adélaïde Barbaza (1822-1906), issue d'une famille d'industriels du textile, s'occupe de l'éducation des deux enfants du couple : Jean, l'aîné, et Louis (1860-1937), qui devint amiral et député républicain.

Brillant élève au collège de Castres, il y est remarqué par un inspecteur général, Félix Deltour, qui convainc ses parents de lui faire poursuivre ses études dans les écoles de l'« élitisme républicain », alors qu'ils le destinaient à l'administration des postes. L'inspecteur lui obtient une bourse qui lui permet de préparer à Paris l'École normale supérieure, au collège Sainte-Barbe puis au lycée Louis-le-Grand. En 1878, il est reçu premier à l'École normale supérieure en philosophie, devant Henri Bergson. En 1881, il termine troisième à l'agrégation de philosophie, derrière Paul Lesbazeilles et Henri Bergson.

Devenu professeur, Jaurès enseigne tout d'abord au lycée Lapérouse d'Albi, puis rejoint Toulouse en 1882 pour exercer comme maître de conférences à la faculté des lettres. Il donne également un cours de psychologie au lycée de jeunes filles de cette même ville.

Il se marie le 29 juin 1886 avec Louise Bois (1867-1931), rencontrée au château de Loirac, fille d'un marchand de fromages en gros d'Albi, avec qui il a deux enfants :

Madeleine Jaurès, née le 19 septembre 1889, décédée en 1951, mère de Jean-Jacques Delaporte (1910-1931) ;

Louis Paul Jaurès, né le 27 août 1898 à Nontron (Dordogne). Engagé volontaire en 1915 à 18 ans, au 7^e régiment de dragons, il passe aspirant au 10^e bataillon de chasseurs à pied. Il est tué le 3 juin 1918 à Pernant (Aisne), village où l'armée allemande est arrêtée lors de la seconde bataille de la Marne, et déclaré « mort pour la France 15 ». Une stèle, surmontée du buste de son père, est inaugurée à quelques kilomètres du lieu de sa mort, à Chaudun, le 15 novembre 1936, en présence de Léon Blum, qui prononce un discours. Il figure au Tableau d'honneur de la Grande Guerre, sous le prénom Paul.

Dans le contrat de mariage, la famille Bois offre au jeune couple le domaine de Bessoulet près de Villefranche-d'Albigeois où il s'installe rapidement.

1885-1898 : La progressive adhésion au socialisme

L'entrée en politique comme républicain (1885-1889) et la découverte du socialisme

Jean Jaurès entre en politique à 25 ans comme candidat républicain à Toulouse aux élections législatives de 1885. Il est élu et siège à l'assemblée nationale parmi les républicains « opportunistes » et soutient le plus souvent Jules Ferry. En 1889, il n'est pas réélu. Privé de son mandat de député, Jaurès reprend son enseignement à la faculté de Toulouse. Il est reçu docteur ès lettres en 1892. Sa thèse principale a pour titre *De la réalité du monde sensible*, sa thèse secondaire (en latin, selon l'usage de l'époque) *De primis socialismi germanici lineamentis apud Lutherum, Kant, Fichte et Hegel*. Les deux ont paru en 1891.

Il continue également son activité politique. À partir de 1887, il collabore au quotidien de tendance radicale *La Dépêche de Toulouse* (la future *Dépêche du Midi*). Il devient conseiller municipal sur les listes radicales-socialistes, puis maire adjoint à l'instruction publique de Toulouse (1890-1893). Ses travaux intellectuels, son expérience d'élu local, sa découverte des milieux ouvriers et des militants socialistes l'orientent vers le socialisme. Cette évolution s'achève avec la grève des mineurs de Carmaux.

La grève des mineurs de Carmaux : l'adhésion définitive au socialisme (1892)



En 1892, quand éclate la grande grève des mineurs de Carmaux, Jean Jaurès est à l'écart de la vie politique nationale. L'origine du conflit est le licenciement de Jean-Baptiste Calvignac - ouvrier mineur, leader syndical et socialiste qui venait d'être élu maire de Carmaux le 15 mai 1892 - par la *Compagnie des mines* que dirigent le Baron Reille, président du conseil d'administration (l'homme fort de la droite tarnaise) et son gendre Jérôme Ludovic de Solages, membre de ce même conseil (député de la circonscription depuis septembre 1889), propriétaire de mines et de verreries. Le prétexte motivant le licenciement se trouve dans les absences de Jean-Baptiste Calvignac causées par ses obligations d'élu municipal. Ce licenciement est considéré par les mineurs comme une remise en cause du suffrage universel et des droits réels de la classe ouvrière à s'exprimer en politique.

Les ouvriers se mettent en grève pour défendre « leur » maire. Le président Sadi Carnot envoie l'armée (1 500 soldats) au nom de la « liberté du travail ». En plein scandale de Panama, la République semble ainsi prendre le parti du patronat contre les grévistes.

Dans ses articles à la *Dépêche*, Jean Jaurès soutient, aux côtés de Georges Clemenceau, la grève. Il accuse la République d'être aux mains de députés et ministres capitalistes favorisant la finance et l'industrie aux dépens du respect des personnes. Durant cette grève, il fait l'apprentissage de la lutte des classes et du socialisme. Arrivé intellectuel bourgeois, républicain social, Jean Jaurès sort de la grève de Carmaux acquis au socialisme.



Sous la pression de la grève et de Jaurès, le gouvernement arbitre le différend Société des mines de Carmaux-Calvignac au profit de l'ouvrier Calvignac en lui donnant un congé illimité pour qu'il exerce ses fonctions de maire. Solages démissionne de son siège de député et provoque l'élection anticipée de janvier 1893. Jaurès est alors désigné par les ouvriers du bassin pour les représenter à la Chambre. Il est élu le 8 janvier 1893 comme socialiste indépendant malgré les votes ruraux de la circonscription.

Le premier mandat comme député socialiste de Jaurès (1893-1898)

Désormais, Jean Jaurès représente à la chambre des députés les mineurs de Carmaux. Il milite avec ardeur contre *les lois scélérates*. Surtout, Jaurès se lance dans une incessante et résolue défense des ouvriers en lutte. Il défend les verriers d'Albi, renvoyés par leur patron Rességuier. Ce qui lui vaut l'ouverture d'une information judiciaire pour entrave à la liberté de travail, abandonnée fin 1895. C'est aussi à l'occasion de la découverte de fonds venant de hauts lieux chez un anarchiste de retour de Carmaux qu'il se lance dans un discours à la Chambre, le 30 avril 1894, dans lequel il dénonce la politique répressive du gouvernement, la censure du *Père Peinard*, « consacré presque tout entier à injurier les députés socialistes », le deux poids deux mesures avec, d'un côté, la censure des journaux et députés socialistes, de l'autre la tolérance de discours également contestataires de certains catholiques (Albert de Mun, l'article « La Bombe » dans *La Croix de Morlay*, les articles de *La Croix* ou l'article du Père Marie-Antoine publié dans *L'Univers* puis dans *L'En-dehors* et titré « Le Christ et la Dynamite », qui évoquait la propagande par le fait) et enfin l'usage des agents provocateurs :

C'est ainsi que vous êtes obligés de recruter dans le crime de quoi surveiller le crime, dans la misère de quoi surveiller la misère et dans l'anarchie de quoi surveiller l'anarchie. (*Interruptions au centre. — Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*) Et il arrive inévitablement que ces anarchistes de police, subventionnés par vos fonds, se transforment parfois — comme il s'en est produit de douloureux exemples que la Chambre n'a pas pu oublier — en agents provocateurs.

Et d'évoquer un certain Tournadre, actif lors des grèves de 1892, qui avait proposé aux ouvriers de Carmaux des fonds pour acheter de la dynamite et éventuellement de s'enfuir ensuite en Angleterre : or, selon Jaurès, alors que Tournadre avait répondu aux ouvriers qu'il avait des « amis capitalistes à Paris », les perquisitions menées chez Tournadre à Carmaux avaient conduit à la découverte de deux lettres, l'une du baron de Rothschild, l'autre de la duchesse d'Uzès. Malgré ce discours, la Chambre vota dans une large majorité la confiance au gouvernement. Dans le sillage de la grève des mineurs de Carmaux, il participe, en 1895, à celle des verriers de la ville, déclenchée par le licenciement de deux syndicalistes par le patron de la verrerie, Eugène Rességuier. Cette grève aboutira à la fondation de la Verrerie ouvrière d'Albi, premier grand exemple d'entreprise autogérée.

Dans le Languedoc viticole, il visite les « Les Vignerons Libres de Maraussan » qui créent la première cave coopérative. Aux élections de 1898, il est battu par le marquis Jérôme de Solages, héritier du fondateur de la Compagnie de Carmaux.

1898-1914 : Jaurès, le leader socialiste français

L'affaire Dreyfus

Au début de l'affaire Dreyfus, Jaurès est convaincu de la culpabilité du capitaine Dreyfus. Il utilise même la sentence de déportation, qu'il juge clément, pour dénoncer l'incohérence de la justice militaire dans un discours à l'assemblée, le 24 décembre 1894 où il déclare que « le capitaine Dreyfus, convaincu de trahison par un jugement unanime, n'a pas été condamné à mort, et le pays voit qu'on fusille sans pitié de simples soldats coupable d'une minute d'égarements, de violences ». Selon les termes de l'historien Michel Dreyfus, « Jaurès estime [au début de l'Affaire] que si Dreyfus n'est pas condamné à mort, c'est parce que l'immense effort juif fait en sa faveur n'a pas été tout à fait "stérile" et qu'il a bénéficié du "prodigieux déploiement de la puissance juive". »

Face à la campagne de révision, Jaurès reste donc au départ en retrait. Par la suite, il s'engage véritablement comme défenseur de Dreyfus. « En définitive, la haine de l'antisémitisme ne semble pas avoir joué un rôle "déterminant" dans son engagement en faveur de Dreyfus : c'est bien davantage sa vision de la démocratie, ainsi que sa volonté de rallier la jeunesse qui l'auraient poussé en ce sens. Dès lors, le combat de Jaurès en faveur de Dreyfus devient décisif ». Le *J'accuse* de Zola ne paraît pas avoir été l'élément déclencheur : il refuse encore de s'engager, le 20 janvier 1898, « entre les "cléricaux" qui voudraient utiliser l'Affaire contre les Juifs, les protestants ainsi que les libres penseurs, et les "capitalistes juifs" qui, discrédités par de nombreux "scandales", cherchent à se réhabiliter » puis évoque encore en juin la « race juive, concentrée, passionnée, subtile, toujours dévorée par une sorte de fièvre du gain quand ce n'est pas par la fièvre du prophétisme [, qui] manie avec une particulière habileté le mécanisme capitaliste, mécanisme de rapine, de mensonge, de corruption et d'extorsion. »



L'évènement décisif est la révélation, fin août 1898, du faux commis par le commandant Henry : Jaurès s'engage alors avec passion dans la défense de Dreyfus. Pour lui, l'affaire est non seulement un problème de justice individuelle, mais surtout de respect de l'humanité elle-même. En effet, elle pose le problème du mensonge et de l'arbitraire des grandes institutions, notamment de l'armée qui entend avoir une « justice » séparée. En outre, elle est utilisée par les droites catholique et nationaliste pour renverser la République. Il s'oppose alors à certains autres socialistes, dont Jules Guesde pour qui Dreyfus est un officier bourgeois dont la défense ne serait pas prioritaire (le souvenir de la répression sanglante de la Commune de Paris, et d'autres révoltes ouvrières, est pour beaucoup dans la défiance de militants ouvriers envers la cause d'un officier). Jaurès, dans un ouvrage dreyfusard, "Les Preuves", écrit : *"Si Dreyfus a été illégalement condamné et si, en effet, comme je le démontrerai bientôt, il est innocent, il n'est plus ni un officier ni un bourgeois : il est dépouillé, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe; il n'est plus que l'humanité elle-même, au plus haut degré de misère et de désespoir qu'on puisse imaginer. [...] Nous pouvons, sans contredire nos principes et sans manquer à la lutte des classes, écouter le cri de notre pitié; nous pouvons dans le combat révolutionnaire garder des entrailles humaines; nous ne sommes pas tenus, pour rester dans le socialisme, de nous enfuir hors de l'humanité."*

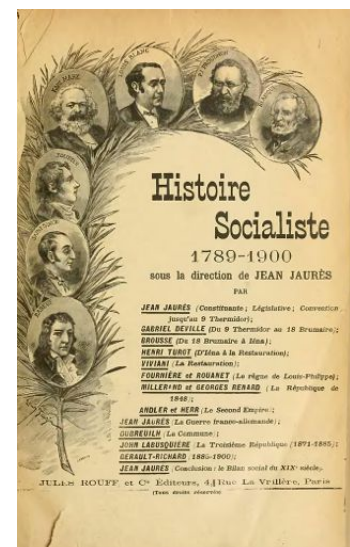
Mais pour Jaurès, l'accablement de malheurs et d'injustices dont Dreyfus est victime font de lui un homme qui souffre des persécutions de la caste militaire, qui est le « gardien armé du Capital », et donc l'ennemi du prolétariat.

Avec l'affaire Dreyfus, Jaurès devient un homme politique à l'influence nationale.

Le socialiste, soutien de la République (1898-1904)

Battu aux élections de 1898 (l'installation de la Verrerie ouvrière à Albi et son ardente défense de Dreyfus ont provoqué sa défaite), Jaurès se consacre au journalisme et devient codirecteur de *La Petite République* un journal socialiste républicain. C'est dans les colonnes de ce journal qu'il publie *Les preuves relatives à l'affaire Dreyfus*. Par ses articles, il soutient le gouvernement Waldeck Rousseau de Défense républicaine, qui associe à son action, pour la première fois dans l'histoire de la République, un socialiste, Alexandre Millerand, nommé au commerce et à l'industrie. Parallèlement, il dirige une *Histoire socialiste de la France contemporaine* (Éditions Rouff) pour laquelle il rédige les volumes consacrés à la Révolution française (1901-1908).

En 1902, Jean Jaurès participe à la fondation du Parti socialiste français. La même année, il parvient à reconquérir le siège de député de Carmaux qu'il conserve d'ailleurs jusqu'à sa mort (réélu en 1906, 1910 et 1914). Son talent d'orateur lui permet de devenir le porte-parole du petit groupe socialiste de l'Assemblée nationale.



Jaurès et son Parti socialiste français s'engagent nettement en faveur du Bloc des gauches et du gouvernement Combes (1902-1905). Jaurès participe à la rédaction de la loi de séparation des Églises et de l'État (décembre 1905). Cependant, Jaurès et les autres socialistes sont déçus par la lenteur des réformes sociales. Le dynamisme du Bloc des gauches s'épuise. Jaurès, vice-président de la Chambre en 1902, n'est pas réélu à cette fonction en 1904. Le rapprochement politique avec un gouvernement « bourgeois » allant jusqu'à la participation gouvernementale est, de plus, condamné par l'Internationale Socialiste.

La création de *L'Humanité* et l'unification du mouvement socialiste

En 1904, Jaurès fonde le quotidien *L'Humanité* qu'il dirige jusqu'à sa mort. L'équipe qui lance le journal avec Jaurès n'est pas composée de journalistes en titre, mais d'intellectuels qui ont vécu aux côtés du député socialiste trois combats victorieux : le droit ouvrier à la politique, bafoué à Carmaux par le marquis de Solages, et qui s'impose en 1892 ; la justice rendue au capitaine Dreyfus ; la liberté de conscience, objet d'un débat qui fait rage en 1904, et qui sera inscrite, dans la loi de séparation des Églises et de l'État. De grandes "plumes" s'associent au projet : Anatole France, Octave Mirbeau, Jules Renard ...

Jaurès sous-titre son journal « quotidien socialiste » et l'utilise pour accélérer l'unité socialiste. Celle-ci est réalisée sous la pression de la Deuxième Internationale au Congrès du Globe (avril 1905) avec la création de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), unifiant les différentes sensibilités socialistes de France.

Jaurès partage la direction de la SFIO avec le marxiste Jules Guesde. La SFIO fait sien le constat de la lutte des classes, et s'affirme clairement internationaliste. Pour l'unité, Jaurès a accepté l'abandon du soutien au gouvernement. Mais, il a obtenu des guesdistes l'insertion de la SFIO dans la démocratie parlementaire. Dirigeant politique important, il engage le dialogue avec les syndicalistes révolutionnaires de la CGT. En 1914, la SFIO rassemble 17 % des voix et obtient 101 sièges de députés.

Le pacifisme

Discours de Jaurès au Pré-Saint-Gervais (25 mai 1913)

Jaurès lutte contre la venue de la guerre les dix dernières années de sa vie. Il est très préoccupé et inquiet face à la montée des nationalismes et aux rivalités entre les grandes puissances (surtout pendant les guerres balkaniques en 1912-1913). En 1910, il rédige une proposition de loi consacrée à l'armée nouvelle, dans laquelle il préconise une organisation de la *Défense nationale* fondée sur la préparation militaire de l'ensemble de la nation. Jaurès est un cas singulier : pacifiste, mais passionné par la défense, par la stratégie militaire, et qui inspirera, au titre de la « nation armée », le vietnamien Ho Chi Minh ! Ainsi, dans le livre à l'origine de sa proposition de loi, il préconise la constitution d'une armée défensive, de milices, entraînée dans le monde civil, liée à la nation, le contraire de l'« armée de caserne » qui sera d'abord défaite.

En 1913, le gouvernement craignant des débordements antimilitaristes, interdit la manifestation annuelle en mémoire des communards...



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Pour contrer cette décision, la SFIO et Jean Jaurès appellent à manifester sur la butte du Chapeau Rouge au **Pré-Saint-Gervais, un lieu de rassemblement déjà connu des militants.**

Jaurès mène une vigoureuse campagne contre la Loi des trois ans de service militaire, défendue ardemment par le député Émile Driant. La loi est votée en 1913, malgré le rassemblement du Pré-Saint-Gervais le 25 mai 1913, où Jaurès fait un discours devant 150 000 personnes.

La manifestation en mémoire de la Commune se transforma donc cette année-là en un vaste meeting pacifiste conçu comme **le point d'orgue de la campagne contre le rétablissement de la loi de trois ans de service militaire.**

Cet événement pacifiste a rassemblé près de 150 000 personnes et donné l'occasion aux **premiers reporters-photographes** de réaliser les plus beaux clichés représentant Jaurès orateur.



Le Pré-Saint-Gervais était alors encore très verdoyant. Il pouvait accueillir dans un cadre agréable des manifestations de grande ampleur, des démonstrations modernes qui mêlaient tout à la fois les caractéristiques des fêtes populaires, des sorties du dimanche et des manifestations protestataires. La banlieue commence alors à jouer un rôle important dans la mobilisation des forces de progrès.

La butte du Chapeau-Rouge qui se trouvait sur le territoire du Pré Saint-Gervais est finalement intégrée à Paris à la fin des années 1920. Elle a aujourd'hui presque disparu : seul son sommet, transformé en square, offre un point de vue sur le Pré-Saint-Gervais, de l'autre côté du périphérique.



L'année 1914 semble relancer les espoirs de paix : la guerre dans les Balkans est finie, les élections en France sont un succès pour les socialistes. Mais l'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914 et l'ultimatum autrichien à la Serbie du 23 juillet 1914 relancent les tensions entre les grandes puissances.

Jaurès tente d'infléchir, dans un sens favorable à la paix, la politique gouvernementale. Il rappelle le mot d'ordre de grève générale décidé par l'Internationale ouvrière en cas de déclenchement de la guerre.

Assassinat du 31 juillet 1914

Le pacifisme de Jaurès le fait haïr des nationalistes. Pendant la journée du vendredi 31 juillet 1914, il tente, d'abord à la Chambre des Députés, puis au ministère des Affaires étrangères, de stopper le déclenchement des hostilités. En fin d'après-midi, il se rend à son journal *L'Humanité* pour rédiger un article, qu'il conçoit comme un nouveau « J'accuse ». Avant la nuit de travail qui s'annonce, il descend avec ses collaborateurs pour dîner au Café du Croissant, rue Montmartre. Vers 21 h 40, un étudiant nationaliste déséquilibré, Raoul Villain, tire deux coups de feu par la fenêtre ouverte du café et abat Jaurès à bout portant.

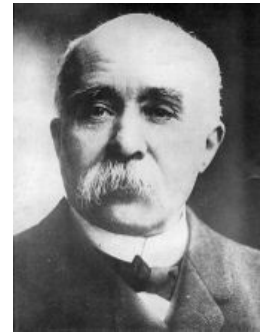


Cet assassinat facilite le ralliement de la gauche, y compris de beaucoup de socialistes qui hésitaient, à l'« Union sacrée ». La grève générale n'est pas déclarée.

Le 29 mars 1919, le meurtrier de Jaurès est acquitté, dans un contexte de fort nationalisme.

Georges Clemenceau

Georges Benjamin Clemenceau, né le 28 septembre 1841 à Mouilleron-en-Pareds (Vendée) et mort le 24 novembre 1929 à Paris, est un homme d'État français, radical-socialiste, président du Conseil de 1906 à 1909, puis de 1917 à 1920.



Issu d'une famille de notables républicaine, il est maire du 18^e arrondissement de Paris puis président du conseil municipal de Paris au début de la Troisième République, ainsi que député en 1871, puis de 1876 à 1893, siégeant en tant que républicain radical. Défenseur de l'amnistie pour les Communards et anticlérical, il prône inlassablement la séparation des Églises et de l'État et s'oppose à la colonisation, faisant tomber le gouvernement Jules Ferry sur cette question. Fondateur du journal *La Justice* et de la Société des droits de l'homme et du citoyen, il travaille ensuite à *L'Aurore* et prend une part active dans la défense du capitaine Dreyfus.

Élu sénateur du département du Var en 1902, bien qu'il ait critiqué dans sa jeunesse l'institution du Sénat et de la présidence de la République, il est nommé ministre de l'Intérieur en 1906, se désignant lui-même comme le « premier flic de France ». Surnommé « le Tigre », il réprime alors les grèves et met fin à la querelle des inventaires, puis devient président du Conseil à la fin de l'année 1906, fonction qu'il occupe pendant près de trois ans. Retournant ensuite au Sénat, il fonde le journal *L'Homme libre*, rebaptisé *L'Homme enchaîné* après avoir essuyé la censure au début de la Première Guerre mondiale.

En novembre 1917, il est de nouveau nommé président du Conseil et forme un gouvernement consacré à la poursuite de la guerre. Négociateur lors de la Conférence de Versailles, le « Père la Victoire », après avoir promulgué la loi des huit heures, échoue à l'élection présidentielle de janvier 1920, étant critiqué à gauche et à droite, et se retire de la vie politique.

Le fervent républicain

La famille Clemenceau



Né le 28 septembre 1841 au 19 *rue de la Chapelle* (rebaptisée depuis rue Georges Clemenceau), dans la maison de ses grands-parents maternels à Mouilleron-en-Pareds, petite bourgade vendéenne, Clemenceau affirmera plus tard « *C'est au caractère vendéen que je dois le meilleur de mes qualités. Le courage, l'obstination têtue, la combativité* ». Il est le deuxième des six enfants de Sophie Gautereau et de Benjamin Clemenceau, établi comme médecin à Nantes, mais vivant surtout de ses fermages.

Sa famille paternelle qui appartient à la bourgeoisie vendéenne, habite le manoir du Colombier, près de Mouchamps. Au début du xix^e siècle, elle hérite par mariage du domaine de "l'Aubraie" de Féole, dans la commune de La Réorthe, en Vendée, région de tradition royaliste et catholique.

Son arrière-grand-père, Pierre-Paul Clemenceau (1749-1825), est médecin des Armées de l'Ouest pendant la guerre de Vendée, puis sous-préfet de Montaigu et député du Corps législatif en 1805, au début du Premier Empire.

Son père, Benjamin (1810-1897) est médecin ; c'est un républicain engagé, progressiste, farouchement athée, qui aura une grande influence sur Georges, le second de ses six enfants, en lui transmettant les idéaux révolutionnaires et la haine de toute monarchie.

Il a participé aux Trois Glorieuses de 1830 et, lors de la Révolution de 1848, il a créé une « Commission démocratique nantaise ». Détenu une brève période à Nantes au lendemain du coup d'État du 2 décembre 1851, il est arrêté après l'attentat d'Orsini de 1858 et soumis, sans procès, à la transportation vers l'Algérie en vertu de la loi de sûreté générale. Il est toutefois libéré avant d'embarquer à Marseille, grâce à l'indignation de Nantes et à l'intervention d'un groupe de notables, notamment de son collègue Pierre Honoré Aubinais, médecin nantais et bonapartiste de gauche, proche de Jérôme Bonaparte, et mis quelque temps en résidence forcée à Nantes. Outre ce fond républicain, marqué par le buste de Robespierre sur la cheminée, son père lui enseigne la chasse, l'équitation et l'escrime : en 1890, Clemenceau sera le nègre de son ami James Fillis pour ses *Principes de dressage et d'équitation*.

Benjamin Clemenceau, « qui, comme tous les hommes qui ne faisaient rien, était très occupé » selon son fils, fut à ses heures peintre : portrait en buste de son fils enfant, et sculpteur : profil de son fils et double profil de lui et de sa sœur Emma, l'un et l'autre en plâtre, en 1848, année où il planta dans la propriété

familiale du Colombier à Mouchamps (85), avec son jeune fils un cèdre de l'Atlas, son "arbre de la Liberté".

Sa mère, Sophie Gautereau (1817 - † Hyères, 20 avril 1903), qui lui enseigne le latin (il connaît également le grec), est issue d'une famille de cultivateurs devenus de petits bourgeois, de religion protestante.

Jeunesse : du lycée de Nantes au séjour américain



Georges Clemenceau est élève du lycée de Nantes à partir de la classe de 5^e en 1852-53. Son professeur de lettres de 5^e est Louis Vallez, le père de Jules Vallès. Il effectue une scolarité convenable, obtenant chaque année (sauf en 4^e) quelques accessits, et seulement trois prix (récitation classique en 5^e, histoire naturelle en rhétorique, version latine en logique). Lors de la remise de ce dernier prix, en 1858, l'année de l'arrestation de son père, il est ovationné par les assistants. À partir de 1883, Clemenceau est un membre-fondateur actif de l'Association des anciens élèves du lycée de Nantes (section parisienne) où il rencontre Boulanger, son condisciple en 1852-53, mais beaucoup plus âgé (élève de classe préparatoire à Saint-Cyr). Son nom sera donné au lycée dès 1919.

Il obtient le baccalauréat ès-lettres en 1858. Il s'inscrit ensuite à l'école de médecine de Nantes. Après trois années pendant lesquelles il se révèle un étudiant médiocre et dissipé, passant notamment en conseil de discipline, il part en 1861 poursuivre ses études à Paris, où il s'inscrit également en droit.

Il fréquente des cercles artistiques et républicains dans le Quartier latin où il fait connaissance avec Claude Monet en 1863. Avec plusieurs camarades (Germain Casse, Jules Méline, Ferdinand Taule, Pierre Denis, Louis Andrieux), il fonde un hebdomadaire, *Le Travail*, dont le premier numéro paraît le 22 décembre 1861. Zola se joint au groupe afin de soutenir le journal contre la censure. Clemenceau y publie des piques à l'encontre de l'écrivain Edmond About, rallié au régime.

La publication prend fin au bout de huit numéros : la plupart des membres ont en effet été arrêtés après un appel à manifester place de la Bastille afin de commémorer la Révolution du 24 février 1848. Le 23 février 1862, Clemenceau est envoyé pour 73 jours à la prison Mazas. « Quand on a l'honneur d'être vivant, on s'exprime ! », dira-t-il plus tard.

Libéré, il rend visite à son ami Ferdinand Taule, détenu à Sainte-Pélagie, où il rencontre Auguste Blanqui, alias « l'Enfermé », avec qui il se lie d'amitié et de complicité, ainsi qu'Auguste Scheurer-Kestner, personnage central de la défense de Dreyfus. En 1896, il honorera Blanqui en parlant de « cette vie de désintéressement total (...) [qui] ne découragera que les lâches du grand combat pour la justice et pour la vérité ».

Durant ses années d'études, Clemenceau participe à la création de plusieurs autres revues et écrit de nombreux articles avec son ami Albert Regnard. Après avoir effectué des stages à l'hôpital psychiatrique de Bicêtre, puis à La Pitié, il obtient le doctorat en médecine le 13 mai 1865 avec une thèse intitulée *De la génération des éléments anatomiques*, sous la direction de Charles Robin, un matérialiste ami d'Auguste Comte. Sa thèse reprend les idées de Robin, qui est un adversaire du catholique bonapartiste Pasteur. Elle est ensuite publiée chez Garmen-Baillière en échange de la traduction par Clemenceau d'*Auguste Comte and Positivism* de J.S. Mill. Plus tard, lorsque Pasteur sera devenu célèbre, Clemenceau reconnaîtra de bonne grâce son erreur.



À la suite d'un dépit amoureux avec Hortense Kestner, la belle-sœur de son ami Auguste Scheurer-Kestner, le 25 juillet 1865, il s'embarque, d'abord pour l'Angleterre, où son père le présente à Mill et Spencer, puis pour les États-Unis, qui sortent à peine de la guerre de Sécession. Il trouve un poste d'enseignant dans un collège pour jeunes filles à Stamford (Connecticut) où il donne des cours de français et d'équitation. Il devient également correspondant du journal *Le Temps*.

Clemenceau s'éprend alors d'une de ses élèves, Mary Plummer (1848-1922), qu'il épouse civilement le 20 juin 1869, avec qui il aura trois enfants, dont Michel, né en 1873 et deux filles Madeleine et Thérèse-Juliette.

Sa femme ayant une liaison avec son jeune secrétaire précepteur des enfants, il fait constater l'adultère et l'envoyer quinze jours dans la prison Saint-Lazare pour adultère (alors qu'il a eu lui-même de nombreuses liaisons féminines, on lui en attribue environ 800) et pendant cette incarcération demande le divorce qu'il obtient en 1891 avant de la renvoyer brutalement aux États-Unis avec un billet de troisième classe et

obtenu qu'elle perde la garde de ses enfants et la nationalité française. Revenue vivre en France mais restée perturbée psychologiquement par ces événements conjugaux, l'ex-Madame Georges Clemenceau mourra seule le 13 septembre 1922 dans son appartement parisien du 208, rue de la Convention; il l'annoncera ainsi à son frère Albert: " Ton ex-belle-sœur a fini de souffrir. Aucun de ses enfants n'était là. Un rideau à tirer." (lettre du 27 septembre 1922 dans sa *Correspondance 1858-1929*, p. 639).

De ce séjour américain il tire un bilinguisme franco-anglais rare à l'époque et une familiarité avec les cercles anglo-saxons.

L'effondrement de l'Empire

*Clemenceau dans son bureau.
La photo aurait été prise le 6 août 1929,
peu de temps avant sa mort.*



Le 26 juin 1869, il est de retour en France avec sa femme. Son voyage aux États-Unis lui aura fait découvrir la démocratie américaine - il admire la procédure d'impeachment- et lui laisse un goût durable pour la philosophie et la littérature anglo-saxonne.

Dès que la guerre franco-prussienne éclate, il quitte sa femme et son nouveau-né, Madeleine, pour se rendre à Paris, où il arrive début août 1870. À la suite de la défaite de Sedan le 2 septembre 1870, il prend une part active, avec ses amis Arthur Ranc et Edmond Adam, à la « journée du Quatre Septembre » au cours de laquelle est proclamée la République.

Formé le jour même, le gouvernement de la Défense nationale nomme Étienne Arago maire de Paris, qui lui-même nomme des maires provisoires dans les différents arrondissements. Arago cherchant des républicains sûrs nomme Clemenceau, - introduit auprès d'Arago par son père - à la tête de la mairie de Montmartre, alors commune indépendante (cf. XVIII^e). Il rencontre alors l'anarchiste Louise Michel, institutrice du quartier, et permet à Blanqui de devenir commandant du 169^e bataillon, alors que le siège de Paris commence le 19 septembre 1870.

Fin octobre, les Parisiens se révoltent en apprenant la reddition du maréchal Bazaine à Metz et l'envoi par le gouvernement provisoire conservateur d'Adolphe Thiers à Versailles, pour négocier l'armistice avec Bismarck. Pour ce républicain farouchement antimonarchiste qu'est Clemenceau, c'est une provocation: Il fait placarder des affiches annonçant son refus d'une telle « trahison ». Le jour même, la Garde nationale des quartiers populaires organise un soulèvement afin de prendre l'Hôtel de Ville. La Garde nationale des quartiers bourgeois, emmenée par Jules Ferry, s'y oppose et empêche le coup de force. L'épisode fait de Clemenceau et Ferry des rivaux acharnés.

Désavoués pour leur complicité avec les révolutionnaires, Arago démissionne, suivi de Clemenceau. Le gouvernement obtient la confiance des Parisiens par le plébiscite du 3 novembre, et organise des élections municipales le 5 novembre. Clemenceau est élu dans le XVIII^e arrondissement. Il est cependant destitué le 22 janvier 1871, jour d'une manifestation à l'Hôtel de Ville, pour avoir demandé, avec d'autres maires d'arrondissement réunis par Jules Favre, la démission du général Trochu. L'armistice, refusé par Clemenceau et le peuple parisien, est signé six jours plus tard.



Le 8 février, ayant refusé l'offre de Gambetta de devenir préfet du Rhône, il est élu député de la Seine (en 27^e position) au sein de la nouvelle Assemblée nationale. Il figure alors sur les listes électorales de l'Union républicaine, s'opposant à la paix léonine avec Bismarck, aux côtés de Victor Hugo, Garibaldi, Gambetta, Courbet, Louis Blanc, etc.

De la Commune au conseil municipal de Paris

Clemenceau le 26 novembre 1917 en chapeau haut-de-forme, canne à la main.

Début mars 1871, Clemenceau est à Paris. Le 1^{er} mars 1871, il appelle ses concitoyens à s'abstenir de toute violence lors de l'entrée des Prussiens dans la ville. Lors du soulèvement du 18 mars 1871, accompagné du capitaine Mayer et Sabourdy, il tente de sauver de la foule les généraux Thomas et Lecomte. Le soir, le Comité central de la garde nationale a pris le pouvoir à Paris, et décide l'organisation d'élections municipales.

Deux jours plus tard, à l'Assemblée réunie à Versailles, Clemenceau dépose, avec 18 députés républicains, un projet de loi afin d'organiser l'élection d'un conseil municipal de 80 membres à Paris, « qui aura le titre et exercera les fonctions de maire de Paris ». Il navigue ainsi entre le gouvernement de Thiers et la

Commune de Paris, tentant de concilier les camps ennemis, ce qui lui attire l'inimitié des deux parties. Les communards à qui il reproche d'être sortis de la légalité, le font ainsi démissionner de sa fonction de maire le 22 mars, le remplaçant par un délégué du Comité central. Ce dernier organise des élections municipales le 26 mars 1871, au cours desquelles Clemenceau n'obtient que 752 voix.

Minoritaire, il démissionne de son poste de conseiller municipal et de député la veille de la proclamation de la Commune, et fonde avec d'anciens maires la Ligue républicaine des droits de Paris, qui tente de négocier avec les deux camps. Il quitte Paris le 10 mai 1871 afin de rejoindre le congrès des municipalités à Bordeaux, interdit par le gouvernement Thiers. Devant cet échec, il tente de revenir à Paris, mais ne peut entrer dans la ville, soumise à l'attaque sanglante du gouvernement Thiers.

Soupçonné de connivence avec la Commune, il se rend clandestinement en Vendée, puis à Belfort et Strasbourg annexé, avant de retourner à Paris le 15 juin 1871. Battu aux élections complémentaires du 2 juillet 1871, il se fait élire conseiller municipal de Paris le 30 juillet 1871, à Clignancourt. En 1872, il se bat en duel avec Poussargues, ce qui lui vaut 15 jours avec sursis et 25 francs d'amende. Il est réélu lors des élections municipales de novembre 1874. Le 29 novembre 1875, il est élu président du conseil municipal de Paris par 39 voix sur 54 suffrages :

« Le caractère dominant de notre politique municipale, déclare-t-il alors, (...) c'est d'être profondément imbue de l'esprit laïque, c'est-à-dire que, conformément aux traditions de la Révolution française, nous voudrions séparer le domaine de la Loi, à qui tous doivent obéissance, du domaine du Dogme, qui n'est accepté que par une fraction seulement des citoyens. »

Le député radical (1876-1893)



Portrait par Édouard Manet

Son élection, le 20 février 1876, comme député de Paris à la Chambre des députés marque son émergence sur la scène nationale. Il est élu dans le 18^e arrondissement dès le premier tour avec 15 000 voix contre 3 700 pour son rival. Refusant alors aussi bien les institutions de la présidence de la République et du Sénat que le cumul des mandats, il démissionne de son poste de président du conseil municipal le 24 avril 1876.

Clemenceau s'impose par son verbe comme le chef incontesté des républicains radicaux (qui ne sont pas encore constitués en parti) et de l'opposition d'extrême gauche aux Opportunistes, emmenés par Gambetta. L'écrivain Julien Gracq parlera *a posteriori* de son « agressivité pure, gratuite, incongrue », de cette « personnalité aux arêtes tranchantes comme un rasoir ». Il lutte alors pour l'amnistie des « Communards », la révision des lois constitutionnelles de 1875

rédigées par les républicains opportunistes et les orléanistes, la laïcité et, 30 ans avant la loi de 1905, la séparation de l'Église et de l'État.

La lutte pour l'amnistie

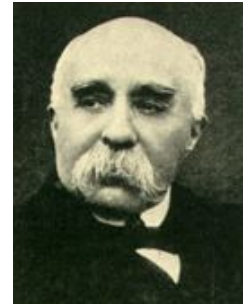
Dès son discours du 16 mai 1876 à la Chambre, il se fait remarquer par son éloquence, qu'il met au service de l'amnistie. Raspail, Lockroy et lui, ainsi que Victor Hugo au Sénat, s'unissent dans ce combat, mais ils sont minoritaires face aux opportunistes, qui, derrière Gambetta et Jules Méline, soutiennent une amnistie partielle.

Ils relancent le combat pour l'amnistie trois ans plus tard. Au gouvernement Waddington qui veut exclure de celle-ci ceux qui « se déclarent les ennemis de la société », Clemenceau rétorque, suscitant les rires de la Chambre : « À quel signe, à quel critérium, on reconnaît un ennemi de la société : M. le duc de Broglie est un ennemi de la société aux yeux de M. Baudry d'Asson, et moi je tiens M. Baudry d'Asson pour un ennemi de la société. Nous sommes ainsi 36 millions d'ennemis de la société qui sommes condamnés à vivre dans la même société (Nouveaux rires). »

Le projet est cependant rejeté. Il soutient alors, avec quelques amis, et *incognito*, la candidature à la députation de Blanqui, détenu à la maison centrale de Clairvaux. Celui-ci est élu le 20 avril 1879 ; sa situation d'inéligibilité permet à Clemenceau de relancer la bataille pour l'amnistie. En 1880, la démission du maréchal Mac-Mahon, ultime épisode de la crise du 16 mai 1877, son remplacement par Jules Grévy, et le résultat des élections sénatoriales permettent finalement à Clemenceau d'arriver à ses fins : l'amnistie pleine et entière est votée, sur un projet de loi du gouvernement Freycinet.

La rupture avec Gambetta et le discours de Marseille

Après que les républicains se sont scindés entre radicaux et « opportunistes », Clemenceau attaque féroce­ment ces derniers pour leur timidité et leur pragmatisme. Il contribue ainsi à la démission du ministre de l'Intérieur Marcère en mars 1879, provoquée par un scandale de police : à cette occasion, qui signe la rupture avec Gambetta, Clemenceau réclame l'épuration des cadres de police hérités du Second Empire.



Son discours de Marseille du 28 octobre 1880, qui reprend le programme de Belleville de Gambetta (1869), blâme ainsi l'opportunisme qui vise à « ajourner » les réformes dans le cadre de la « République victorieuse des monarchistes ». Il y réclame la séparation de l'Église et de l'État, la confiscation des biens des congrégations, la suppression du Sénat, l'élection des magistrats, l'autonomie municipale, l'impôt sur le revenu, la limitation de la durée légale de la journée de travail, la retraite des vieux travailleurs, la responsabilité des patrons en cas d'accident, le rétablissement du divorce et la reconnaissance du droit syndical, ainsi que l'interdiction du travail pour les enfants en dessous de 14 ans, la liquidation des grandes compagnies de chemin de fer, des canaux et des mines³⁵.

À l'occasion d'une interpellation du jeune socialiste Alexandre Avez, il critique cependant le « collectivisme » et la socialisation des moyens de production. Lors de ce discours, prononcé le 11 avril 1880 au cirque Fernando à Paris, il rétorque à Avez : « il y a aussi des jésuites rouges ». Le quotidien centriste *Le Temps* remarque : « Quelque avancé que l'on soit, on se trouve toujours être le réactionnaire de quelqu'un. »

Bien que siégeant toujours à l'Extrême-Gauche, il incarne ainsi une voie médiane entre le socialisme émergeant et l'opportunisme. Lors des débats sur la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881, il tente de s'opposer à l'institution d'un délit d'outrage au président de la République, qu'il considère comme une forme de censure. De même, il se moque en février 1881 du délit de diffamation : « M. le rapporteur nous présente une loi qui donne paraît-il la liberté de la presse, mais il ne permet pas la diffamation ni envers les cours d'appel, ni envers les tribunaux, ni envers les armées de terre ou de mer, ni envers les corps constitués, ni envers les administrations publiques, ni envers un ou plusieurs membres du ministère, ni envers un ou plusieurs membres de l'autre Chambre, ni envers un fonctionnaire public, ni envers un dépositaire ou agent de l'autorité publique, ni envers un ministre de l'un des cultes salariés par l'État, ni envers un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, ni envers un juré ou un témoin à raison de sa déposition. Moyennant qu'on ne parle jamais des personnes que je viens d'indiquer, on aura le droit de tout dire. »

Il tente également d'autoriser les assemblées non permanentes lors des débats sur la liberté de réunion, alors que le projet de loi maintient l'interdiction sur les clubs politiques. Concernant les lois Jules Ferry, il s'oppose radicalement à une loi sur l'éducation obligatoire qui n'inclurait pas le caractère laïque de l'éducation publique, considérant l'éducation obligatoire dans des écoles religieuses comme contraire à la liberté de conscience.

Durant ce mandat, il a ainsi voté pour les poursuites judiciaires contre les responsables du 16 mai (Mac Mahon, etc.) ; pour la révision des lois constitutionnelles de 1875 proposée par la commission Barodet ; pour l'élection des magistrats ; pour la séparation de l'Église et de l'État ; pour l'amnistie des Communards ; pour l'instruction laïque ; pour le service militaire réduit à 3 ans ; pour la fin de l'exemption du service militaire pour les séminaristes ; pour la diminution du traitement des cardinaux, archevêques et évêques ; pour la suppression de l'ambassade au Vatican ; pour le rétablissement du divorce ; pour la liberté d'association et la liberté de réunion ; contre l'interdiction des clubs ; pour la liberté de la presse ; pour la loi visant à protéger les employés des chemins de fer contre les grandes compagnies ; pour la journée de 10 heures maximum ; pour la reconnaissance des syndicats ; pour le scrutin de liste ; pour les poursuites contre le préfet de police Andrieux.

Pour asseoir davantage son influence, il fonde avec le jeune Stephen Pichon un journal, *La Justice*, qui paraît pour la première fois le 13 janvier 1880. Le rédacteur en chef en est Camille Pelletan. Malgré un tirage relativement faible et un échec économique durable, le quotidien bénéficie d'une certaine audience dans les milieux politiques.

Jules Ferry et le colonialisme

Réélu aux législatives de 1881, à la fois dans les deux circonscriptions du XVIII^e arrondissement où il s'est présenté et à Arles, où les républicains locaux lui ont demandé de se présenter, Clemenceau acquiert pour sa férocité le surnom de « Tigre », un animal qu'il disait ne pas aimer (« Tout en mâchoire et peu de cervelle. Cela ne me ressemble pas »), et une réputation de « tombeur de ministères » grâce notamment à

ses talents d'orateur redouté pour son ironie et sa férocité verbale. Intransigeant face aux opportunistes, il fait en effet tomber plusieurs ministères successifs, avec l'appoint de voix de droite. « Je n'ai pourtant jamais démolé qu'un seul ministère, dit-il pour sa défense, puisque c'était toujours le même. » Lors du discours de Salerne en 1893, il déclarera : « Ce qu'on ne dit pas, c'est que les modérés ont, à travers tout, sous des noms divers, maintenu les mêmes hommes et la même politique d'aterrissement. Ce qu'on ne dit pas, c'est que rencontrant un cabinet radical, les modérés ne se sont pas fait faute de s'unir à la droite pour le renverser. Ainsi se retourne contre eux un de leurs principaux griefs contre nous. »

Dès novembre 1881, il attaque le cabinet Ferry à propos de l'expédition tunisienne qui a abouti à l'instauration d'un protectorat (traité du Bardo), considérant qu'elle ne résulte que de l'action d'hommes « qui veulent faire des affaires et gagner de l'argent à la Bourse! ». Il dépose une motion proposant une enquête sur les causes de l'expédition, la droite déposant une motion rivale accusant le gouvernement « d'avoir trompé les Chambres et le pays ». Incapable de faire voter l'ordre du jour, Ferry démissionne et laisse la place au gouvernement Gambetta.



*Prise de Bắc Ninh le 12 mars 1884
telle qu'interprétée par l'imagerie d'Épinal.*

Deux mois plus tard, en janvier 1882, l'action de Clemenceau en faveur de la révision intégrale de la Constitution contribue à la démission du ministère Gambetta, remplacé par le cabinet Freycinet. En incitant les députés à refuser le vote d'un budget pour une intervention militaire sur le canal de Suez, ce qui est fait le 29 juillet 1882, il pousse également Freycinet à la démission.

En février 1883, Jules Ferry forme son deuxième cabinet, appuyé sur une coalition centriste (Union républicaine et « Gauche républicaine », groupe de centre-droit en réalité). Clemenceau et les radicaux se sont déjà opposés à Ferry lorsqu'il était au ministère de l'Instruction publique (1879-80 et 1882), l'accusant de timidité dans la mise en œuvre des réformes républicaines. Pour autant, le mouvement ouvrier et socialiste commence à s'organiser, contestant le radicalisme « vieille école » de Clemenceau. En 1882, Jules Guesde fonde en effet le Parti ouvrier français, tandis que les anarchistes se manifestent : pas seulement par la « propagande par le fait », dénoncée dès 1887 par Kropotkine, mais surtout avec la mise en place des Bourses du travail.

Lors des débats sur l'autorisation des syndicats (loi Waldeck-Rousseau votée en mars 1884), Clemenceau rétorque à Ferry, en janvier 1884 : « C'est l'État qui doit intervenir directement pour résoudre le problème de la misère, sous peine de voir la guerre sociale éclater au premier jour. »

Durant l'été 1884, alors qu'on débat de la révision constitutionnelle, Clemenceau prône l'abolition du Sénat et la suppression de la présidence de la République. Il échoue, la loi du 9 décembre 1884 se limitant à une simple réforme du Sénat. La même année, il se rend avec une délégation radicale à Marseille lors de l'épidémie de choléra, faisant la connaissance de l'équipe du journal *Le Petit Var*.



Paul Cambon, résident général de France en Tunisie. Nommé en Tunisie, le général Boulanger ne lui plaira guère, et sera rappelé à Paris en 1885. Clemenceau rencontrera Cambon à Londres lors de la Première Guerre mondiale, et le choisira comme membre de son équipe de négociateurs lors de la conférence de paix.

Son combat contre Jules Ferry aboutit le 30 mars 1885 à la démission de ce dernier sur l'affaire du Tonkin. La Chambre, en particulier la droite et l'extrême gauche, refuse de voter une rallonge de 200 millions de francs pour les troupes françaises au Tonkin attaquées par l'armée chinoise. Le 9 juin 1885, le second traité de Tien-Tsin confirme cependant l'occupation française. Le succès initial de la colonisation française dans les décennies suivantes poussera nombre d'historiens et membres du « parti colonial » à critiquer Clemenceau pour son « aveuglement » : la décolonisation ne sera à l'ordre du jour que 70 ans plus tard.

Le débat avec Ferry rebondit le mois qui suit sous le cabinet Brisson, alors que Ferry défend l'expédition de Madagascar. De nouveau, Clemenceau s'oppose farouchement à la colonisation, refusant tout impérialisme au nom du respect envers les autres peuples et civilisations ; il s'oppose par ailleurs à une

« politique aventuriste » et du « fait accompli », faite au profit d'une camarilla d'hommes d'affaires, le célèbre « parti colonial » ; il défend enfin la nécessité de préparer la France face à l'Allemagne. Le 28 juillet 1885, Ferry invoque à la Chambre le « devoir » qu'ont les « races supérieures » de « civiliser les races inférieures », s'appuyant sur un type de discours alors à la mode, ainsi que la nécessité de trouver des débouchés commerciaux et de ne pas laisser le champ libre aux autres puissances européennes. Clemenceau lui répond vigoureusement.

Plus tard, s'appuyant sur l'exemple de la Cochinchine, Clemenceau contestera (rejoignant en cela la position de Thiers et de la droite de cette époque) le profit économique qu'apporterait la colonisation (« pour refaire la France vaincue, ne pas gaspiller son sang et son or dans des expéditions sans profit », proclamera-t-il lors du discours de Salerne de 1893). Plutôt que de diffuser la « civilisation française » dans le monde, il préconise de lutter contre la misère en France et de faire avancer les droits sociaux. Concernant les présupposés racistes de l'idéologie colonialiste, il rétorque le 31 juillet :

« Les races supérieures ont sur les races inférieures un droit qu'elles exercent et ce droit, par une transformation particulière, est en même temps un devoir de civilisation. Voilà, en propres termes, la thèse de M. Ferry et l'on voit le gouvernement français exerçant son droit sur les races inférieures en allant guerroyer contre elles et les convertissant de force aux bienfaits de la civilisation. Races supérieures ! Races inférieures ! C'est bientôt dit. Pour ma part, j'en rabats singulièrement depuis que j'ai vu des savants allemands démontrer scientifiquement que la France devait être vaincue dans la guerre franco-allemande, parce que le Français est d'une race inférieure à l'Allemand. Depuis ce temps, je l'avoue, j'y regarde à deux fois avant de me retourner vers un homme et vers une civilisation et de prononcer : homme ou civilisation inférieure ! Race inférieure, les Hindous ! Avec cette grande civilisation raffinée qui se perd dans la nuit des temps ! Avec cette grande religion bouddhiste qui a quitté l'Inde pour la Chine, avec cette grande efflorescence d'art dont nous voyons encore aujourd'hui les magnifiques vestiges ! Race inférieure, les Chinois ! Avec cette civilisation dont les origines sont inconnues et qui paraît avoir été poussée tout d'abord jusqu'à ses extrêmes limites. Inférieur Confucius ! [...] Je ne veux pas juger au fond la thèse qui a été apportée ici et qui n'est autre chose que la proclamation de la puissance de la force sur le Droit [...] »

La vague boulangiste



Toile de fond du boulangisme, le nationalisme français et la volonté de revanche sur la Prusse. *Ici, fête nationale rue Montorgueil, par Claude Monet, ami de Clemenceau, en 1878.*

Les élections d'octobre 1885 marquent un progrès important des monarchistes alors que la Grande dépression s'abat sur la France. Clemenceau, mis en ballottage, est élu à la fois à Paris et dans le Var où le modéré Jules Roche s'est désisté par discipline républicaine, permettant à la liste radicale de l'emporter. Clemenceau opte pour le Var (circonscription de Draguignan), département dont la population vote de plus en plus à gauche. Majoritaire, la gauche est cependant divisée entre les modérés de l'Union républicaine et de l'Union démocratique et l'extrême-gauche, incluant la Gauche radicale dont fait partie Clemenceau.

En 1886, le général Boulanger, ancien condisciple de Clemenceau au lycée de Nantes, est nommé Ministre de la Guerre dans le cabinet Freycinet, ce qui est considéré comme un geste des modérés vis-à-vis de Clemenceau. Effectivement, Boulanger, républicain et patriote, applique de manière étendue la loi du 22 juin 1886 interdisant aux membres des familles ayant régné sur la France de servir dans l'armée. Opposé au colonialisme, qu'il considère comme un détournement de l'effort militaire vis-à-vis de Bismarck, et préparant la professionnalisation de l'armée, il plaît alors à Clemenceau, qui reste cependant circonspect.

Lors de l'affaire Schnæbelé (1887), Boulanger consulte Clemenceau, qui lui conseille d'agir avec fermeté sans tomber dans la provocation lancée par Bismarck. C'est le début de la vague boulangiste qui manque d'emporter la République. Appuyé par une coalition hétéroclite de radicaux d'extrême-gauche (*L'Intransigeant* de Rochefort et *La Lanterne* de Mayer) et de monarchistes, Boulanger, démis de ses fonctions en tant que ministre à la suite de la chute du cabinet Goblet provoquée par Ferry, puis démis de ses fonctions militaires en mars 1888, se présente successivement à plusieurs élections partielles, se faisant élire puis démissionnant pour se faire élire ailleurs, afin de faire la preuve de sa popularité. Il critique le parlementarisme et appelle à une réforme institutionnelle qui donnerait une grande place au référendum et à ce qu'il appelle la « démocratie directe » (proposition de loi du 4 juin 1888). Les

sceptiques, au contraire, dénoncent un risque d'autoritarisme. Fin 1887, le scandale des décorations est utilisé par les boulangistes pour discréditer le régime parlementaire : le président Jules Grévy est contraint de démissionner en décembre 1887.

Les républicains, Jules Ferry en tête, s'inquiètent de cette vague antiparlementaire. Ferry fait l'objet de la colère populaire lors d'une manifestation des 1^{er} et 2 décembre 1887, à laquelle participent des membres de la Ligue des patriotes de Déroulède, des proches de Rochefort, des anarchistes, dont Louise Michel, des blanquistes du Comité central révolutionnaire, etc., qui s'opposent à l'élection à la présidence de Ferry. C'est finalement Sadi Carnot qui est élu.

De son côté, Clemenceau semble s'appuyer au début sur la vague boulangiste pour pousser ses propres projets de réforme institutionnelle (abolition du Sénat et de la présidence), avec prudence puisque dès juillet 1887, il critique la manifestation en faveur de Boulanger qui a eu lieu le 14. En mars 1888, tout en s'opposant aux boulangistes, il refuse de voter l'ordre du jour demandé par le cabinet Tirard, composé d'Opportunistes. Il exige en effet des réformes sociales, et pas seulement politiques : selon lui, c'est leur absence qui explique le succès du général. Il vote donc comme les députés boulangistes (Laguerre, ancien collègue de *La Justice*, ou Michelin). L'ordre du jour est néanmoins voté par 339 voix, contre 82. Selon l'historien Michel Winock : « Au fond, Clemenceau, à la mi-mars 1888, utilise la fièvre boulangiste, sans être boulangiste lui-même, pour aiguillonner le parti républicain, ses hommes au pouvoir et les parlementaires. »

En avril, il s'oppose frontalement à Boulanger, l'accusant de césarisme et de bonapartisme, bref, de représenter un danger pour la République. Le 25 mai 1888, avec Joffrin, Ranc et Lissagaray, il fonde la *Société des droits de l'homme et du citoyen*, unissant contre la vague boulangiste diverses tendances républicaines, à l'exception des partisans inconditionnels de Ferry, ainsi que certains « possibilistes » (Joffrin).

Lorsque le 4 juin 1888, Boulanger présente à la Chambre son projet de réforme institutionnelle, Clemenceau s'y oppose, déclarant :

« je le dis très haut : je suis pour la politique de parti (...) Il [Boulanger] ignore apparemment, lui qui essaie de faire un parti, que c'est d'abord un groupement d'idées, que c'est là ce qui, dans tous les pays du monde, constitue un parti (...) »

Lisez l'histoire de la France depuis la Révolution française, et vous verrez que le parti royaliste, que le bonapartisme lui-même, et en tout cas le parti républicain, ont chacun leurs traditions et leurs titres dont ils peuvent se réclamer. Vous croyez qu'ils peuvent disparaître à votre voix (...) Le voulussent-ils, ils ne le pourraient pas, et il me sera permis qu'il faut que le parti royaliste ne se sente guère de fierté au cœur pour adhérer à la déclaration que nous avons entendue tout à l'heure (...) ces cinq cents hommes qui sont ici, en vertu d'un mandat égal au vôtre, ne s'accordent pas sans discussion. Eh bien, puisqu'il faut le dire, ces discussions qui vous étonnent, c'est notre honneur à tous. Elles prouvent surtout notre ardeur à défendre les idées que nous croyons justes et fécondes. Ces discussions ont leurs inconvénients, le silence en a davantage. (...)

Si c'est le régime de discussion que vous croyez flétrir sous le nom de parlementarisme, sachez-le, c'est le régime représentatif lui-même, c'est la République sur qui vous osez porter la main. »

« La Révolution est un bloc »



Couverture de *L'Intransigeant* : le « massacre de Fourmies ».

La Révolution est un bloc, discours du 29 janvier 1891 à la Chambre. ... il a été joué à la Comédie-Française une pièce évidemment dirigée contre la Révolution française. Il est temps d'écarter toutes les tartufferies auxquelles on a eu recours pour dissimuler la réalité. Assurément, on n'a pas osé faire ouvertement l'apologie de la monarchie contre la République. On ne pouvait pas le faire à la Comédie Française. On a pris un détour, on s'est caché derrière Danton. Depuis trois jours, tous nos monarchistes revendiquent à l'envi la succession de Danton. (...) Mais voici venir M. Joseph Reinach qui monte à cette tribune entreprendre le grand œuvre d'éplucher, à sa façon, la Révolution française. Il épluche en conscience et, sa besogne faite, nous dit sérieusement : J'accepte ceci, et je rejette cela ! (...) J'admire tant d'ingénuité. Messieurs, que nous le voulions ou non, que cela nous plaise ou que cela nous choque, la Révolution française est un bloc... un bloc dont on ne peut rien distraire, parce que la vérité historique ne le permet pas. Je ne pouvais m'empêcher, en entendant M. Reinach, de faire un rapprochement

bizarre. Ah ! vous n'êtes pas pour le tribunal révolutionnaire, monsieur Reinach ! mais vous avez la

mémoire courte. Il n'y a pas longtemps, nous en avons fait un ensemble, un tribunal révolutionnaire... Nous en avons fait un ensemble, un tribunal révolutionnaire, et le pire de tous. Nous avons livré des hommes politiques à des hommes politiques, leurs ennemis, et la condamnation était assurée d'avance, [Clemenceau fait ici allusion à la condamnation par la Haute Cour de justice, le 14 août 1889, de Boulanger, Rochefort et Dillon à la déportation dans une enceinte fortifiée.]. Voilà ce que nous avons fait. Dans cet acte réfléchi, voulu, je revendique ma part de responsabilité et je ne regrette rien de ce que j'ai fait. Vous souvenez-vous de l'état d'esprit de beaucoup de nos collègues à cette époque ? Oui, un jour néfaste est venu où nous avons eu peur pour la République et pour la patrie — nous pouvons le dire, c'est notre excuse. (...) et, suivant le mot de Michelet, « à l'heure où la France était aux frontières faisant face à l'ennemi, ils lui plantaient un poignard dans le dos. » (...) c'est une besogne facile que de venir dire aujourd'hui à ces hommes qui ont fait la patrie, qui l'ont défendue, sauvée, agrandie : « Sur tel point, à telle heure, vous avez été trop loin ! ». Oui ! il y a eu des victimes, des victimes innocentes de la Révolution, et je les pleure avec vous. (...) Vous avez tort de rire, quand vos ancêtres massacraient les prisonniers républicains à Machecoul, quand Joubert, le président du district, avait les poings sciés, est-ce que ce n'étaient pas là des victimes innocentes ? Est-ce que vous n'avez pas du sang sur vous ? Vous savez bien que la Terreur blanche a fait plus de victimes que l'autre. (...) si vous voulez savoir pourquoi, à la suite de cet événement sans importance d'un mauvais drame à la Comédie Française, il y a eu tant d'émotion dans Paris, et pourquoi il y a à l'heure présente tant d'émotion dans la Chambre, je vais vous le dire. C'est que cette admirable Révolution par qui nous sommes n'est pas finie, c'est qu'elle dure encore, c'est que nous en sommes encore les acteurs, c'est que ce sont toujours les mêmes hommes qui se trouvent aux prises avec les mêmes ennemis.

Oui, ce que nos aïeux ont voulu, nous le voulons encore.

Aux élections générales de septembre-octobre 1889, le camp républicain s'unit contre la menace boulangiste et la droite. Clemenceau se présente de nouveau à Draguignan. Au premier tour, il obtient 7 500 voix sur 15 400 suffrages exprimés, face au boulangiste Achille Ballière, ex-déporté de Nouvelle-Calédonie, et au radical Louis Martin (3 500 voix). Par discipline républicaine, Martin se désiste et Ballière, bon perdant, se retire, permettant la réélection de Clemenceau le 6 octobre 1889 (9 500 voix sur 10 200 suffrages exprimés, l'abstention ayant augmenté au deuxième tour).

Le 29 janvier 1891, à l'occasion d'une interpellation du gouvernement au sujet de l'interdiction de la pièce de Victorien Sardou, *Thermidor*, Clemenceau fait son célèbre discours dans lequel il affirme : « la Révolution est un bloc ».

Lors de la fusillade de Fourmies du 1^{er} mai 1891, Clemenceau évoque un « Quatrième État » à propos des ouvriers et réussit à faire voter l'amnistie des manifestants arrêtés. Avec Millerand et Pelletan, il proposera, sans succès, une mesure similaire, à la suite de la grève des mineurs de Carmaux de 1892.

Le scandale de Panama



Duel entre Clemenceau et Paul Déroulède, gravure parue le 21 décembre 1892 dans la Berliner Illustrierte.

En 1899, Clémenceau est mis en cause dans l'affaire de Panama.

La première attaque vient de Gaston Calmette qui, le 12 décembre 1892, écrit sous pseudonyme un article dans *Le Figaro*, dans lequel il monte en épingle une rencontre, la veille de la mort de Jacques de Reinach, avec Clemenceau, Maurice Rouvier et Cornelius Herz. Rouvier avait en fait demandé à Clemenceau d'être son témoin pour cette réunion.

Ensuite, il est accusé par les boulangistes (Maurice Barrès), les antisémites (notamment *La Libre Parole*), Ernest Judet, propriétaire de l'influent *Petit Journal*, dont les attaques sont douteuses (voir ci-dessous la caricature du « pas du commandité » du 19 août 1893), d'avoir frayed avec Cornelius Herz, d'origine juive, qui achetait les votes de certains députés et avait naguère investi dans *La Justice*. On intente un procès contre Clemenceau, de fausses preuves sont produites mais il est blanchi.

Néanmoins, le mal est fait, sa réputation est entachée, la revanche de ses nombreux adversaires est en marche. Le nationaliste Paul Déroulède l'accuse de corruption à la Chambre le 20 décembre 1892 et le provoque publiquement en duel. Le 22 décembre 1892, aucune des six balles tirées par chacun des adversaires ne fait mouche. Les témoins sont Barrès et Léon Dumonteil pour Déroulède, Gaston Thomson et Paul Ménard-Dorian pour Clemenceau.

Le journaliste Édouard Ducret va jusqu'à utiliser un faux pour faire accuser Clemenceau d'intelligence avec l'ennemi, en l'occurrence le Royaume-Uni, avec le relais de Lucien Millevoye. Ce dernier, qui accuse

non seulement le député radical mais également Rochefort, est ridiculisé à la Chambre. Ducret et son complice, l'escroc Louis-Alfred Véron *alias* « Norton », sont condamnés pour faux et usage de faux.

La campagne haineuse de 1893

« *Le pas du commandité* », Clemenceau attaqué par *Le Petit Journal*, éd. du 19 août 1893.



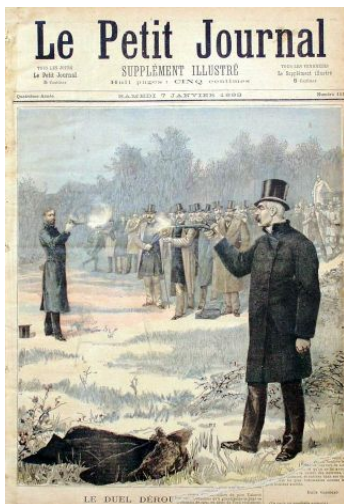
La UNE du *Petit Journal* du 19 août 1893. Au centre, « Les litanies de M. Clemenceau [sic] », par Emile Judet, propriétaire du journal, et la fameuse réplique visant à le faire passer pour un agent britannique, « Aoh, yes! », comme réponse à chacune des accusations mensongères du journal. À gauche, dans « Pour ou contre la patrie », dans lequel Clemenceau est également attaqué, le journal fait l'apologie de l'expansion coloniale, et salue à droite la candidature de « l'éminent confrère » M. Drumont.

Lors de la campagne électorale pour les législatives d'août-septembre 1893, l'opposition utilise abondamment la



rhétorique de l'homme vendu aux puissances étrangères, de l'escroc, du parvenu... Il est soumis à une campagne particulièrement haineuse, dépassant de loin le département du Var. Ses ennemis, de gauche et de droite, forment même une Ligue anti-clemenciste, et Engelfred crée le 5 août un nouveau journal, *L'Anti-Clemenciste*. La presse, nationale et régionale, n'est pas en reste : le *Petit Dracénois* de Fortuné Rouvier se retourne contre lui, le *Petit Journal*, une puissance qui tire à un million d'exemplaires, continue sa campagne contre lui, de même que *La Cocarde*, *Le Figaro*, *Le Petit Marseillais*, *La Croix*, etc. Le marquis de Morès, fondateur avec Drumont de la Ligue antisémitique, se présente contre lui et l'accuse d'être un « agent de l'Angleterre ».

En face, Clemenceau est moralement soutenu par Rochefort, Jaurès ou les mineurs de Carmaux. Le 8 août 1893, dans son discours de Salerne, il dénonce « la meute » lancée contre lui et demande : « Où sont les millions ? ».



Le 20 août 1893, au premier tour, il obtient 6 634 voix : il est le mieux placé des dix candidats, mais en ballottage ; le 3 septembre, il est battu, n'obtenant que 8 610 voix contre 9 503 à l'avocat Joseph Jourdan, soutenu par une coalition hétéroclite de gauche et de droite⁶³.

De l'Affaire Dreyfus au Sénat (1893-1902)

Clemenceau, l'écriture, la question sociale

Duel entre Clemenceau et Déroulède. Le Petit Journal, 7 janvier 1893.

Cet échec électoral force Clemenceau à se mettre en retrait. Il s'appuie sur ses talents d'écriture ainsi que sur sa notoriété pour faire face à ses difficultés financières ; il a en effet des dettes pour *La Justice*, où il remplace Pelletan à la rédaction en chef à partir d'octobre 1893. Un

nouveau duel - il en a eu 12 au total, considérant ceux-ci comme la marque de l'accomplissement de la liberté individuelle garantie par la République - l'oppose à Paul Deschanel, qui l'a de nouveau impliqué, sans preuves, dans l'affaire de Panama, le 27 juillet 1894. Deschanel est légèrement blessé.

Clemenceau profite de ce répit pour écrire dans *La Justice* une série d'articles, rassemblés en 1895 dans *La Mêlée sociale*, avec une préface qui décrit un processus de civilisation rigoureusement inverse à celui prôné par le darwinisme social ; le jeune Maurras, pas encore devenu royaliste, la dit d'une « tumultueuse beauté ». Il y dénonce les tarifs Méline de 1892 qui protègent les cultivateurs de blé, mais pas, selon lui, les petits propriétaires terriens ni les populations urbaines, assujetties à une hausse des prix. Il ne cesse d'appeler à la réforme sociale, mettant l'accent sur la misère à travers des faits divers ; il reprend, à propos du chômage, la phrase de Marx sur « l'armée de réserve du travail ». Il critique la répression des grèves, fait l'éloge de Louise Michel, critique l'évolution du christianisme, qui, d'« insurrection des pauvres », est devenu un « syndicat des riches ».

Il s'indigne de l'appel à la foi, relayé par Jules Simon ou Zola, s'élève contre la propagande par le fait des anarchistes, rappelant une « effroyable histoire de sang, de tortures et de bûchers, auprès desquels la bombe de Vaillant est une plaisanterie d'enfants ! ». Il compare la psychologie de ce dernier à celle de Robespierre qui voulait « amener le règne de la vertu sur terre ». Comme Jaurès, il s'oppose aussi à la peine de mort, décrivant par le détail l'exécution d'Émile Henry : « Je sens en moi l'inexprimable dégoût de cette tuerie administrative, faite sans conviction par des fonctionnaires corrects. (...) Le forfait d'Henry est d'un sauvage. L'acte de la société m'apparaît comme une basse vengeance. »

Il s'oppose aux lois scélérates (1894), prenant la défense de l'ouvrage censuré de l'anarchiste Jean Grave, *La Société mourante et l'anarchie*.

Il s'attaque au libéralisme économique défendu par Léon Say, Yves Guyot et Leroy-Beaulieu : « *Qu'est-ce que votre laissez-faire, votre loi de l'offre et de la demande, sinon l'expression pure et simple de la force ? Le droit prime la force : voilà le principe de la civilisation. Dès que nous avons constaté votre loi, à l'œuvre contre sa barbarie !* »

Contre l'individualisme libéral et la non-intervention de l'État d'un côté, contre le collectivisme de l'autre, il préconise les réformes sociales et l'impôt sur le revenu et sur la propriété. Il ébauche néanmoins une possibilité d'entente avec Jaurès, affirmant que son programme n'est, en fait, que « la reprise du programme radical-socialiste défendu par *La Justice* depuis quatorze ans ».

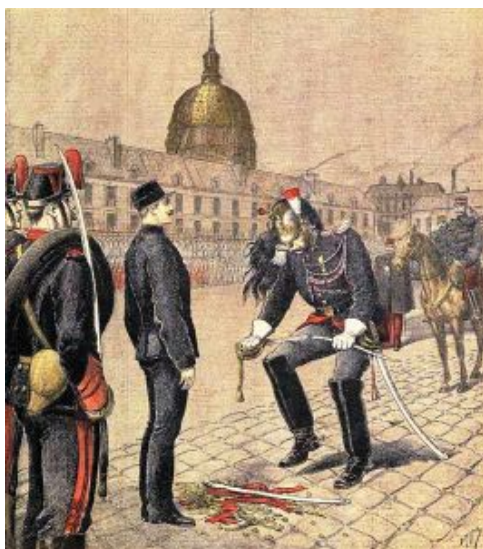
Par ailleurs, d'août 1894 à 1902, il écrit dans *La Dépêche* de Toulouse, contrôlée par Maurice Sarraut, d'abord des chroniques littéraires, puis des articles politiques. Il collabore également au *Journal* (de 1895 à 1897), à *L'Écho de Paris* (1897), devient éditorialiste à *L'Aurore* et à l'hebdomadaire *Le Bloc*. Il publie des recueils d'articles : *Le Grand Pan* (1896), dans lequel il fait l'apologie du paganisme précédant le judéo-christianisme ; *Au fil des jours* (1900) et *Les Embuscades de la vie* (1903). Il s'essaie même au roman, avec *Les Plus Forts* (1898). Ses essais littéraires, qui ne remportent guère de succès populaire, sont raillés par Barrès, Maurras étant plus indulgent. En revanche, Léon Blum est élogieux pour *Le Grand Pan* ainsi que pour son roman. Il écrit aussi une pièce de théâtre, *Le Voile du Bonheur*, jouée au théâtre Récamier en 1901, mais sans grand succès.



L'affaire Dreyfus

C'est l'affaire Dreyfus qui permet à Clemenceau de revenir au premier plan. Entré comme rédacteur à *L'Aurore* en octobre 1897, il n'est au départ pas convaincu de l'innocence du capitaine Dreyfus, condamné au bagne en 1894. Approché par Mathieu Dreyfus, par Lucien Herr, le bibliothécaire de l'École normale supérieure, et par son ami Arthur Ranc, il va progressivement entrer dans l'Affaire.

Ranc l'envoie chez son vieil ami, dont il s'était éloigné, Auguste Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat, qui a eu connaissance par M^e Leblois du témoignage du lieutenant-colonel Picquart innocentant Dreyfus et accusant Esterhazy. Sans se prononcer sur l'innocence de Dreyfus, Clemenceau s'indigne contre le refus de transmettre les pièces du dossier à l'avocat de la défense, et va réclamer la révision du procès sur cette base. Loin de considérer que cela déshonore l'armée, il s'étonne au contraire que l'armée puisse ne pas être soumise à la justice ; il commence aussi à prendre conscience du rôle de l'antisémitisme.



C'est l'acquittement d'Esterházy, le 11 janvier 1898, qui déclenche la crise. Le 13 janvier, Zola publie « J'accuse...! », dont le titre a été trouvé par Clemenceau. Il lui dédicacera ainsi *l'Iniquité* : « À Zola, pour l'avoir suivi dans la bataille ». La même année, il publie un ouvrage particulièrement réaliste sur les mœurs de la communauté juive, *Au pied du Sinaï*.

Il plaide ensuite dans le procès intenté à Zola et au journal, aux côtés de son frère, avocat. Le 23 janvier 1898, il lance le néologisme d'intellectuel :

« N'est-ce pas un signe, tous ces intellectuels, venus de tous les coins de l'horizon, qui se groupent sur une idée et s'y tiennent inébranlables ? »

Provoqué par Édouard Drumont, il défie celui-ci en duel le 26 février 1898, aucune des trois balles tirée par chacun ne touchant l'adversaire. Absorbé par l'Affaire, il décline la proposition qui lui est faite de se présenter dans le Var pour les législatives de mai 1898.

Depuis décembre 1897, il publie sans relâche : près de 700 articles dreyfusards publiés entre 1899 et 1903 sont réunis en sept volumes (*L'Iniquité, La Honte*, etc.), articles qui seront des succès populaires, permettant au « Tigre » de rembourser la plupart de ses dettes. Malgré la réticence de son directeur Arthur Huc, il écrit également dans *La Dépêche*. C'est après la lecture publique des preuves alléguées contre Dreyfus, par le ministre de la Guerre Godefroy Cavaignac, le 7 juillet 1898, qu'il acquiert l'intime conviction de l'innocence du capitaine, sans toutefois changer sa ligne de défense.

Cloué au lit par une bronchite contractée à la station thermale de Carlsbad, il ne peut assister au procès de révision en août-septembre 1899 à Rennes, ouvert peu après la formation du gouvernement de Défense républicaine de Waldeck-Rousseau. Il recommande alors d'attaquer frontalement les militaires, ce qui n'est pas suivi par M^e Demange. En septembre 1899, alors que Dreyfus a été de nouveau condamné pour trahison, mais avec circonstances atténuantes - jugement dont Clemenceau moque l'incohérence -, Waldeck-Rousseau envoie le ministre Millerand proposer à l'équipe dreyfusarde d'accepter de demander une grâce présidentielle. Contrairement à Jaurès, Clemenceau y est opposé, préférant la justice et la reconnaissance de droit de l'innocence de Dreyfus plutôt qu'un acte de clémence : dans une lettre à M^e Labori, il avait souligné : « Dreyfus n'est ici qu'un protagoniste symbolique. Il faut sauver tout ce que représente l'innocence aux abois. » Cependant, interrogé par Mathieu Dreyfus, qui refuse de demander la grâce sans l'unanimité de l'équipe dreyfusarde, il lui laisse le champ libre. Le président Loubet signe le décret de grâce le 19 septembre 1899. Cinq jours plus tard, Clemenceau réitère ses convictions : « Oh! je n'ignore pas qu'on va poursuivre la réhabilitation de Dreyfus devant la Cour de cassation. (...) Mais au-dessus de Dreyfus - je l'ai dit dès le premier jour - il y a la France, dans l'intérêt de qui nous avons d'abord poursuivi la réparation du crime judiciaire. La France à qui les condamnations de 1894 et de 1899 ont fait plus de mal qu'à Dreyfus lui-même. »

Dreyfus est réhabilité le 12 juillet 1906 par un pourvoi en cassation ; ainsi, comme le préconisait l'avocat à la défense Maître Henri Mornard, le conseil de guerre de Rennes a été annulé sans renvoi : « attendu en dernière analyse que de l'accusation portée contre Dreyfus rien ne reste debout » ; il est décoré le même jour par le général Gillain.

Clemenceau s'oppose à la loi d'amnistie du 14 décembre 1900, qui concerne aussi bien le général Mercier que Picquart et Zola.

En décembre 1899, Clemenceau quitte *L'Aurore*, indigné par un article d'Urbain Gohier qui se vantait d'avoir à lui seul défendu Dreyfus. Il crée alors un nouvel hebdomadaire : *Le Bloc*, qu'il rédige quasiment en entier. Il s'attaque à nouveau au colonialisme, s'intéressant en particulier au cas de l'Indochine, et critiquant au passage les missionnaires. Ce journal paraît jusqu'au 15 mars 1902.

Le sénateur : anticléricalisme et anticolonialisme (1902-1906)

Après dix ans d'absence, son retour à la vie parlementaire s'appuie sur ses nombreuses amitiés, mais aussi sur les résultats de ses campagnes d'agitation en faveur d'Alfred Dreyfus. Lorsqu'une place de sénateur inamovible se libère, ce qui provoque une élection partielle dans le Var, nombreux sont ceux qui l'incitent à poser sa candidature et se déclarent prêts à la soutenir. Réticent au départ, Clemenceau se laisse finalement convaincre par son éditeur, Stock, et surtout la délégation varoise menée par le maire de Draguignan. Une autre raison est que le général Mercier, ennemi acharné lors de l'Affaire Dreyfus, s'est fait élire sénateur. La décision du Tigre est saluée par Jaurès.

Bien que Clemenceau ait affirmé antérieurement son radicalisme et son socialisme, il reste à l'écart du nouveau Parti radical-socialiste, créé en 1901, ce qui ne l'empêche pas d'être soutenu dans le Var par les radicaux d'une part, des républicains indépendants d'autre part.

Le 6 avril 1902, le radical hostile au bicamérisme, qui dénonçait le Sénat comme une institution antirépublicaine vingt ans plus tôt est triomphalement élu avec 344 voix sur 474 votants, contre 122 pour son rival, un conseiller général radical-socialiste. Les législatives d'avril-mai 1902 voient la victoire du Bloc des gauches et la formation du cabinet Emile Combes.

Après la réaction cléricale et militariste provoquée par l'Affaire Dreyfus, l'ordre du jour républicain n'est autre que la séparation des Églises et de l'État revendiquée par le Tigre depuis des décennies. Cependant, dès la rentrée, son discours du 30 octobre 1902 étonne l'assemblée. Constituant selon l'historien Michel Winock « une des bases de la philosophie républicaine en matière de laïcité et d'éducation », ce discours critique féroce la « politique romaine » et le « gouvernement romain », distingué de la « religion

catholique romaine », ces deux composantes formant l'« Église romaine ». Alors que la loi 1901 sur les associations visait uniquement les congrégations religieuses non autorisées, il pourfend la « théocratie » catholique et réclame la « suppression pure et simple au nom de la liberté » des « congrégations religieuses », « législativement » supprimées depuis 1790 : « Retirés du monde, les moines sont partout répandus dans le monde. La congrégation plonge ses racines dans tous les compartiments de l'État, dans toutes les familles. Et de toute sa puissance, elle enserre pour notre malheur cette société moderne, ce progrès, ce libéralisme que le *Syllabus* a condamné. »

Il défend cependant la « liberté d'enseignement », contestant, à l'encontre de Ferdinand Buisson (qu'il cite) et de la gauche républicaine, l'intérêt pour l'État du monopole de l'éducation : « l'État, au lieu de s'immobiliser dans le monopole, recevra de ses concurrents l'impulsion nécessaire à son propre développement d'éducateur. »

Le Temps s'alarme de ce regain de jacobinisme tandis que Péguy, pas encore converti, publie ce discours dans les *Cahiers de la quinzaine*, avec le titre : « Discours pour la liberté ».

Il participe finalement à la chute du cabinet Combes, à la fois en raison de l'affaire des fiches et de la non-dénonciation du Concordat qui aurait dû, selon lui, être l'aboutissement de la crise provoquée par le voyage du président Loubet à Rome.

En avril 1905, lors des débats sur la loi de séparation des Églises et de l'État, Clemenceau passe à nouveau à l'attaque, cette fois-ci contre Aristide Briand et Jean Jaurès ; il s'oppose à leur frilosité à propos de l'article 4, qui concerne la dévolution de la propriété ecclésiastique aux associations cultuelles. Alors que le catholique Albert de Mun se félicite de « ce grand coup donné à la loi », Clemenceau traite Briand de « socialiste papalin » et accuse la nouvelle formulation de l'article de « [mettre] la société cultuelle dans les mains de l'évêque, dans les mains du pape » ; « voulant rompre le Concordat, la Chambre des députés est demeurée dans l'esprit du Concordat (...) au lieu de comprendre qu'elle aurait pour premier devoir d'assurer la liberté de tous les fidèles, sans exception. ». Malgré cela, il vote la loi. Le 30 septembre 1906, la séparation de l'Église et de l'État constitue le deuxième thème de son discours à la Roche-sur-Yon.

Pas plus que sur l'anticléricalisme, revigoré par l'Affaire, Clemenceau ne cède quoi que ce soit sur le colonialisme. Dans *L'Aurore* du 13 juin 1904, il critique la domination française sur le Maroc, et se moque, le 2 avril 1905, au moment de la crise de Tanger, de la politique de l'inamovible ministre des Affaires étrangères, Théophile Delcassé : « Les politiques républicains, trouvant plus aisé de remporter des victoires sur les populations désarmées de l'Afrique et de l'Asie que de s'adonner à l'immense labeur de la réformation française, envoyaient nos armées à des gloires lointaines, pour effacer Metz et Sedan, trop prochains. Une effroyable dépense d'hommes et d'argent, chez une nation saignée à blanc, où la natalité baissait. (...) Partis de France dans l'illusion qu'à la condition de tourner le dos aux Vosges, le monde s'ouvrait à nous, nous rencontrons l'homme de l'autre côté des Vosges devant nous à Tanger. »

La volonté de protéger le pays n'est jamais loin : « Être ou ne pas être, voilà le problème, qui nous est posé pour la première fois depuis la guerre de Cent Ans, par une implacable volonté de suprématie. » (*L'Aurore*, 18 juin 1905). Il s'éloigne de Jaurès, entré aux côtés de Jules Guesde à la SFIO, et critique



l'internationalisme de Gustave Hervé dans « Pour la patrie » (12 mai 1905) : « Ils comprendraient peut-être que la nature humaine est à la racine de tous les faits sociaux, bons ou mauvais, et que la suppression de la patrie ne détruirait point le fondement universel de l'égoïsme humain, ne changeant que la forme des manifestations de violence inhérentes à l'homme, seul ou associé. »

Clemenceau au pouvoir

Le « premier flic de France » (1906)

Le préfet de police Louis Lépine et Clemenceau en 1908.

En mars 1906, après la victoire des radicaux aux législatives, Ferdinand Sarrien est appelé à former le cabinet. Clemenceau ironise : « Ça, rien ? Tout un programme ! ». Mais Briand, qui doit encore négocier les inventaires de l'Église, préfère l'avoir avec lui plutôt que contre lui, et subordonne sa participation à celle de Clemenceau : ce dernier obtient ainsi l'Intérieur, alors que la France connaît une vague de grèves importantes, parfois

quasi-insurrectionnelles (la CGT a entériné son orientation syndicaliste révolutionnaire avec la Charte d'Amiens, tandis que la SFIO est sur une position révolutionnaire et anti-réformiste bourgeoise, malgré les hésitations de Jaurès). « Je suis le premier des flics », dit-il alors.

Place Beauvau, Clemenceau calme le jeu sur la question des inventaires : le 20 mars 1906, alors qu'il ne reste plus à inventorier que 5 000 sanctuaires sur 68 000, il déclare à la Chambre : « Nous trouvons que la question de savoir si l'on comptera ou ne comptera pas des chandeliers dans une église ne vaut pas une vie humaine. »

Confronté à la grève qui fait suite à la catastrophe de Courrières (plus de 1 000 morts), il refuse d'envoyer, comme c'est l'usage, la troupe de façon préventive, c'est-à-dire dès que la grève se déclare, mais se rend à Lens dès le 17 mars, et affirme aux grévistes que leur droit à faire grève sera respecté, sans envoi de la troupe, tant qu'aucune personne ni propriété ne sera menacée. Les grévistes s'échauffant, il se résout à envoyer une troupe de 20 000 soldats le 20 mars ; *le Temps* (22 mars) est rassuré. Cette décision marque le début du divorce entre Clemenceau et la gauche socialiste, révolutionnaire et syndicaliste.

La grève fait tache d'huile, atteignant Paris : *L'Écho de Paris* titre « Vers la révolution ». À l'approche du 1^{er} mai 1906, Clemenceau avertit Victor Griffuelhes, secrétaire général de la CGT, qu'il sera tenu responsable pour tout débordement, et fait arrêter préventivement plusieurs militants d'extrême-droite, « laissant entendre la préparation d'un complot ». Il fait aussi venir 45 000 soldats à Paris : la « fête du Travail », sous haute surveillance policière, se déroule dans le respect de l'ordre et de la propriété. En juin 1906, une joute l'oppose à Jaurès à la Chambre pendant six jours.

Le 18 octobre 1906, Sarrien, malade, recommande au président Fallières Clemenceau pour lui succéder.

Le gouvernement Clemenceau (1906-1909)

Grève postale à Paris, mai 1909.

Il accède à la présidence du Conseil le 25 octobre 1906, à 65 ans, et restera au pouvoir presque aussi longtemps que Waldeck-Rousseau. Son cabinet comprend le socialiste indépendant René Viviani, à la tête d'un Ministère du Travail inédit, le général Picquart, qui avait dévoilé la supercherie accusant Dreyfus, comme ministre de la Guerre, et son ami journaliste et diplomate Stephen Pichon à la tête du quai d'Orsay.



Conformément à l'habitude de cumuler la présidence du Conseil avec un portefeuille ministériel, Clemenceau demeure à l'Intérieur. Enfin, il maintient Briand à l'Instruction publique et aux Cultes.

Son programme ministériel, dévoilé le 5 novembre 1906 à la Chambre, vise à maintenir la paix avec l'Allemagne, tout en réformant l'armée afin de préparer la France à un éventuel conflit. Sur le plan social, il déclare vouloir accomplir la réalisation de la loi sur les retraites ouvrières, la loi sur les 10 heures, améliorer la loi Waldeck-Rousseau sur les syndicats, racheter la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest en quasi-faillite, intervenir dans le contrôle de la sécurité dans les mines avec possibilité de rachat des compagnies houillères, préparer un projet de loi sur l'impôt sur le revenu... 17 chantiers sont ainsi lancés.

La séparation de l'Église et de l'État

Le sujet prioritaire, c'est toutefois l'application de la loi de séparation des Églises et de l'État, fermement condamnée par Pie X dans l'encyclique *Vehementer nos*. Cela soulève de nouveaux débats, le Vatican faisant tout pour empêcher la formation des associations culturelles, auxquelles sont censées être dévolues les biens de l'Église. Attaqué par Maurice Allard, Briand rétorque le 9 novembre 1906 en rappelant que la loi de séparation est une loi d'« apaisement », que l'État laïc « n'est pas antireligieux » mais areligieux. Si la loi n'est pas appliquée d'ici décembre 1907, Briand déclare qu'il s'appuiera sur la loi de 1881 sur les réunions publiques afin de maintenir la possibilité d'un exercice légal des cultes. Par circulaire du 1^{er} décembre 1906, il précise qu'une déclaration annuelle doit suffire à cet exercice. Le 11 décembre, le Conseil des ministres rappelle qu'en cas de non-déclaration (annuelle), les infractions seront constatées : l'intransigeance pontificale menace de créer un « délit de messe ». M^{gr} Carlo Montagnini, à la tête de la Nonciature apostolique de la rue de l'Élysée, est expulsé sous l'accusation d'inciter au conflit.

Le 21 décembre 1906, un nouveau débat, durant lequel Briand accuse le Vatican de préconiser l'intransigeance afin de réveiller « la foi endormie dans l'indifférence », aboutit à la loi du 2 janvier 1907 qui vise à rendre impossible la sortie de la légalité des catholiques « quoi que fasse Rome⁹³ ». Le pape la dénonce à nouveau, le gouvernement parle d'« ultimatum »... et finalement, par la loi du 28 mars 1907, autorise les réunions publiques, sans distinction d'objet, et sans déclaration préalable. La position d'apaisement du gouvernement est confirmée par la loi du 13 avril 1908, qui considère les églises comme des propriétés communales et prévoit des mutualités ecclésiastiques (pour les retraites, etc.). Ces mesures ne seront cependant acceptées par le Vatican qu'après la Première Guerre mondiale avec le compromis, élaboré par Pie XI et le gouvernement français, des « associations diocésaines ».



« Clemenceau, briseur de grèves »

Portrait de Clemenceau par Anatole France dans L'Humanité du 31 octobre 1906. L'article a aussi été publié dans la Neue Freie Presse.

« Il était nécessaire que Clemenceau devînt chef du gouvernement puisqu'il était chef du parti radical, qui forme la majorité de la Chambre. [...] J'ai souhaité son avènement aux affaires [...] Je suis plus socialiste que jamais. [...] Ce sera l'éternel honneur de Clemenceau d'avoir secoué l'égoïsme bourgeois des opportunistes. [...] Et quand Jules Ferry, abandonnant jusqu'aux apparences de l'anticléricalisme, s'allia avec le clergé dans des entreprises coloniales, fructueuses seulement pour quelques capitalistes privilégiés [...], Clemenceau, au risque de perdre sa popularité, s'éleva contre un système de conquêtes lointaines [...] Si l'on regarde aux dangers que courra bientôt le ministère [...]

Les dangers qui viennent de lui-même ne sont pas les moindres. D'esprit, il est souple et divers ; de caractère, il est vif et cassant. Je ne le fâcherai pas en disant qu'il y a des choses qu'il préfère au pouvoir. Il a le sens de l'action [...] il est philosophe [...] ministre de l'Intérieur, il était déjà tout le ministère avant d'en être le chef. Alors il a opposé aux socialistes les doctrines d'un agnosticisme social sans doute grave et mélancolique [...] Bien qu'il n'ait jamais varié dans ses doctrines [...] et qu'il soit, aujourd'hui comme en 1870, républicain libéral et patriote, il surprend par l'imprévu de ses idées. [...] Libéral de naissance [...] il est, de caractère et d'esprit, homme d'autorité. Il est révolutionnaire et il exècre la démagogie [...] Le journal *Le Temps* chaque jour vante sa sagesse, le loue de sa modération [...] le compromet ainsi chaque jour, le rend suspect aux yeux des républicains radicaux. Le côté faible de Clemenceau, c'est son indépendance [...] Il est libéral, mais il ne l'est pas comme eux. [...] Il faudra bien que Clemenceau, bon gré mal gré, réforme le bloc des gauches, sans quoi, pris entre l'extrême gauche et la droite, il est perdu. »



« Une journée sanglante », Le Matin du 31 juillet 1908.

Caricature montrant Clemenceau arbitrant le combat des viticulteurs du Midi contre les betteraviers du Nord



Président du Conseil le plus à gauche qu'ait connu jusqu'alors la III^e République, mais « premier flic de France », Clemenceau est confronté à d'importantes grèves (1906 bat des records). Il s'illustre par sa férocité, à la fois contre le personnel politique qu'il estime peu quand il ne l'accable d'un profond mépris - ainsi quand il décide de retirer le portefeuille des Finances au vieux président Ribot : « Il est voûté, mais ce n'est pas un abri sûr » et contre les mouvements sociaux.

C'est d'abord, en mars 1907, une grève des électriciens à Paris. Le génie militaire rétablit le courant. En avril, une grève de l'alimentation, lancée par la CGT, touche Paris. La fonction publique réclame le droit de grève (la Poste le 12 mars 1909), unimaginable pour Clemenceau. Des dizaines de postiers, ainsi que Marius Nègre, fondateur du Syndicat national des instituteurs, et le syndicaliste révolutionnaire Émile Janvion sont ainsi révoqués. La Ligue des droits de l'homme apporte son soutien aux révoqués.

Au printemps 1907, la révolte des vignerons du Languedoc s'étend à l'ensemble de la population de la région et prend une tournure insurrectionnelle. Le 10 juin 1907, le maire socialiste de Narbonne, Ernest Ferroul, démissionne, avec l'appui des maires locaux. Les viticulteurs réclament des aides équivalentes à celles accordées aux betteraviers du nord. Cinq ou six manifestants sont tués le 20 juin, la préfecture de Perpignan est incendiée, et le lendemain, le 17^e régiment se mutine.

Le 21 juin, la Chambre confirme son appui à Clemenceau, et il reçoit le leader gréviste et non-violent, Marcelin Albert le 23 et, comme celui-ci, venu en train, lui dit candidement n'avoir pas de quoi payer son billet de retour, il sait l'instrumentaliser en lui mettant à sa disposition 100 francs afin de pouvoir le régler - après avoir placé un journaliste dans la pièce voisine de son bureau - selon Alain Decaux dans le numéro sur Clemenceau de son émission télévisée "Alain Decaux raconte" - ce qui, faisant paraître dans la presse Albert comme "acheté" par le ministre, le déconsidère rapidement auprès des vignerons...la grève s'essouffle, et le 29 juin 1907, la Chambre vote la loi revendiquée, qui fixe une surtaxe sur les sucres utilisés pour la chaptalisation.

En juillet 1907, deux grévistes sont tués à Raon-l'Étape.

L'année suivante, il est confronté à la grève de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges : deux grévistes tués le 28 mai 1908. Le socialiste Édouard Vaillant accuse la « politique du gouvernement » d'être « responsable du meurtre ». Clemenceau rétorque : « la Chambre [...] dira si elle veut faire avec nous l'ordre légal pour les réformes contre la révolution ». Hormis les socialistes, la majorité le soutient. Le conflit redémarre le 2 juin 1908 à Vigneux, où deux grévistes sont tués et plusieurs blessés : il s'agit de la violence policière la plus grave depuis le début de la III^e République, dans la mesure où les gendarmes ont tiré à bout portant dans une salle, sur des ouvriers désarmés et accompagnés de femmes et d'enfants. Le 30 juillet, toujours à Vigneux, quatre grévistes sont tués et il y a plusieurs blessés du côté des forces de l'ordre.

Clemenceau décide alors des arrestations massives dans les rangs de la CGT (Griffuelhes, Pouget, etc.), malgré l'attitude conciliante du secrétaire général. Des rumeurs insistantes feront état d'un agent provocateur qui aurait été utilisé par Clemenceau pour dissoudre la CGT anarcho-syndicaliste qu'il abhorrait. Bien que l'existence d'un tel agent soit avérée (elle sera l'objet d'une interpellation de Caillaux en 1911), l'enquête historique de Jacques Julliard, *Clemenceau, briseur de grèves*, relativise son importance dans les événements : comme le disait Péricat, le secrétaire de la Fédération du bâtiment, surestimer son rôle serait faire bien peu de cas « de la Fédération du bâtiment, de son Comité fédéral et de ses militants ».

En fin de compte, Clemenceau, tout comme Viviani, préférerait plutôt favoriser une tendance moins dure à la CGT, poussant à ce que celle-ci abandonne le vote par membres (un membre = une voix) au profit d'un vote par syndicat (une fédération = une voix).

Il est également confronté à des grèves d'employés voulant faire appliquer la loi sur le repos hebdomadaire votée sous Sarrien, notamment dans le secteur de la boulangerie.

Il devient rapidement ami avec le préfet de police Lépine — alors qu'ils ne s'aimaient guère au départ — et conduit d'importantes réformes de la police. Alors que la presse s'effraie des « Apaches », il soutient la création de la Police scientifique en France par Alphonse Bertillon, un des « experts » de l'Affaire Dreyfus, et des « Brigades du Tigre » (officiellement : brigades régionales mobiles) par Célestin Hennion, nommé à la tête de la nouvelle Sûreté générale. Hennion met en place un fichier des récidivistes et crée un service d'archives, tandis que les Brigades régionales fichent les « nomades ». Le projet de loi du 25 novembre 1908 « relatif à la réglementation de la circulation des nomades » aboutira à la loi du 16 juillet 1912 « sur le port du carnet anthropométrique d'identité » : recensant les empreintes digitales ; ce carnet, qui ne s'applique qu'aux Tsiganes, préfigure la carte d'identité et le livret de circulation.

Le cabinet Clemenceau ne se résume cependant pas à la répression. L'abolition de la peine de mort est mise à l'ordre du jour de la Chambre le 3 juillet 1908, à la suite d'une intervention de Joseph Reinach. Le gouvernement est pour, ainsi que Jaurès, Briand et l'abbé Lemire ; mais la commission parlementaire est contre et son rapport est approuvé le 8 décembre 1908 par une majorité rassemblant le centre et la droite catholique. Le projet de loi sur l'impôt sur le revenu, présenté en février 1907 par le ministre des Finances Joseph Caillaux, est bloqué par le Sénat. En revanche, la loi Ribot sur les Habitation à bon marché (HBM) est votée en avril 1908, puis, en juillet 1909, la loi sur le bien de famille insaisissable, qui vise à protéger les paysans. Zola est transféré au Panthéon.

La posture de « premier flic de France » l'amène à se brouiller durablement avec Jaurès, qui n'écartait pas, au début de son cabinet, une possibilité d'alliance avec le leader radical. La SFIO et la CGT ne sont clairement pas sur la même ligne que le radical-socialisme de Clemenceau. D'où cet échange savoureux au Parlement : « Monsieur Jaurès, vous promettez tout à l'ouvrier, mais vous n'êtes tout de même pas le bon Dieu ! - Et vous, vous n'êtes pas le Diable ! - Qu'en savez-vous ? »

Politique étrangère et coloniale

En politique extérieure, Clemenceau et Pichon se soumettent aux résultats de la Conférence d'Algésiras et probablement aussi à l'influence du parti colonial. En effet, lorsqu'en mars 1907 un médecin est assassiné au Maroc, il ordonne un débarquement et autorise le général Lyautey à occuper Oujda. Le 30 juillet 1907, plusieurs Français sont tués lors d'une émeute consécutive à la décision de faire passer un chemin de fer à travers un cimetière musulman. Cela finit par un bombardement de Casablanca en août puis par l'occupation de Settat. Ces « incidents » (comme ils sont qualifiés en France...) suscitent aussi quelques remous avec l'Allemagne. En 1908, une querelle franco-allemande au sujet de la désertion de soldats de la Légion étrangère finit par un arbitrage de la Cour de La Haye, qui donne raison à la France le 22 mai 1909. Le 9 février 1909, par un accord franco-allemand, Paris s'engage à accorder l'égalité de traitement aux ressortissants allemands au Maroc, tandis que Berlin reconnaît la légitimité de la France à s'octroyer le maintien de l'ordre dans le pays.

En revanche, un décret du 24 septembre 1908 propose une timide réforme en Algérie, avec l'élection des conseillers généraux indigènes, jusque là nommés par le gouverneur. En octobre 1908, une délégation des Jeunes Algériens vient réclamer la reconnaissance de l'ensemble des droits civils et politiques pour les Algériens « évolués ». Clemenceau se heurte à ce sujet aux Européens d'Algérie ; il se rattrapera avec la loi du 4 février 1919, louée par Messali Hadj.

Delcassé fait tomber Clemenceau

Clemenceau est renversé au bout de presque trois ans, alors que la session parlementaire touche à sa fin et qu'un grand nombre de députés de la majorité sont rentrés dans leurs circonscriptions. Le 20 juillet 1909, Clemenceau se refuse à répondre à des questions d'ordre technique sur la Marine posées par son rival Delcassé, qui a fait tomber le ministre Gaston Thomson l'année précédente ; il fait voter un ordre du jour. Celui-ci est repoussé par 212 voix contre 176 (avec 176 absents dont 76 radicaux-socialistes et 23 républicains de gauche) et Clemenceau démissionne. En effet, furieux, il a révélé à la Chambre que les ministères de la Guerre et de la Marine considéraient, lors de la crise de Tanger, que la France n'était pas prête à la guerre, ce qui équivalait à révéler des informations confidentielles presque de l'ordre du secret défense. Dans sa biographie, Jean-Baptiste Duroselle écrit : « [la] chute [du gouvernement Clemenceau] présenta un caractère accidentel et fut liée à une incontestable maladresse tactique de sa part ». Le 21 juillet 1909, *L'Humanité* titre : « La fin d'une dictature ».

Le journalisme et l'Amérique latine



Caricature du docteur Domingo Cabred, qui a installé une clinique psychiatrique à ciel ouvert, dans la localité d'Open Door, Buenos Aires, visitée et louée par Clemenceau. Cabred fut l'un des premiers à plaider pour l'irresponsabilité pénale en matière psychiatrique lors du Congrès national d'anthropologie criminelle de Genève de 1898.

Les années 1909-1912 constituent dans sa carrière une période d'accalmie. Le 10 avril 1910 paraît le premier numéro du *Journal du Var* dont il est le créateur. Il se détache peu à peu de cette publication pendant les deux années qui suivent.

Le 30 juin 1910, il embarque sur le Regina Elina pour effectuer en Amérique latine (Argentine, Uruguay, Brésil) une tournée de conférences destinées à renflouer son portefeuille ; il y fait l'apologie du régime parlementaire. *L'Illustration*, ainsi que le *New York Times*, rend compte de la tournée et publie ses « Notes de voyage ». En Argentine, qui fête un siècle d'indépendance et

s'apprête à voter la loi Sáenz Peña établissant le scrutin universel secret, le Tigre rencontre Villanueva, président du Sénat argentin, et fait l'éloge des « indigènes » locaux (du moins des survivants...). Il y assiste avec intérêt à une conférence sur la « justice sociale » du criminologue Enrico Ferri. Il fait l'éloge des systèmes scolaires (il remarque que la séparation entre l'Église et l'État existe presque entièrement de fait) et pénitentiaire ainsi que des hospices ; il les juge bien meilleurs que leurs équivalents français, tout en soulignant certaines limites matérielles de l'Instruction publique. De même, il est étonné par la modernité du système de santé ; il critique l'enfermement psychiatrique, tel qu'il l'a connu à l'asile de

Sainte-Anne, en comparaison avec le traitement en extérieur, accompagné d'essais de réinsertion, pratiqué par le docteur Cabred.

Revenu en Europe à bord du *Principe Umberto*, il doit passer devant une commission d'enquête parlementaire sur l'« affaire Rochette » (une sorte de chaîne de Ponzi) qui avait suscité de nouvelles piques anti-parlementaires de Barrès, mais est blanchi de tout soupçon, ainsi que le préfet Lépine.

En 1912, il subit aussi une opération risquée de la prostate, dont il sort en meilleure forme. Après la crise d'Agadir, il vote, avec une quarantaine d'autres sénateurs, contre la ratification de la convention franco-allemande : « nous voulons la paix (...) Mais (...) si on nous impose la guerre, on nous trouvera. » Clemenceau, sans être devenu revanchard, est désormais convaincu de la réalité de la *Weltpolitik* allemande.

À la suite de l'élection présidentielle de janvier 1913, il se brouille de nouveau avec Raymond Poincaré, président du Conseil depuis 1912, qui ne s'étant pas retiré devant le candidat choisi par le camp républicain, Jules Pams, a été élu en s'appuyant sur la droite.

En mars 1913, il fait tomber le cabinet Briand en tant que président de la Commission sénatoriale chargée d'examiner le projet de loi, complexe, sur le scrutin proportionnel, destiné à remplacer le scrutin d'arrondissement, voté par la Chambre le 10 juillet 1912. Clemenceau, bien que critique à l'égard de ce dernier, considère celui-là comme propice au césarisme et s'oppose au changement. Le Sénat le suit (161 contre 128) et Briand démissionne : c'est le second cabinet de la III^e République, depuis celui de Léon Bourgeois (1896), à être renversé par le Sénat.

L'Homme, libre ou enchaîné ? La guerre

Extrait d'une caricature de L'Humanité publiée le 27 mai 1913, montrant Clemenceau et le président de la République Poincaré réconciliés dans un soutien commun à la loi des trois ans. La légende de la caricature complète, titrée « Embrassons-nous, Folleville » dit : « Oublions le passé... Embrassons-nous, veux-tu ? »



Le 6 mai 1913 paraît le premier numéro de *L'Homme libre*, journal édité à Paris. Il y publie quotidiennement son éditorial, et ne cesse d'avertir la France du danger que constitue l'Allemagne (« Pour la défense nationale », 21 mai 1913 ; « Vouloir ou mourir », 24 mai ; « Ni défendus ni gouvernés », 15 juillet, etc.). Il défend avec ardeur la loi des trois ans, qui accroît la durée du service militaire, et qui est votée le 19 juillet 1913 avec l'appui de la droite contre les deux-tiers des députés radicaux-socialistes.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate en juillet 1914, Clemenceau défend dans son journal l'Union sacrée et la prééminence des civils sur l'état-major. Déterminé à se battre, il est loin de l'optique de la « fleur au fusil » : « La parole est au canon (...) Et maintenant, aux armes ! Tous. J'en ai vu pleurer, qui ne seront pas des premières rencontres. Le tour viendra de tous. (...) Mourir n'est rien. Il faut vaincre. » (*L'Homme libre*, 5 août 1914). Le 26 août 1914, il refuse la proposition de Briand d'entrer dans le cabinet Viviani : il ne veut rien d'autre que la présidence du Conseil !

Il va jusqu'à reprocher au ministre Malvy de n'avoir pas arrêté les militants fichés au « carnet B », alors que la quasi-totalité de la gauche socialiste s'est ralliée à l'Union sacrée. Après qu'il a dénoncé les insuffisances du service sanitaire aux armées, qui fait voyager les blessés dans les mêmes wagons que des chevaux atteints du tétanos, son journal est suspendu par Malvy du 29 septembre au 7 octobre 1914, en application de la loi du 4 août qui réprime les « indiscretions de la presse en temps de guerre ». Le journal reparaît le 30 septembre sous le titre *L'Homme enchaîné* ; immédiatement saisi, il reparaitra sous ce nouveau nom le 8 octobre à Paris. Son quotidien sera à nouveau suspendu en août 1915. Clemenceau enverra alors les articles aux parlementaires.

Pendant les années qui suivent, Clemenceau s'emploie à critiquer l'inefficacité du gouvernement, l'insuffisance des informations qu'il transmet, le défaitisme, l'antimilitarisme et le pacifisme, et défend sans cesse le patriotisme et l'« Union sacrée » face aux Allemands. Siégeant à la Commission des Affaires étrangères du Sénat et à la Commission de l'Armée, il en devient rapidement président, distribuant rapports et blâmes au ministère, effectuant de multiples visites au front en sa qualité de président de la Commission de l'Armée. Il affirme la légitimité du contrôle du Parlement sur les actes du gouvernement et la conduite de la guerre : « Il n'est bon pour personne de n'être pas contrôlé, critiqué ; cela n'est que trop vrai, même et surtout du haut commandement militaire. »

En juillet 1915, son secrétaire Léon Martin ayant été envoyé au front, il est remplacé par le poète Jean Martet.

Il siège au sein des comités secrets du Sénat réunis à partir de juin 1916, alors que la bataille de Verdun fait rage. Trois jours après la première réunion du comité secret, il fait partie avec son ami Stephen Pichon des 16 sénateurs qui refusent de voter la confiance au gouvernement Briand. Au lendemain d'une nouvelle réunion, il présente au Sénat, le 24 décembre 1916, un ordre du jour refusant la confiance à Briand, mais celle-ci est votée (194 voix contre 60).



Clemenceau, président du Conseil pendant la Grande Guerre. Dessin de Sem de 2006, qui reprend une photo célèbre de Clemenceau.

Malgré son patriotisme, Clemenceau reste attaqué par certains royalistes. Ainsi, le 30 août 1916, Léon Daudet, fils de l'écrivain Alphonse, lui adresse cette lettre ouverte : « Oh ! Comme je vous connais ! Votre élément, c'est le désastre national à condition de pouvoir y faire des mots. Vous appartenez à la génération absurde et aveugle qui, en 1870-71, guettait une ascension politique sur les malheurs de la patrie ». Il est toutefois soutenu par Barrès.

À l'entrée en guerre des États-Unis (avril 1917), il déclare (sans prévoir l'évolution des événements en Russie ni le traité de Brest-Litovsk d'avril 1918) : « Le suprême intérêt des pensées générales par lesquelles le président Wilson a voulu justifier l'action de son pays, c'est que la révolution russe et la révolution américaine se complètent à miracle pour fixer définitivement toute la portée *idéaliste* du conflit. Tous les grands peuples de la démocratie, c'est-à-dire du juste droit pour tous, ont désormais pris, dans la lutte, la place qui leur était destinée. »

Le 22 juillet 1917, lors d'une interpellation concernant l'offensive Nivelle, il fait pendant deux heures et demie une critique acharnée de Malvy ; ce discours, applaudi au Sénat, est reproduit en plusieurs éditions par *L'Homme enchaîné* du 23 juillet puis diffusé en brochure sous le titre *L'Antipatriotisme au Sénat*. Malvy démissionne un peu plus tard, ce qui entraîne la chute du cabinet Ribot (septembre 1917), remplacé par Painlevé.

Le président du Conseil ou le « Père la Victoire » (1917-1920)

L'homme enchaîné garde son nom jusqu'à l'accession de Clemenceau à la Présidence du Conseil, le 16 novembre 1917. Le 13 novembre en effet, le gouvernement Painlevé tombe et le président Poincaré doit rapidement lui trouver un successeur. Il aurait eu alors à choisir entre Joseph Caillaux et Clemenceau. Bien qu'il n'aime guère Clemenceau, il préfère celui-ci, favorable à une victoire militaire et dont la force morale l'impressionne, plutôt que Caillaux, partisan d'une paix de compromis mais accusé d'intriguer contre la France en faveur de l'Allemagne. Dès janvier 1917, Charles I^{er} d'Autriche avait entamé des pourparlers de paix secrets avec Poincaré qui se montre enthousiaste et prêt à faire des concessions (colonies et avantages commerciaux) à l'Allemagne. Clemenceau, belliciste souhaitant la guerre jusqu'au bout, refuse cette paix négociée, prétextant que c'est un piège tendu par l'Allemagne.

À 76 ans Clemenceau devient ainsi à nouveau président du Conseil, malgré l'opposition de Briand et des socialistes (Marcel Sembat affirme à Poincaré que sa nomination susciterait un soulèvement immédiat). Hormis la presse socialiste, les journaux acclament sa nomination, jusqu'au *New York Times*, dithyrambique.

Son gouvernement est essentiellement composé de proches et de figures qui s'effacent derrière lui : Stephen Pichon aux Affaires étrangères, Jules Pams à l'Intérieur, Georges Leygues à la Marine, Louis Loucheur à l'Armement. Son ami Georges Mandel devient chef de cabinet et Jules Jeanneney sous-secrétaire d'État à la présidence ; dans son cabinet se trouve aussi Georges Wormser, son futur biographe. En novembre 1919, il fera entrer André Tardieu au gouvernement ; celui-ci restera un ami proche jusqu'à son entrée dans le Gouvernement Poincaré dans les années 1920. Lui-même se réserve le portefeuille de la Guerre ("La Guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des militaires !", avait-il dit en 1887 lors de l'affaire Schnæbelé...). Il s'y adjoint les services du général Henri Mordacq, qui devient son chef de cabinet militaire et véritable bras droit pour les questions militaires.

Le 20 novembre 1917, il annonce à la Chambre son programme de gouvernement : « Vaincre pour être juste, voilà le mot d'ordre de tous nos gouvernements depuis le début de la guerre. Ce programme à ciel ouvert, nous le maintiendrons. » Il rend hommage aux « poilus » comme au courage de l'arrière : « ces

silencieux soldats de l'usine, sourds aux suggestions mauvaises », « ces vieux paysans courbés sur leurs terres », « les robustes femmes de l'arrière » et « ces enfants qui leur apportent l'aide d'une faiblesse grave ». Mais il affirme également la fin des « campagnes pacifistes » : « Ni trahison, ni demi-trahison : la guerre ! ». Il précise toutefois : « Nous sommes sous votre contrôle. La question de confiance sera toujours posée. » Il est acclamé. Seuls les socialistes lui refusent la confiance ; le lendemain, *La Lanterne* de Marcel Sembat écrit : « Depuis le début de la guerre, on n'a rien entendu d'aussi vide ! »

Il restaure la confiance, mettant tout en œuvre pour que la République soutienne le choc de cette guerre (Guillaume II prédisait justement le contraire, assurant que les démocraties – France et Royaume-Uni – s'effondreraient d'elles-mêmes si la guerre devait durer). Il s'attache d'abord à épurer l'administration, révoquant le préfet de police et le préfet de la Seine, ainsi que nombre de fonctionnaires jugés incompetents.

Dans sa politique intérieure, Georges Clemenceau s'emploie à mater énergiquement toute tentative de révolte, de mutinerie ou de grève dans les usines. Il mène également une lutte énergique pour le soutien du moral des troupes. Pour ce faire, il pourchasse les pacifistes, les défaitistes, les « embusqués » (pour soutenir le moral des troupes) et fait également pression sur la presse favorable à ces mouvements sans pour autant utiliser la censure.



Cérémonie au cours de laquelle Pétain devient maréchal. Au fond à droite, Clemenceau, à côté du président Poincaré. Les deux ont toutefois préféré Foch à Pétain comme généralissime, méfiant en particulier à l'égard du « pessimisme » de Pétain.

Il généralise l'appel aux troupes coloniales (la « force noire » du général Mangin, qu'il nomme à la tête du 9^e corps d'armée malgré l'hostilité de Pétain), nommant le député sénégalais Blaise Diagne, qui vient d'adhérer

à la SFIO, Commissaire Général chargé du recrutement indigène. Malgré les révoltes, 65 000 hommes sont ainsi recrutés dans les colonies en 1918. Il fait également appel à l'immigration italienne, négociant avec le président du Conseil Orlando pour obtenir cette main-d'œuvre d'appoint. 70 000 immigrants italiens sont ainsi en France en mars 1918. Par la loi du 10 février 1918, il obtient le droit de réglementer par décret « la production, la circulation et la vente » des produits servant à la consommation humaine ou animale, point sur lequel le cabinet Briand avait échoué en 1916. Ceci lui permet de renforcer l'économie de guerre.

Les défaitistes sont réprimés, soit à la demande de Clemenceau, soit par la justice. Ainsi, l'ex-ministre de l'Intérieur Malvy, lourdement attaqué par Clemenceau journaliste, demande à ce qu'une Commission de la Chambre examine son cas pour le disculper ; celle-ci le renvoie devant la Haute Cour de justice, et il sera condamné pour forfaiture à l'été 1918.

Le 11 décembre 1917, Clemenceau s'attaque directement à Joseph Caillaux, accusé de chercher une « paix blanche » (sans annexions) ; il demande la levée de son immunité parlementaire conjointement à celle du député Louis Loustalot. 397 députés votent pour la levée ; Caillaux est incarcéré en janvier 1918, Clemenceau refusant toute intervention judiciaire. Caillaux sera condamné par la Haute Cour en février 1920.

Clemenceau frappe aussi la rédaction du *Bonnet rouge*, journal défaitiste subventionné par l'Allemagne, ainsi que Paul Bolo (dit « Bolo Pacha »), payé par l'Allemagne pour racheter *Le Journal*, ce qui lui vaudra d'être condamné à mort.

La censure est cependant allégée, étant restreinte aux faits militaires et diplomatiques : « Le droit d'injurier les membres du gouvernement doit être mis hors de toute atteinte », déclare-t-il à la suite de la publication d'un article qui le visait féroce. Il pose également régulièrement la question de confiance, se soumettant ainsi au contrôle parlementaire. À de nombreuses reprises, les chambres du Parlement doivent ainsi choisir entre soutenir ses décisions et le renverser.

Mettant la pression sur les États-Unis pour faire venir des troupes, il participe au Conseil supérieur de guerre interallié, dont la première réunion a lieu le 1^{er} décembre 1917 avec Lloyd Georges, Orlando et le conseiller présidentiel de Wilson, Edward House, et à la Conférence interalliée pour tenter de mettre en place une direction intégrée des troupes.

Plus résolu et plus intransigeant que jamais, il conduit ainsi une politique de salut public qui porte ses

fruits l'année suivante, consacrant un tiers de son temps à la visite des tranchées, suscitant l'admiration des « poilus » pour son courage (il se couvre la tête d'un simple chapeau). Le 8 mars 1918, il présente ainsi son programme de gouvernement à la tribune alors qu'il veut faire voter les crédits de guerre : « Vous voulez la paix ? Moi aussi. Il serait criminel d'avoir une autre pensée. Mais ce n'est pas en bêlant la paix qu'on fait taire le militarisme prussien. Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure ? Je fais la guerre. Politique étrangère ? Je fais la guerre. Je fais toujours la guerre. »

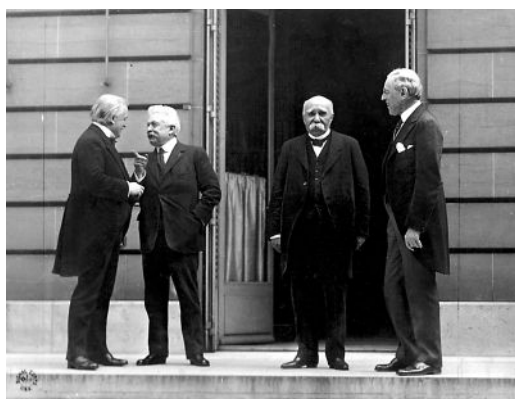
Il ajoute alors : « Celui qui peut moralement tenir le plus longtemps est le vainqueur. » Churchill a ainsi dit de lui : « Dans la mesure où un simple mortel peut incarner un grand pays, Georges Clemenceau a été la France. »

Le 24 mars 1918, trois jours après le déclenchement d'une nouvelle offensive du général Ludendorff, Clemenceau envisage sérieusement d'opérer un retrait du gouvernement sur la Loire, mais Poincaré l'en dissuade. Le « Tigre » se rend alors à Compiègne voir Pétain, qu'il juge à nouveau trop pessimiste. Le 26 mars, il se rend avec Poincaré à Doullens, au nord d'Amiens. Il préfère alors Foch à Pétain comme généralissime des troupes interalliées, choix entériné le 14 mai après une rencontre à Beauvais, le 3 avril, avec Lloyd George et le général Pershing. Poincaré et Clemenceau se méfient en effet de Pétain, malgré cela nommé maréchal en novembre 1918. Poincaré raconte ainsi que le « Tigre » lui aurait dit : « Imaginez-vous qu'il m'a dit une chose que je ne voudrais confier à aucun autre que vous. C'est cette phrase : *« Les Allemands battront les Anglais en rase campagne ; après quoi, ils nous battront aussi. »* Un général devrait-il parler et même penser ainsi ? »

À son surnom de « Tigre » vient s'ajouter celui de « Père la Victoire », qui résume à lui seul la part prise par lui au redressement de 1918, notamment pour son rôle dans la création du commandement unique. Après une nouvelle offensive lancée à partir du Chemin des Dames, qui permet à l'armée allemande de se trouver à 60 km de Paris (Pétain conseille alors à Clemenceau de quitter la capitale), le gouvernement est critiqué par les présidents des Chambres, Dubost et Paul Deschanel. Le 4 juin 1918, il obtient la confiance de la Chambre par 377 voix contre 110. Deux jours plus tard, un Comité de défense du camp retranché de Paris est institué, pour préparer les mesures en cas d'évacuation du gouvernement.

À partir de la bataille de Château-Thierry, en juillet 1918, le vent commence à tourner. En octobre, alors que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie ont fait savoir qu'elles demandaient l'armistice sur la base des Quatorze points de Wilson, Clemenceau manque de démissionner à la suite d'une lettre de Poincaré, dans laquelle celui-ci refuse tout armistice tant que les troupes ennemies n'auront pas évacué tout le territoire français, voire l'Alsace-Lorraine. Alors que la droite (*L'Action française*, *L'Écho de Paris*, *Le Matin*...) fait preuve de jusqu'au boutisme, réclamant d'aller jusqu'à Berlin imposer l'armistice, Clemenceau s'y refuse, préférant mettre fin au carnage et signer l'armistice du 11 novembre 1918. Ceci lui vaut l'ironique « Perd-la-Victoire » au sein de la droite nationaliste.

Viscéralement antibolchevique, il lance, dans les dernières semaines de 1918, une importante opération en mer Noire pour soutenir les armées blanches en lutte contre la Révolution d'Octobre. Mais les moyens engagés fondent avec la démobilisation, et les soldats, épuisés, ne comprennent pas cette nouvelle guerre lointaine. L'échec de l'expédition sera consommé au printemps 1919 avec la vague de mutineries qui secoue l'escadre de la mer Noire.

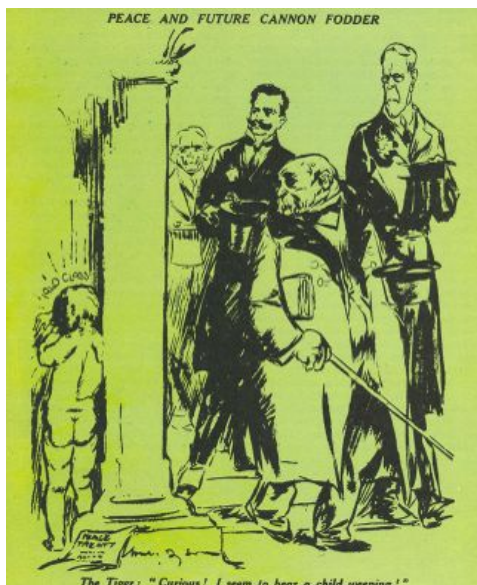


Le Conseil des Quatre à la conférence de paix : Lloyd George, Vittorio Orlando, Georges Clemenceau, et Woodrow Wilson.

En compagnie du Président de la République, il entreprend un voyage triomphal dans l'Alsace et la Lorraine libérées. Le 21 novembre 1918, l'Académie française l'élit à l'unanimité, aux côtés du maréchal Foch ; Clemenceau ne siégera jamais. *L'Humanité* ironise : « M. Clemenceau a contribué à la Commune. Il est devenu conservateur. M. Clemenceau a été dreyfusard. Il a étouffé la justice. M. Clemenceau a assailli, criblé de sarcasmes et ruiné le Sénat. Il est sénateur. M. Clemenceau a mésestimé l'Académie française. Il en a été élu hier membre. »

L'empereur déposé Guillaume II écrira au contraire, dans ses *Mémoires* :

« La cause principale de la défaite allemande ? Clemenceau. (...) Non, ce ne fut pas l'entrée en guerre de l'Amérique, avec ses immenses renforts (...) Aucun de ces éléments ne compta auprès de l'indomptable petit vieillard qui était à la tête du gouvernement français. (...) Si nous avions eu un Clemenceau, nous n'aurions pas perdu la guerre. »



La Conférence de paix (1919)

Où l'on voit les quatre chefs d'État de la conférence de Versailles, sous le titre « Paix et future chair à canon ». En bas, la légende : « Le Tigre : C'est curieux ! J'ai l'impression d'entendre un enfant pleurer ». L'image montre Clemenceau regardant un enfant, avec marqué au-dessus « Classe militaire de 1940 ». Ce dessin prémonitoire de l'Australien Will Dyson est paru dans le *Daily Herald* en mai 1919.

La gauche lui est alors hostile, invoquant les Quatorze points de Wilson et sa vision idéaliste contre Clemenceau, opposition exprimée tant dans *Le Rappel* ou *La République française* que dans *Le Matin*, proche de Briand et dans *L'Œuvre* (radicale) de Gustave Téry. La droite, au contraire, soutient Clemenceau, espérant arracher le plus possible à l'Allemagne (*Le Figaro*, *Le Gaulois*, *L'Écho de Paris*, *L'Action française* et une partie de la presse radicale, *Le Pays*, *Le Radical* ainsi que le centriste *Le Temps*). Le

29 décembre 1918, la Chambre lui renouvelle sa confiance par 398 voix contre 93.

Une caricature de Georges Clemenceau avec Woodrow Wilson et David Lloyd George à Conférence de paix de Paris (Noël Dorville, 1919)



Représentant de la France à la conférence de paix de Paris (janvier-juin 1919), il y défend trois priorités : la ratification de la réintégration de l'Alsace-Lorraine, les réparations et l'assurance de la sécurité de la frontière franco-allemande¹³⁹. Il fixe seul la composition de la délégation française, faisant venir Tardieu comme négociateur, accompagné du ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon, du ministre des Finances Klotz et de l'ambassadeur Jules Cambon. Il est élu président du Conseil des Dix, devenu, après le départ du Japon, Conseil des Quatre, avec Wilson, Lloyd George et Orlando.

Pour cela, il exige l'annexion de la rive gauche du Rhin et de lourdes indemnités matérielles et financières. En mars, il obtient la réduction de l'armée allemande à 100 000 hommes, avec un service militaire sur la base du volontariat. Le 14 avril 1919, le Conseil des Quatre lui accorde l'occupation du Rhin pendant 15 ans avec évacuation partielle de 5 ans en 5 ans, celle-ci pouvant être retardée en cas d'absence de garanties suffisantes contre des projets d'agression allemande (art. 429 du Traité). Il s'oppose sur ce sujet au maréchal Foch, qui, soutenu par Barrès, prône l'annexion de la Rhénanie. Il revendique également l'annexion de la Sarre, bassin minier qui remplacerait les pertes du Nord de la France, et obtient finalement, en avril 1919, un consensus avec la création d'un statut autonome, sous administration de la Société des Nations, de celle-ci.

Le 19 février 1919 à 8h30 du matin, après avoir attendu que le président du Conseil sorte de son domicile rue Franklin, l'anarchiste Émile Cottin qui reproche à Clemenceau d'être un briseur de grève et un tortionnaire de la classe ouvrière, tire à neuf reprises sur sa Rolls. Il le touche trois fois, sans le blesser grièvement. Une balle, jamais extraite, se loge dans l'omoplate à quelques millimètres de l'aorte. L'attentat déclenche dans la population et dans la presse une ferveur extraordinaire. L'enthousiasme populaire est exacerbé, on idolâtre Clemenceau. Il s'en sort finalement sans trop de dommages et intervient pour commuer la condamnation à mort de Cottin en dix ans de réclusion. Six jours plus tard, il reprend ses activités, faisant preuve d'une santé vigoureuse pour son âge, et conserve son poste de président du Conseil jusqu'en 1920.

S'il défend les promesses faites à l'Italie lors du pacte de Londres, il refuse de soutenir Orlando sur la question de Fiume, qui n'avait pas été évoquée en 1915. Le Premier ministre italien part, furieux. En juin 1919, les Allemands montrant des réticences à l'égard du traité de paix, Clemenceau consulte Foch pour organiser une éventuelle offensive. Finalement, le traité de Versailles est signé le 28 juin 1919, dans la Galerie des Glaces de Versailles, une idée de Clemenceau qui voulait marquer le coup par rapport au lieu de la proclamation du Reich allemand. La ratification par la Chambre a lieu le 23 octobre 1919, Clemenceau déclarant au Sénat : « Nous ne faisons pas de miracles. »

Poussé par une opinion publique traumatisée par les destructions de la guerre (« le boche doit payer »), Clemenceau a eu envers l'Allemagne et l'Autriche une attitude très intransigente. Concernant l'Allemagne, concessions territoriales et versement de réparations importantes sont les deux pans de son programme. La République d'Autriche allemande (en allemand *Deutschösterreich*) doit être renommée en *Autriche* (en allemand *Österreich*), et la revendication d'une partie de sa population, de bénéficier du 9^e point de Wilson en rejoignant la nouvelle république d'Allemagne, est formellement rejetée, le Traité de Saint-Germain, signé en septembre 1919, interdisant ce rattachement. Clemenceau se heurte aux réticences du Royaume-Uni et des États-Unis, soucieux de préserver la stabilité de la toute nouvelle République de Weimar et l'équilibre de l'Europe centrale, et le texte du traité de Versailles sera finalement un compromis, où la position de Clemenceau est cependant dominante.

Clemenceau lui-même devait, sur le plan intérieur, tenir compte des positions antagonistes des partis français : la SFIO se montre très critique, accusant Clemenceau d'avoir surchargé l'Allemagne au risque de compromettre la paix ; en revanche, la droite nationaliste (Jacques Bainville, de l'Action française, est particulièrement virulent), l'accuse d'avoir fait preuve de faiblesse face à « l'ennemi héréditaire ».

Politique intérieure (1919)



Clemenceau peint par l'Américaine Cecilia Beaux.

Avant de partir, Clemenceau, qui se montre particulièrement dur envers la Russie soviétique, fait tout de même voter la loi des huit heures (avril 1919), afin de couper l'herbe sous le pied de la SFIO, quelques jours avant le 1^{er} mai 1919. Le ministre de l'Intérieur Jules Pams interdit toute manifestation. Celle-ci a tout de même lieu : 300 manifestants blessés, deux morts, et 400 blessés du côté des forces de l'ordre. Le gouvernement est interpellé à la Chambre le 6 mai, mais celle-ci lui vote la confiance par une large majorité.

Une loi sur les conventions collectives est également adoptée le 25 mars 1919. Cela n'empêche pas qu'il continue à être attaqué par les socialistes : le 4 avril 1919, à la suite de l'acquiescement de Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, un article d'Anatole France, publié dans *L'Humanité*, déclare : « Ce verdict vous met hors la loi, vous et tous ceux qui défendent votre cause. ». En juin, les métallurgistes parisiens entament une grève d'envergure, revendiquant l'application de la loi des 8 heures.

Le 18 juillet 1919, le radical et ex-ministre Augagneur fait voter un ordre du jour défavorable au ministre de l'Agriculture Victor Boret. Au lieu de démissionner, Clemenceau remplace ce dernier par Joseph Noulens, ex-ambassadeur en Russie et anti-bolchévique notoire. Il convoque le dirigeant de la CGT Léon Jouhaux, un modéré, et lui promet l'amnistie et l'accélération de la démobilisation tout en affirmant qu'il n'hésitera pas à réquisitionner la fonction publique en cas de grève générale. Le 22 juillet 1919, il est à nouveau mis en difficulté à la Chambre par la gauche, mais parvient à se maintenir.

Aux législatives de novembre 1919, que Clemenceau a refusé de repousser, la droite, réunie au sein du Bloc national, l'emporte largement : c'est la chambre Bleu horizon. Cette victoire est en partie due à la nouvelle loi électorale du 22 juillet 1919, qui a instauré le scrutin proportionnel avec une dose de majorité, mais aussi aux divisions de la gauche.

Candidature avortée à la présidence de la République

En janvier 1920, Clemenceau, qui aspire désormais à une retraite paisible, accepte que des amis soumettent sa candidature à la présidence de la République, mais ses nombreux ennemis, à gauche comme à droite, s'unissent dans le dessein de soutenir la candidature de son adversaire, le président de la Chambre des députés, Paul Deschanel. Aristide Briand, en particulier, convainc la droite catholique du danger que cet anticlérical impénitent représente (Léon Daudet l'appelle le « Vendéen rouge »), tandis que la SFIO garde en tête l'image du « premier flic de France ».

Deschanel, qu'il avait battu en duel en 1894, l'emporte d'une courte majorité lors du vote préparatoire au sein du groupe républicain, le 16 janvier 1920, à l'Assemblée nationale. Clemenceau retire alors à ses amis l'autorisation de poser sa candidature à l'Élysée. Le lendemain, le 17 janvier, Paul Deschanel est largement élu président de la République et Clemenceau présente la démission de son gouvernement au chef de l'État sortant, Raymond Poincaré.

Vie sociale et fin de vie

L'ami de Monet et les salons



La cantatrice Rose Caron, compagne de Clemenceau et interprète de Wagner.

L'Olympia de Manet déclenche ce 15 juin 1865 au Palais de l'Industrie et des Beaux-Arts de Paris l'indignation ; « Une tempête de fureur, soufflait et on vomissait les injures les plus grossières », raconte Clemenceau venu soutenir en compagnie de Zola, son ami Manet. Lorsqu'un « rustre à la mine fleurie » vient cracher sur le tableau, Clemenceau se jette sur lui en le souffletant. Un duel s'ensuivit au petit matin dans les faubourgs de Paris. Clemenceau écorcha le bonhomme, qui s'en tirait à bon compte. Cette histoire fit le tour des ateliers parisiens et ses nouveaux amis avaient pour nom: Pissaro, Degas, Toulouse-Lautrec, Sisley, mais il resta très proche de Claude Monet.

Durant sa longue carrière politique, malgré son activité infatigable, il a trouvé le temps de s'intéresser à l'art et fut le protecteur de Claude Monet et d'autres peintres, tels que Jean Peské.

Il rencontra Monet dans les cafés du Quartier latin, foyer de l'agitation républicaine face au Second Empire : les deux étudiants républicains s'y croisaient régulièrement. Leur amitié profonde se développa lorsque Clemenceau publia un grand article élogieux, intitulé « Révolution de cathédrales » dans son journal *La Justice*, le 20 mai 1895, à propos de l'exposition chez Durand-Ruel. Il écrivit le livret d'un opéra, *Le Voile du bonheur*.

Être caustique doté d'un humour souvent « décapant », Clemenceau s'est régulièrement illustré par des propos sarcastiques concernant la France, sa société et ses voisins.

Il pratiquait également le sport (gymnastique tous les matins, équitation) et aimait les plaisirs de la campagne, la chasse, les animaux (il avait un bouledogue), notamment les oiseaux... (il installe des paons et des cigognes au ministère place Beauvau) ; dans « Le Cinquième État », il s'émeut des « inutiles travaux » infligés aux animaux domestiques.

N'aimant guère cependant la paysannerie réactionnaire de Vendée, il fréquentait assidûment les salons littéraires et musicaux de la Belle Époque et, ayant divorcé, était connu comme coureur de jupons (nombreuses petites danseuses « repérées » dans le foyer de l'opéra, Léonide Leblanc, ex-maîtresse du duc d'Aumale, et de Gambetta; en son souvenir il donna son prénom à une ânesse qui, comme elle, avait "de grands yeux humides, la langue chaude et le poil luisant"..., l'actrice Suzanne Reichenberg, la comtesse d'Aunay, et, pendant plus longtemps, la cantatrice Rose Caron).

Il fut également un ami de la féministe Marguerite Durand, de la femme de lettres Anna de Noailles, de l'actrice Sarah Bernhardt ou de Cécile Sorel, autre actrice également amie de Barrès, à qui il déclarera : « Toute ma vie j'ai été amoureux ».

Il fréquente ainsi le salon de la comtesse de Loynes avant qu'elle ne choisisse, avec son amant Jules Lemaître, le camp des anti-dreyfusards. Celui, surtout, d'Aline Ménard-Dorian, fille du ministre du gouvernement de la Défense nationale Pierre-Frédéric Dorian et épouse de Paul Ménard-Dorian, riche maître des forges député radical, mère de Pauline Ménard-Dorian (qui se maria avec le petit-fils de Victor Hugo).

Dans le salon républicain d'Aline, rue de la Faisanderie, on rencontrait Émile Zola, Alphonse Daudet, les frères Goncourt, Rodin, Carrière, Béthune, Renouard, Victor Considerant, et nombre d'hommes politiques républicains de l'époque, tels que Georges Périn, Allain-Targé, Challemel-Lacour, Henri Rochefort, etc.

À la fin du siècle, il fréquentait également beaucoup, avenue Hoche, le salon de M^{me} Arman de Caillavet, l'égérie d'Anatole France, « le plus célèbre des salons dreyfusistes, et où l'on rencontrait la fine fleur des arts et des lettres, en même temps que le gratin politique ».

Il se rendit à Vienne en 1886, lors de la crise boulangiste, au mariage de son frère Paul avec Sophie Szeps, fille du journaliste Moritz, propriétaire de la gazette libérale *Wiener Tagblatt*, célébrations au cours desquelles il rencontra l'archiduc Rodolphe d'Autriche (1859-1889), ami des Szeps et favorable à un rapprochement avec la France. Jusqu'à l'annexion de la Bosnie-Herzgovine par l'Autriche-Hongrie en 1908, il put espérer une alliance avec l'Autriche. Par ailleurs, il demeurera proche de sa belle-sœur, Berta Zuckerkandl.

Clemenceau à Saint Hermine.

« Souvenez-vous du vieux Rembrandt du Louvre, creusé, ravagé (qui) s'accroche à sa palette, résolu à tenir bon jusqu'au bout à travers de terribles épreuves. Voilà l'exemple ». (lettre du 12 juillet 1911), puis « Vous l'avez plus cruellement ressentie (sa cataracte double) parce que vous êtes un artiste hors pair et que vous avez entrepris, quand votre vue défaille, de faire plus beau qu'avec vos deux yeux » (citées par J.Pépin, op cit.) et à poursuivre les recherches picturales qui aboutirent aux célèbres *Décorations des Nymphéas*; c'est à son instigation que le peintre les offrit à son pays le 12 avril 1922.



« Nous sommes fous tous les deux mais pas de la même folie. C'est pourquoi nous nous comprendrons bien jusqu'au bout ».

Clemenceau fréquenta aussi les peintres et graveurs Jean-François Raffaëlli (1850-1924) et Eugène Carrière (1846-1906), habitué du salon d'Armand de Caillavet.

Grand amateur d'art asiatique, il assista en 1890 à l'exposition d'art nippon, organisée par Samuel Bing à la galerie des Beaux-Arts à Paris parmi, entre autres personnalités, Henri Vever et Antonin Proust ; il intervint pour faciliter le legs à l'État de la collection de 1 700 objets d'art chinois et japonais de Clémence d'Ennery (1894) - dont il fut exécuteur testamentaire - devenue musée en 1908.

Sa propre collection, qui comptait entre autres peintures et objets 2 500 boîtes à encens en porcelaine ou *kogos* (musée des Beaux-Arts de Montréal), fait l'objet de l'exposition « le Tigre et l'Asie » au musée national des arts asiatiques - Guimet à Paris en 2014.

« Au soir de la Pensée »



Clemenceau « en promenade sur la plage » en Vendée, août 1919, dans Le Pays de France, édité par Le Matin.

À 79 ans Clemenceau va désormais consacrer son temps à de longs voyages. Il part ainsi, en avril 1920, pour l'Égypte à bord du *Lotus*, puis au Soudan où il rencontre le nationaliste Osman Digma.

De retour à Paris, il paie ses dernières dettes et s'achète une Citroën - André Citroën ne voulant pas la lui faire payer, Clemenceau exige en retour qu'il accepte 10 000 francs pour la caisse de solidarité des ouvriers.

Il fréquente Basil Zaharoff, marchand d'armes millionnaire, « vieux Grec d'Odessa qui gagne cent mille francs par jour, fume les cigares les plus chers du monde, très beau, l'air d'un Tintoret, très généreux, splendide aventurier, roi secret de l'Europe » (Paul Morand), qui contrôlait la firme d'armement anglaise Vickers, employeur - grâce à son ami Nicolas Pietri - de son fils Michel.

Zaharoff lui procure chauffeur et Rolls-Royce afin de remplacer celle que lui avait offerte en 1917 le roi d'Angleterre en qualité de Président du Conseil, et qu'en conséquence le gouvernement français lui a demandé de laisser à l'État en 1920. Le seul geste du Pouvoir envers lui - il ne reçut aucune pension ou indemnité - a été l'offre de la Médaille Militaire, qu'il a déclinée avec ironie habituelle, lui, « simple civil qui n'est même pas un ancien gendarme ».

Le 22 septembre 1920, le lendemain de la démission de Deschanel, il part pour Ceylan sur la *Cordillère*. Il est invité en Inde par Ganga Singh, le maharajah de Bikaner, rencontré lors de la Conférence de paix. Il visite aussi Colombo, Singapour, Jakarta, Bandung, Rangoun, Bénarès, Bombay, Mysore (où le maharajah local l'a également invité)...

De retour à Toulon le 21 avril 1921, il se rend ensuite en Angleterre, où l'université d'Oxford le fait docteur honoris causa (22 juin 1921). Il y rencontre ses amis Churchill, Kipling, le rédacteur en chef du *Times* Steed, l'ex-Premier ministre Asquith et, à sa demande, fait une visite à Lloyd Georges.

De retour en France, séjournant en Vendée, il inaugure le 9 octobre 1921 le Monument aux Morts de Mouilleron-en-Pareds, son village natal, et le 20 son propre monument, au centre du bourg de Sainte-

Hermine (Vendée), le célèbre groupe sculpté sur place en deux ans par son ami le sculpteur François Sicard, qui le représente debout sur un rocher surmontant plusieurs « poilus » : la statue, décapitée pendant l'Occupation par les troupes allemandes, a été restaurée — la tête originale est conservée au musée national « maison de Georges Clemenceau » de Saint-Vincent-sur-Jard.

Au proche village de Féole se trouve le logis médiéval de L'Aubraie de son grand-père (propriété privée), où, enfant, il séjourna et qui fut attribuée à son frère Paul en compensation des secours financiers apportés par leur père à Georges pour apurer ses dettes journalistiques, partage qui brouilla les deux hommes.

En février 1922 il relance un journal, *L'Écho national*, qui a comme « fondateur » Clemenceau, et comme « directeur politique » Tardieu. Édouard Ignace, Georges Bonnefous, Georges Suarez, Gaston Bénac y collaborent.

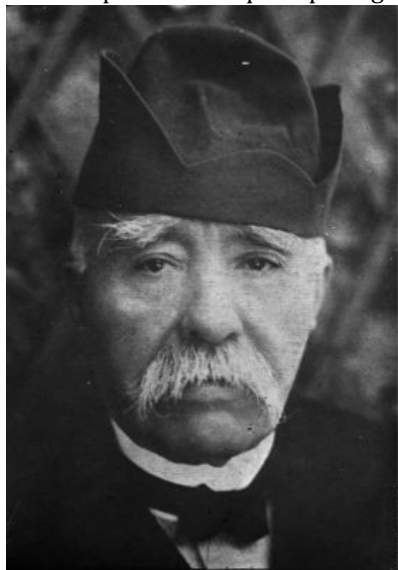
Le 27 mai 1922 il prononça un discours émouvant lors de l'inauguration du Monument aux Morts de La Grande Guerre du lycée nantais qui portait déjà son nom; le futur Julien Gracq, qui y assistait l'évoqua plus tard.

À l'automne 1922 il part aux États-Unis pour une tournée de conférences, plaidant la cause de la France. De retour le 20 décembre 1922, Clemenceau s'attelle à la rédaction de plusieurs ouvrages : *Démosthène*, où il peint à la fois l'orateur grec et lui-même ; *Grandeur et Misères d'une victoire*, où il défend, contre Poincaré et Foch, son action politique de 1917-1919 et évoque le risque du réarmement allemand en raison de l'abandon des garanties du traité de Versailles et de la politique d'apaisement de Briand ; et surtout *Au soir de la Pensée*, un gros ouvrage de réflexion et de philosophie qui va être le but principal de ses vieux jours : il y réfléchit sur l'humanité, les différentes religions et cultures, le progrès, etc.

Fin 1923, à 82 ans, il rencontre Marguerite Baldensperger, de 40 ans sa cadette, et qui venait de perdre une fille (« Je vous aiderai à vivre et vous m'aidez à mourir, voilà notre pacte » lui dit-il), directrice de collection et épouse d'un professeur de littérature à la Sorbonne. Il la fait venir chez lui pour écrire une biographie sur Démosthène et lui écrit régulièrement jusqu'à ses derniers jours 668 lettres qui lui tiennent lieu de journal, publiées en 1970 par son fils Pierre sous le titre *Lettres à une Amie* ; elles révèlent l'amour platonique « d'un Clemenceau inconnu, attentif, courtois, plein de tendresse et d'égards (...) soudain ombrageux, irrité, tel qu'en lui-même l'amour ne l'a pas entièrement changé ».

Il lui dédicaca entre autres *La France devant l'Allemagne* (1918) et un exemplaire des *Embuscades de la vie* (1919), en juin 1924, en inscrivant un "Aimons la France", trois mots qui peuvent résumer sa vie politique.

Au vu de la situation internationale, il se décide à écrire au président Coolidge le 9 août 1926 : « Nous sommes débiteurs et vous êtes créanciers. Il semble que ce soit pure affaire de caisse. N'y a-t-il point d'autres considérations à envisager ? (...) Si les nations n'étaient que des maisons de commerce, ce sont des comptes de banques qui régleraient le sort du monde. (...) Or, c'est le secret de la comédie qu'il ne



s'agit ici que d'échéances fictives pour aboutir à l'emprunt, avec de bonnes hypothèques sur nos biens territoriaux, comme en Turquie (...) La France n'est pas à vendre, même à ses amis ! »

Coolidge ne se donna pas la peine de répondre, se contentant d'un communiqué laconique. Ce fut la dernière intervention politique de Clemenceau.

Mort

Georges Clemenceau, en novembre 1929, avec son calot de troupier à deux coins.

Frappé d'une crise d'urémie à 88 ans, Clemenceau meurt après trois jours de maladie, à l'aube du 24 novembre 1929, à son domicile de la rue Franklin à Paris - ancienne « garçonnière » de Robert de Montesquiou - qu'il habitait depuis 34 ans et qui, mis en vente en 1926 par les héritiers de sa propriétaire M^{me} Morand, qui, connaissant les ressources modestes de son auguste locataire, avait

eu l'élégance de ne pas augmenter le loyer (et, elle-même très âgée, avait même demandé à ses héritiers d'en faire autant jusqu'à la mort de Clemenceau) fut alors été acheté en secret le 18 mai 1926 par l'émissaire d'un de ses fervents admirateurs, le milliardaire américain James Stuart Douglas (1867-1949) pour 950 000 francs sur une mise à prix de 500 000 du fait de la « concurrence » des voisins, les jésuites de Saint-Louis de Gonzague, désireux de s'agrandir.

« Pour mes obsèques, je ne veux que le strict minimum, c'est-à-dire moi ».

« Une terrasse plantée d'acacias qui domine le lit d'un ruisseau. Des arbres, beaucoup d'arbres. Quelque chose dans tout cela de simple et en même temps d'orgueilleux. Une sorte de paix des premiers âges [...] M. Clemenceau me montrant sa tombe : voilà la conclusion de votre livre : un trou et beaucoup de bruit pour rien ».

Sur son lit de mort Clemenceau, voyant arriver un prêtre aurait dit : « Enlevez-moi ça ! » mais l'anecdote est peu sûre ; René Godart le représenta - les méplats asiatiques de son visage le font ressembler à Gengis Khan - et François Sicard réalisa son masque mortuaire (dessin et masque sont reproduits dans le numéro-hommage de *L'Illustration* de novembre 1929).

Son exécuteur testamentaire fut son vieil ami Nicolas Pietri. Le lendemain du décès, conformément au testament du 28 mars précédent qui excluait tout « cortège ni cérémonie d'aucune sorte », son corps, auprès duquel avait été placé, selon ses instructions, un petit coffret recouvert de peau de chèvre, le livre (*Le Mariage de Figaro* selon le numéro-hommage de *L'Illustration* de novembre 1929) qu'y avait déposé sa mère, sa canne « à pomme de fer qui est de ma jeunesse », offerte par son père lorsqu'il était enfant, et « deux bouquets de fleurs desséchées », dont celui que lui offrirent en Champagne le 6 juillet 1918 deux soldats d'avant-poste promis à la mort, fut transporté dans sa voiture et arriva à 12 heures 30 à Mouchamps (Vendée), au « bois sacré » où reposait depuis 1897 son père, en présence de 200 gendarmes et de nombreux paysans accourus malgré les barrages routiers et la fermeture du chemin menant au manoir-ferme du Colombier, où ses ancêtres avaient vécu du début du XVIII^e siècle à 1801. Il fut porté en terre par son chauffeur Brabant, son valet de chambre Albert Boulon, deux fossoyeurs et deux paysans, sur le bord d'un ravin boisé dominant une boucle du Petit Lay, (terrain qui avait été donné à la commune en avril 1922 par Clemenceau et ses cinq frères et sœurs) dans la simplicité des funérailles protestantes traditionnelles.

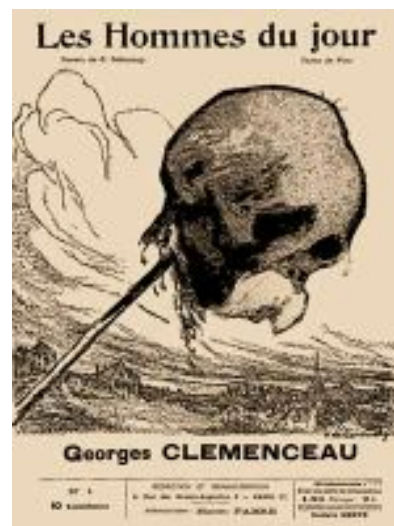
Une légende tenace veut qu'il ait été enterré debout afin d'être tourné vers la « ligne bleue des Vosges » voire pour défier l'Église catholique; en réalité, du fait d'une des grosses racines du cèdre impossible à réduire, le cercueil ne put être posé à plat, mais fut légèrement incliné.

Un de ses familiers, le commandant Jean de Lattre de Tassigny, futur maréchal de France — dont la pieuse mère disait chaque jour son chapelet depuis 1918 pour la conversion de Clemenceau — fut avec son épouse parmi ses rares amis vendéens à assister à ses obsèques, et protesta ensuite envers l'évêque qui n'avait cru devoir annuler une réjouissance publique prévue le soir même.

Une copie — sans le livre sur lequel s'appuie la lance de l'original, à la demande de Clemenceau — de la Minerve casquée dite de Samos sculptée par Sicard en pierre blonde d'Égypte surplombe les sépultures jumelles, dépourvue de dalles et de toute inscription, entourées de grilles ombragées par un grand cèdre de l'Atlas, « arbre de La Liberté » planté en 1848 par Benjamin Clemenceau et son jeune fils pour célébrer la Deuxième République. *Minerve casquée par Sicard*



Plaque Georges Clemenceau dans la station portant son nom sur la ligne 1 du Métro



Georges Clemenceau vu par Aristide Delannoy

Paul Déroulède

Paul Déroulède est un poète, auteur dramatique, romancier et militant nationaliste français, né à Paris le 2 septembre 1846 et mort sur le mont Boron à Nice le 31 janvier 1914 (à 67 ans). Son nationalisme intransigeant et son revanchisme en font un acteur important de la droite nationaliste française.

Biographie : débuts

Fils d'un avoué à la Cour d'appel de Paris et neveu par sa mère d'Émile Augier, il est l'arrière petit-fils de Pigault-Lebrun. Il suit ses études aux lycées Louis-le-Grand, Bonaparte et de Versailles, puis à la Faculté de droit de Paris où il obtient sa licence.

Guerre de 1870

Jusqu'à la Guerre de 1870, c'est un versificateur (admirant beaucoup *Le Cid*) qui fréquente les milieux littéraires républicains. La déclaration de guerre lui fait abandonner son pacifisme. Il rejoint son unité lors de la guerre franco-prussienne de 1870 où il montre un certain courage (assaut de Montbéliard).

Il est fait prisonnier à Bazeilles, s'évade et rejoint les tirailleurs algériens. Cité à l'ordre du jour et décoré en février 1871, il participe à la répression de la Commune de Paris lors de la Semaine sanglante de mai. À la suite d'une chute de cheval, il doit renoncer à la carrière militaire en 1874.

Carrière littéraire et politique

Désormais, par son œuvre littéraire et son action politique, il incarne la France de la « revanche » en réclamant le retour de l'Alsace et de la Lorraine. Il écrit les *Chants du soldat* (1872), vendus à plus de 100 000 exemplaires, dont le fameux *Clairon*, qui lui vaut la gloire et reste longtemps au programme scolaire. À l'instigation de Gambetta, Déroulède, dont la devise est « Qui vive ? France ! », crée la Ligue des patriotes en 1882. Cette passion pour la « revanche » sur l'Allemagne lui vaut de devenir également l'un des chefs du parti anticolonial. Pour lui, la conquête coloniale puiserait l'énergie dont la France a besoin pour la future guerre contre l'Allemagne. De même, il estime que jamais les colonies ne pourraient offrir une compensation à la perte de l'Alsace-Lorraine et c'est dans ce sens qu'il répond au colonialiste Jules Ferry : « J'ai perdu deux sœurs, et vous m'offrez vingt nègres ». Adeptes du général Boulanger (« celui qui nous délivrera des chinoïseries parlementaires et des bavards impuissants »), il est porté par sa notoriété à l'Assemblée nationale en 1889. Le 27 janvier 1889 il tente en vain de persuader le général Boulanger de marcher sur l'Élysée. Le Gouvernement dissout alors la Ligue des Patriotes, et après la fuite de Boulanger, Déroulède reste député de la Charente de 1889 à 1893 et de 1898 à 1901.



Anticolonialiste au nom de la revanche (cela « disperse les énergies françaises »), défendant le catholicisme avec parfois des accents antisémites (repos dominical, refus de la séparation), il attaque vivement Clemenceau lors de l'affaire de Panama.

Lors de l'affaire Dreyfus (1894 - 1906), Paul Déroulède, quoique défendant l'armée, croit Dreyfus innocent ; d'ailleurs, malgré ses préjugés certains contre les Juifs, il a toujours refusé l'antisémitisme politique et n'a jamais rallié le slogan « À bas les Juifs ». Profitant des obsèques de Félix Faure en 1899, il entreprend le coup d'État que le général Boulanger avait refusé dix ans plus tôt. Il tente en effet de faire tourner bride au général Roget et à ses troupes pour prendre l'Élysée. Arrêté, jugé en haute cour, relâché et, finalement, banni (expulsé en Espagne), il bénéficie d'une amnistie en 1905. Il renonce à sa carrière politique après l'échec des élections de 1906 dans son département de la Charente. Il faut noter que parmi les transformations qu'il a demandées dans le domaine constitutionnel, beaucoup se sont retrouvées dans la

constitution de la 5^{ème} République. Le personnage est complexe dans la limite où il a porté un jugement sévère sur ses poèmes et chansons, dont il savait bien la nature d'œuvres de propagande, donc vouées à l'éphémère. Il estimait cependant ce sacrifice nécessaire.

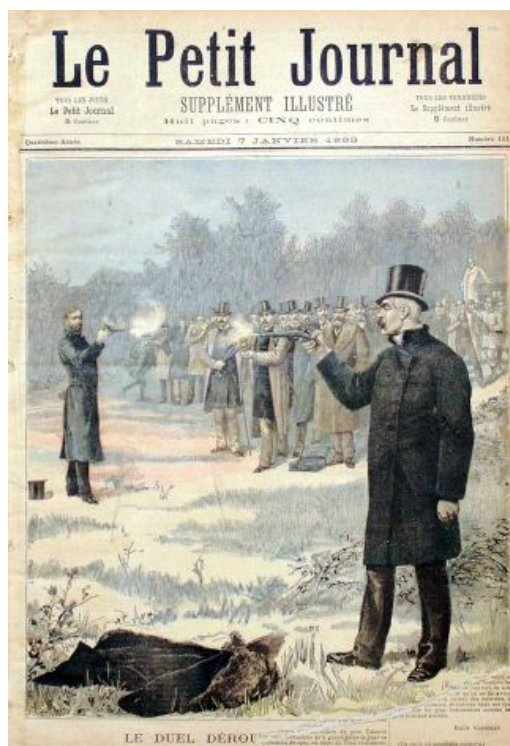
En 1908, malgré l'insistance de Maurice Barrès, Paul Déroulède refuse de poser sa candidature à l'Académie française lors de la mort de François Coppée : « Ma place n'est pas parmi votre élite, elle est dans la foule. Je puis m'en tenir à l'écart, mais je dois toujours être prêt à reprendre contact avec elle... L'habit à palmes vertes et l'épée à poignée de nacre me transformeraient trop. »

Dès lors, Paul Déroulède se retire à Langély (commune de Gurat, Charente) où il entreprend la rédaction de ses *Feuilles de route*. Cependant, peu à peu, il se retrouve laissé de côté par les nouveaux nationalistes qui (comme l'écrivent les frères Tharaud) « pensent comme lui mais refusent d'admirer les moyens dont il s'est servi ».

Il meurt d'une crise d'urémie dans sa propriété du Mont Boron avec une bénédiction papale. Sa dépouille est ramenée à Paris, où le cortège funèbre suscite des manifestations de la Ligue des patriotes. Il est enterré dans le caveau familial à la Celle-Saint-Cloud.



« Je sais bien ce qu'on me reproche. On dit de moi : Déroulède c'est un exalté ou un simple. Je ne suis ni l'un, ni l'autre ; je ne suis ni fou ni sot. Si ma carrière peut sembler déraisonnable, la faute n'en est pas à moi, ou plutôt la faute en est au caractère d'une existence qui a toujours été en mouvement. Et rien ne donne si naturellement l'idée du désordre et de la complication que l'action au jour le jour. En réalité, rien n'est plus simple, plus logique, plus sage que ma vie. Oui, j'ai voulu la guerre, la revanche. Mais avant de l'entreprendre, j'ai voulu que nous fussions prêts. »



Duels

Déroulède s'est battu deux fois dans des duels au pistolet :

- contre Georges Clemenceau, car Déroulède l'avait accusé de corruption dans le scandale de Panama. Le duel a lieu le 23 décembre 1892 à Saint-Ouen devant 300 personnes contenues par des gendarmes; six balles échangées au commandement à 25 m, sans conséquence ;
- contre Jean Jaurès à Hendaye le 4 décembre 1904 à propos de Jeanne d'Arc ; échange de deux balles, sans conséquence.

Citations

Dans une page des *Feuilles de route* restée célèbre, Paul Déroulède évoque les débuts de sa conversion au nationalisme, qui le laissait jusqu'alors indifférent. La scène se déroule peu après la déclaration de guerre en 1870. Paul Déroulède se promène à la campagne avec une amie :

« Je me souviens qu'un vieux paysan, qui avait son fils sous les drapeaux, eut l'indiscrétion de troubler notre tête-à-tête pour me demander, avec anxiété, quand les troupes partiraient. J'eus l'impudence de lui répondre : « Est-ce que je sais ! » Le regard de mépris que me lança cet homme entra dans mes yeux comme un éclair [...] le reproche silencieux de ce père de soldat, dissipa ma torpeur et commença le réveil de ma conscience de Français. Je sentis que je venais de manquer à la solidarité qui m'unissait, avant tout et malgré tout aux hommes de mon pays. Pour la première fois, ma prétendue philosophie humanitaire m'apparut comme une apostasie et mon égoïsme amoureux comme une désertion. La cruauté de ma réponse se révéla à moi dans toute sa vilénie. J'eusse voulu en demander pardon sur l'heure au vieillard, mais il nous avait brusquement tourné le dos, et nous étions de nouveau seuls sur la route [...] un grand pas était fait sur mon chemin de Damas. »

— Paul Déroulède, *Feuilles de route*, 1907

« Celui qui n'aime pas sa mère plus que les autres mères et sa patrie plus que les autres patries n'aime ni sa mère ni sa patrie. »



Principales publications

- *Affaire de la place de la Nation, procès Paul Déroulède - Marcel Habert : cour d'assises de la Seine, 29 juin 1899. Discours de Paul Déroulède et de Marcel Habert aux jurés de la Seine* (1899)

Théâtre



Juan Strenner, drame en 1 acte, en vers, Théâtre-Français, 9 juin 1869

L'Hetman, drame en 5 actes, en vers, Théâtre de l'Odéon, 2 février 1877

La Moabite, drame, 1881

- *Messire du Guesclin*, drame historique en 3 actes, 1 prologue, 1 épilogue, Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 22 octobre 1895

- *La Mort de Hoche*, 5 actes en prose, Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 5 octobre 1897

- *La Plus Belle Fille du monde*, conte dialogué en vers libres, Comédie-Française, 24 décembre 1897



Gloire au 17^e

La fraternisation des soldats du 17^e et des Biterrois sur les Allées Paul Riquet

Gloire au 17^e est une chanson de Montéhus, composée en 1907 à l'occasion de la révolte des vignerons du Languedoc.

La mutinerie du 17^e

En pleine révolte des vignerons du Languedoc en 1907, le 17^e régiment d'infanterie de ligne composé de réservistes et de conscrits du pays, est muté de Béziers à Agde le 18 juin 1907.

Dans la soirée du 20 juin, les soldats apprennent le drame de Narbonne où la troupe sur ordre de Georges Clemenceau a tiré sur des manifestants. Environ 500 soldats de la 6^e compagnie du 17^e régiment d'infanterie se mutinent. Ils emportent armes et munitions, quittent la caserne où ils étaient cantonnés et prennent la direction de Béziers, à pied. Ils parcourent une vingtaine de kilomètres, par une marche de nuit. Le 21 juin, en début de matinée, ils arrivent à Béziers. Ils sont accueillis chaleureusement par les Biterrois. Les soldats s'installent alors sur les Allées Paul Riquet, longue esplanade au centre de Béziers, mettent crosse en l'air et fraternisent avec la population qui n'hésite pas à leur offrir de la nourriture et du vin¹. Les autorités militaires ne peuvent accepter cette mutinerie. L'exemple du 17^e régiment peut donner des idées similaires à d'autres régiments de la région. Clemenceau réplique par de nouvelles démonstrations de force. Les forces de l'ordre chassent les mutins dans la journée, sans aucun incident majeur. Le 22 juin, par train, les soldats sont contraints de regagner leur caserne agathoise. Le 23 juin une loi est enfin votée, qui réprime la chaptalisation massive des vins.



17^e régiment d'infanterie de ligne à Gafsa

La négociation et l'ampleur du mouvement permettent d'éviter une punition collective : les mutins du 17^e sont affectés à Gafsa (Tunisie), lieu de cantonnement de compagnies disciplinaires ; mais ils restent en dehors de ce cadre, sous un statut militaire ordinaire. Il n'y eut donc pas de sanctions pénales à la révolte du 17^e, contrairement à la légende qui courut à ce sujet. Cependant, durant la Première Guerre mondiale, poursuivis par leur réputation de déserteurs, ils furent

nombreux à être envoyés en première ligne notamment dans les assauts sanglants de 1914. C'est à la suite de ces événements que désormais les conscrits effectueront leur service militaire loin de chez eux.

À cette occasion, Montéhus écrivit cette chanson, qui assura sa notoriété. La musique est de Raoul Chantegrelet et Pierre Doubis,

Postérité

Le 17 octobre 1910, une manifestation de carriers a lieu devant la gare de Lezrezy, pour protester contre l'attitude de certains employés de la Compagnie des chemins de fer de l'Est qui refusaient de se mettre en grève. La gendarmerie, renforcée par un détachement du 91^e régiment d'infanterie défend l'accès de la gare. Louis Bara, syndicaliste libertaire, entame le chant *Gloire au 17^e*, puis crie « Soldats, crosse en l'air, rompez vos rangs, mettez-vous avec les travailleurs, faites comme vos frères du 17^e ». Il est condamné le 1^{er} février 1911 à 18 mois de prison. En septembre 1911, la Ligue des droits de l'homme demande sa grâce.

Le traité de Francfort



Le traité de Francfort (10 mai 1871) entérine l'annexion de fait de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine comprenant la ville de Metz. En 1872, les habitants ayant opté pour la France vont s'installer en Lorraine française, notamment à Nancy, à Paris ou en Algérie. La nouvelle frontière franco-allemande s'impose. Symbolisée par un simple poteau, elle se franchit aisément, mais elle est, au fond des cœurs, inacceptable. La naissance du mythe d'une Lorraine unie découle de la perception des événements de la guerre et de l'occupation. Jeanne d'Arc devient à la fois le symbole de la Lorraine occupée et de l'esprit de revanche. Albert Bettanier, né à Metz en 1851, opte pour la nationalité

française en 1872. Il intègre l'atelier d'Isidore Pils, bon peintre militaire, et poursuit sa formation à l'École des beaux-arts de Paris avec l'aide de l'Œuvre de l'instruction d'Alsace-Lorraine. N'ayant pas perdu contact avec la Lorraine, Bettanier débute sa carrière de peintre au Salon de 1881 et présente jusqu'en 1890 une série de tableaux faisant référence explicitement à l'annexion, dont *La Tache noire* au Salon de mai 1887. Puis il abandonne cette carrière pour celle de peintre verrier, qui lui vaut la Légion d'honneur en 1908. Lorsque les rapports avec l'Allemagne se tendent après 1905, Bettanier reprend le thème de l'annexion au Salon avec quelques tableaux marquants : *La Conquête de la Lorraine* en 1910 ou encore *Oiseaux de France* en 1912.

Dans une salle de classe située vraisemblablement à Paris compte tenu de la carte accrochée au mur du fond, un instituteur montre avec sa règle les « provinces perdues » sur une carte de France à un élève en uniforme de bataillon scolaire, formation organisée par Paul Bert (1833-1886), ministre de l'Instruction publique en 1881, qui permet aux élèves de s'exercer à la marche, au tir et au maniement des armes. D'abord mis en place à Paris, les bataillons scolaires seront généralisés à toute la France par un décret du 6 juillet 1882 (article premier : « Tout établissement public d'instruction primaire ou secondaire ou toute réunion d'écoles publiques comptant de deux cents à six cents élèves âgés de douze ans et au dessus pourra, sous le nom de bataillons scolaires, rassembler ses élèves pour des exercices gymnastiques et militaires pendant la durée de leur séjour dans les établissements d'instruction. » Le culte de la patrie est entré à l'école et les instituteurs ont pour ambition de faire de leurs élèves des patriotes sincères : Pour la Patrie un enfant doit s'instruire Et dans l'École, apprendre à travailler. L'heure a sonné, marchons au pas, Jeunes enfants, soyons soldats. (*L'École maternelle*, 1er mai 1882) On distingue dans le fond de la classe un râtelier de fusils et, derrière le bureau du maître, un tambour. Cette ambiance martiale est renforcée par la présence de l'élève habillé en blanc qui porte la croix de la Légion d'honneur, ce qui laisse supposer qu'il fut un héros.

En pleine fièvre boulangiste, Bettanier célèbre ce « hussard noir de la République », l'instituteur qui, sur une carte de France, montre à la classe cette partie de la France perdue que certains rêvent alors de reconquérir. Le général Boulanger, nouveau ministre de la Guerre nommé en janvier 1886, apparaît comme le vengeur des humiliations de 1870. Il est soutenu par Paul Déroulède, poète et président de la Ligue des patriotes. Boulanger se distinguera, en avril 1887, lors de l'affaire Schnaebelé qui lui vaudra le surnom de « général Revanche ». Si le tableau de Bettanier fait sensation lors de son exposition au Salon en mai 1887 et connaît une large diffusion, c'est pour le sentiment patriotique qui l'a inspiré plus que pour ses qualités d'exécution. En France, l'idée de revanche va progressivement s'estomper à partir de 1890 avec la normalisation des relations franco-allemandes, l'expansion coloniale française et l'autonomie politique accordée à la population du « *Reichsland Elsass-Lothringen* ». Après la guerre, Bettanier est accueilli et célébré par l'Académie de Metz, mais c'est à Paris qu'il meurt en 1932.

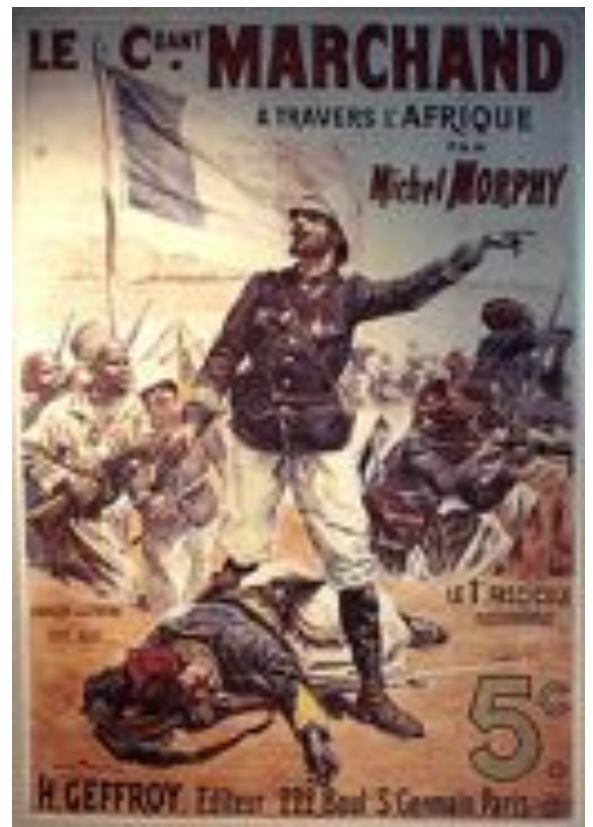
Crise de Fachoda

La **crise de Fachoda** est un incident diplomatique sérieux qui opposa la France au Royaume-Uni en 1898 dans le poste militaire avancé de Fachoda au Soudan (aujourd'hui, Soudan du Sud). Son retentissement a été d'autant plus important que ces pays étaient alors agités par de forts courants nationalistes.

Dans l'imaginaire collectif français, la crise de Fachoda reste comme une profonde humiliation infligée par un Royaume-Uni triomphant, hautain et forcément de mauvaise foi. En somme, l'image même de la « perfide Albion » abondamment reprise par la presse et les caricaturistes de l'époque. Cet épisode reste comme l'un des événements fondateurs mais surtout représentatif de la Troisième République encore jeune et fragile, au même titre d'ailleurs que les scandales politiques et financiers qui ont émaillé le dernier quart du XIX^e siècle en France.

Fachoda (aujourd'hui *Kodok*) est située à 650 km au sud de la capitale soudanaise Khartoum. Entre 1865 - date de sa création - et 1884 - année de son démantèlement -, Fachoda est un poste militaire égyptien destiné à lutter contre les trafiquants arabes. Bien que désertée, la place reste le principal point de contrôle du Bahr el-Ghazal. Depuis le départ des Britanniques après la révolte mahdiste de 1885, cette région du Soudan est convoitée par les principales puissances coloniales européennes : Royaume-Uni, France, Italie et Belgique. Ces dernières recherchent activement un débouché sur le Nil Blanc et, de la sorte, un point d'ancrage vers l'Égypte.

En effet, au-delà de l'intérêt stratégique de cette position, le vide créé par le départ britannique s'opère à un moment où le partage de l'Afrique est presque achevé et où les occasions d'acquisition de nouveaux territoires se font rares. Ainsi, les projets d'expansion français vers l'Est (pour relier l'Atlantique - Dakar - à la mer Rouge - Djibouti) et les projets britanniques d'extension du chemin de fer Le Cap - Le Caire, selon les vœux de Cecil Rhodes, se sont heurtés à Fachoda le 18 septembre 1898. L'incident s'est déroulé dans un contexte d'extrême ferveur nationaliste de part et d'autre, qui laisse un moment craindre un conflit ouvert. Dans une certaine mesure, cet épisode anticipe le futur système d'alliances qui s'impose au début du XX^e siècle.



Les rivalités européennes en Afrique

La fin du XIX^e siècle voit une multiplication des heurts et des différends territoriaux entre les deux principales puissances coloniales, principalement en Afrique. La France, installée à Madagascar, occupe une position stratégique sur la route des Indes par le Cap. Cette difficulté est toutefois réglée par la reconnaissance des droits britanniques sur Zanzibar par la France alors que, dans le même temps, un accord est signé en août 1890 qui définit les zones d'influences françaises et britanniques dans la région du Niger.



La mainmise britannique sur l'Égypte

Égypte et Soudan britanniques. Sur cette carte de 1912, on peut repérer au sud, sur le Nil, le site de Fachoda (Kodok).

L'Égypte reste une question épineuse, car les deux États y ont des prétentions. Le Royaume-Uni ne peut se permettre de négocier avec la France alors que cette région lui est vitale sur la route des Indes. De son côté, la France a pris pied dans le pays depuis la campagne d'Égypte de Napoléon Bonaparte en 1798. Elle y est effectivement soutenue depuis 1811 par le pacha d'Égypte Méhémet Ali, théoriquement vassal du sultan mais concrètement souverain indépendant. En 1856, Saïd Pacha, descendant et successeur de Méhémet Ali, accorde d'ailleurs à Ferdinand de Lesseps la concession du futur canal de Suez,

inauguré par l'impératrice Eugénie en 1869, malgré l'opposition britannique. La France, initiatrice du projet, acquiert 52 % des actions de la société d'exploitation du canal, et le khédive 45 %. Ce canal, prouesse technique de 161 km de long, aux mains des Français, bouleverse considérablement la donne géopolitique. Le gouvernement britannique en est conscient et rachète, au nez et à la barbe de la France, dès 1875, les actions détenues par Ismaïl Pacha alors confronté à une grave crise financière. Il doit d'ailleurs abdiquer en faveur de son fils Tawfiq en 1879. Ce dernier, totalement soumis aux Européens, ne tarde pas à se heurter à une révolte menée par un militaire nationaliste, Ahmed Urabi.

En juin 1882, le Royaume-Uni intervient militairement, mais seul, en Égypte. En effet, le cabinet Freycinet, désavoué par la Chambre menée notamment par Georges Clemenceau et Léon Gambetta, n'obtient pas les fonds nécessaires à une expédition conjointe, laissant désormais l'Égypte à la seule influence britannique. La France a beau multiplier les critiques face à une action unilatérale britannique, elle est *de facto* exclue du jeu en Égypte, où l'administration, l'armée et le khédive sont sous tutelle. D'ailleurs, l'intervention britannique à Fachoda s'effectue au nom, et sous les bannières du khédive.

La question soudanaise

Depuis le règne d'Ismaïl Pacha, le Soudan est sous influence égyptienne et soumis à une administration violente et corrompue. Mohammed Ahmed fomenta les premiers troubles à partir de 1883 afin de libérer le Soudan des « Turcs » et des « Francs ». Le Mahdi, à la tête de ses derviches, donna à sa lutte et à son personnage un caractère sacré et divin.

En 1885, après la bataille de Khartoum au cours de laquelle le gouverneur général britannique Charles Gordon est tué, le Soudan tombe aux mains des troupes musulmanes et les forces anglo-égyptiennes sont chassées de la région. Cet épisode est un grave revers pour le Royaume-Uni qui commence aussitôt à préparer la reconquête du Soudan en faisant reconnaître ses droits sur la région par les autres puissances. En juillet 1890, un accord est conclu avec l'Allemagne à laquelle est concédé l'archipel d'Heligoland en mer du Nord. L'Italie, de son côté, notifie unilatéralement aux nations européennes en 1889 qu'elle s'attribue tout l'Empire éthiopien. Le Royaume-Uni, bien qu'ayant encouragé l'Italie à prendre possession des territoires de la côte orientale abandonnés par le khédive, n'a jamais donné son aval à une annexion pure et simple de l'Empire éthiopien dont la proximité avec le Soudan sous-entend d'éventuelles ambitions italiennes dans la région. Les Britanniques espéraient seulement contrarier les Français installés dans le modeste territoire d'Obock depuis 1862, mais dont les ambitions, au moins économiques envers l'Éthiopie, ne tardèrent pas à se concrétiser (création du port de Djibouti et du chemin de fer le reliant à Addis-Abeba). L'Italie, confirmant les craintes britanniques, déclare que les revendications britanniques dans la région sont caduques et proclame *res nullius*, le territoire du Haut-Nil. Léopold II, le roi des Belges, qui avait assuré une présence dans la région de l'enclave de Lado quelques années plus tôt s'aligne aussitôt sur cette position que défendra également, avec peu de succès, la France lors des négociations avec le Royaume-Uni au moment de la crise.



Le site de *Kodok* (ou Fachoda) est situé à environ 650 km de Khartoum, la capitale soudanaise.

La cinglante défaite italienne à Adoua face aux troupes de Ménélik II, le 1^{er} mars 1896, est habilement exploitée par le Royaume-Uni comme prétexte à la reconquête alors que la France et la Belgique se font de plus en plus menaçantes sur le Soudan. De plus, la défaite britannique face aux mahdistes et la défaite italienne face aux Éthiopiens pouvaient être considérées comme une réelle menace pour l'avenir de la colonisation. Horatio Herbert Kitchener, *sirdar* de l'armée égyptienne, reçoit l'ordre de mettre fin à la sécession mahdiste. Avec près de trois

mille hommes et une trentaine de canonniers, il remonte la vallée du Nil, écrase les mahdistes à la bataille d'Omdurman près de Khartoum avant de poursuivre sa progression vers le Haut-Nil, où, le 18 septembre 1898, il découvre le drapeau français flottant sur Fachoda.

La mission Congo-Nil devenue l'expédition Marchand

En novembre 1894, Théophile Delcassé, alors ministre français des Colonies, ordonne à Victor Liotard, gouverneur du Haut-Oubangui, d'organiser une expédition vers le Haut-Nil. L'objectif est alors surtout de pousser les Britanniques à faire quelques concessions sur le statut de l'Égypte.

Chronologie des relations franco-anglaise lors de la crise de Fachoda		
1894	30 mai	Gabriel Hanotaux devient le ministre français des affaires étrangères et Théophile Delcassé ministre des Colonies.
1895	17 janvier	Félix Faure est élu président de la République française.
1896	21 septembre	Lord Kitchener et son armée anglo-égyptienne entrent au Soudan.
1897	Février	Jean-Baptiste Marchand quitte le Congo pour le bassin du Nil.
1898	28 juin	Théophile Delcassé est nommé ministre français des Affaires étrangères.
1898	10 juillet	Jean-Baptiste Marchand atteint Fachoda.
1898	18 septembre	Lord Kitchener atteint Fachoda et se retrouve face au drapeau français.
1898	3 novembre	Jean-Baptiste Marchand reçoit l'ordre de retirer ses troupes.
1899	Janvier	Condominium anglo-égyptien sur le Soudan.
1904	8 avril	Signature des accords anglo-français dits de l'Entente cordiale.

En mars 1895, sir Edward Grey, sous-secrétaire d'état aux Affaires étrangères, déclare que l'éventualité d'une mission française dans la région serait un « acte tout à fait inamical et serait considéré comme tel par l'Angleterre ». Gabriel Hanotaux, ministre des Affaires Étrangères, réfutant les accusations britanniques, reçoit toutefois dès juillet le capitaine d'infanterie de marine Jean-Baptiste Marchand afin d'étudier avec lui le projet d'une éventuelle expédition vers Fachoda dont le caractère stratégique quant à l'installation d'un barrage sur le Nil a été démontré par le polytechnicien français Alexandre Prompt. Au mois de septembre de la même année, un remaniement ministériel voit le départ de Théophile Delcassé au profit d'Émile Chautemps qui suspend aussitôt l'expédition de Victor Liotard. La rupture est évitée de peu avec Londres mais le double jeu de la France est manifeste.

Tout au long de l'année 1895, Jean-Baptiste Marchand se heurte à l'instabilité ministérielle et ne peut faire adopter son projet. Ce n'est que le 24 février 1896, avec l'appui du président Félix Faure et du *lobby* colonial, que l'explorateur obtient l'accord officiel ainsi que le financement de l'opération. Le retour de Gabriel Hanotaux en avril lui permet d'accélérer les préparatifs de départ vers le Congo français. Afin, sans doute, de ménager le gouvernement britannique, le gouvernement français avait déclaré que la mission Marchand n'était pas « un projet de conquête » et qu'elle était une expédition « exclusivement pacifique ». Malgré le caractère secret de celle-ci, les journaux ainsi que les diplomates étrangers sont parfaitement au courant du projet en raison des nombreuses négligences de l'administration française.

Parti le 29 juin 1896 de Marseille, Jean-Baptiste Marchand débarque un mois plus tard à Loango. Rien n'est pourtant joué car, dans le même temps, une expédition belge est elle aussi en route. Commandée par le baron Francis Dhanis, elle part de Stanleyville dans l'État indépendant du Congo en septembre 1896 avec cinq mille fantassins indigènes et trente-sept canons, en direction de Fachoda. Elle atteint le lac Albert en février 1897. En avril, cependant, l'avant-garde se rebelle. Les hommes de l'ethnie des Tetela se retournent contre leurs officiers. Le 18 mars, ils attaquent le gros de la colonne indigène qui se range du côté des assaillants. Les Belges mettent trois ans à réprimer cette révolte. De son côté, ce n'est qu'après deux années d'un très difficile voyage à travers la forêt tropicale (opposition de Pierre Savorgnan de Brazza, expédition par la terre trop risquée car en proie à des guerres tribales, utilisation d'un bateau à vapeur le *Faidherbe* démonté pièce par pièce pour le transporter jusqu'aux marécages de Bahr el-Ghazal qu'il faut traverser, puis affrètement d'une flottille de baleinières...), en compagnie de douze officiers et sous-officiers blancs, cent cinquante tirailleurs sénégalais et plusieurs milliers de porteurs razzés, que Jean-Baptiste Marchand atteint Fachoda le 10 juillet 1898 sachant qu'il y avait avec eux le lieutenant Gouly décédé de maladie et de soif pendant l'expédition et le lieutenant Simon malade et rapatrié en France, décédé à son arrivée. Marchand hisse le drapeau tricolore et rebaptise Fachoda *Fort Saint-Louis*.

Deux autres expéditions devaient le rejoindre depuis l'Abyssinie mais ne purent le faire faute d'une logistique suffisante. Cependant, deux membres de l'une d'entre elles se trouvaient à Fachoda, en compagnie du Negusse Negest d'Abyssinie, quarante jours avant l'arrivée de Jean-Baptiste Marchand.

Vers la crise

En août, après la victoire face aux mahdistes, Horatio Herbert Kitchener reçoit de Salisbury, Premier ministre britannique, des ordres très stricts. Le sirdar doit repousser toute invasion étrangère dans le Haut-Nil. Prévenu de l'implantation française à Fachoda après que Jean-Baptiste Marchand se fut heurté à quelques derviches du Mahdi (le 25 août, un combat l'oppose à trois milles derviches mahdistes montés sur deux steamers, le *Safieh* et le *Tewfikieh*), Lord Kitchener se rend sur place et se trouve devant Fachoda le 18 septembre 1898. Le général britannique exige l'évacuation des lieux par le détachement français, tout en cherchant à éviter un affrontement direct. Cela transparaît dans le rapport Marchand : « Après les

présentations réciproques, le sirdar me demanda si je me rendais bien compte de la signification de l'occupation française de Fachoda territoire égyptien [...] - C'est bien par ordre du gouvernement français que vous occupez Fachoda ? - Oui, mon général, c'est par ordre de mon gouvernement que Fachoda est aujourd'hui poste français. - C'est mon devoir alors de protester au nom de la Sublime Porte et de Son Altesse le khédive que je représente au Soudan contre votre présence à Fachoda. Inclinaison de tête. - Sans doute, votre intention est de maintenir l'occupation de Fachoda. - Oui, mon général ; et j'ajoute qu'au besoin nous nous ferons tous tuer ici avant... Le sirdar me coupe la parole : - Oh, il n'est pas question de pousser les choses aussi loin. Je comprends et j'admets que chargé d'exécuter les ordres de votre gouvernement, votre devoir vous commande de rester à Fachoda jusqu'à ordre contraire [...]. J'espère que nous pourrions arriver tous deux à une entente qui me permettra de remplir cette simple formalité après laquelle nous laisserons les choses en l'état jusqu'à la décision de nos gouvernements. »



Le Commandant Marchand à Fachoda.

Les deux hommes s'en remettent donc à leurs chancelleries respectives. À Paris, Théophile Delcassé, ministre des Affaires étrangères depuis juin 1898, pense d'abord résister mais doit rapidement se faire une raison devant l'intransigeance de Salisbury soutenu par une opinion britannique déchaînée, depuis le jubilé de la reine Victoria en 1897, par le *jingoïsme* ambiant. Alphonse Chodron de Courcel, l'ambassadeur français à Londres, expédie à ce sujet un télégramme prioritaire à Théophile Delcassé dans lequel il explique que « la population britannique, toutes classes confondues, accepte l'idée d'une guerre. ». Quelques jours plus tard, il ajoute : « À mon avis, il convient de décider de notre propre chef [...] l'évacuation de Fachoda. ». Le 28 octobre, le premier ministre britannique explique à Courcel qu'il « ne peut y avoir de possibilité de négociation ni de compromis tant que le drapeau français flotte sur Fachoda ». Delcassé répond, par le biais de l'ambassadeur britannique : « Ne me demandez pas l'impossible, ne me mettez pas au pied du mur. » tout en questionnant avec inquiétude : « Vous ne feriez pas de Fachoda une cause de rupture entre nous ? » ce à quoi répond affirmativement Monson.

Au cours de ces négociations, la Royal Navy effectue des démonstrations devant Brest et Bizerte.

De plus, le gouvernement français sait que l'alliance russe est peu fiable et que l'Allemagne cherche à tout prix à diviser les deux puissances coloniales. Il n'est pas si ancien le temps où, à la suite du relèvement trop rapide de la jeune III^e République après sa défaite contre la Prusse, Bismarck projetait une guerre préventive contre la France. Guillaume II, au sujet des manœuvres de la marine britannique écrivait de manière révélatrice : « la situation va devenir intéressante ». Le 1^{er} novembre, Théophile Delcassé, conscient du déséquilibre des forces militaires et diplomatiques « Ils ont des soldats. Nous n'avons que des arguments », aussi bien sur place qu'en Europe, est contraint de céder devant les exigences britanniques. Le 3, la nouvelle est officiellement confirmée au gouvernement de Salisbury par Courcel. Le 6 novembre 1898, Jean-Baptiste Marchand écrit « QUI PEUT DIRE QUE LE SPHINX NE S'APPRETE PAS A SOURIRE » et signe « CCOMM' MARCHAND ». Le 11 décembre 1898, Jean-Baptiste Marchand quitte Fachoda pour Djibouti qu'il n'atteint que six mois plus tard, le 16 mai 1899.

Pour éviter l'humiliation nationale et justifier cette soudaine retraite à l'opinion publique française, le gouvernement prétexte un mauvais état sanitaire de la troupe de Marchand (ce mauvais état est à l'origine une campagne de désinformation de Lord Kitchener).

Un règlement pacifique

Une défaite diplomatique de la France

Après ce conflit évité de justesse par Théophile Delcassé, un sentiment national d'impuissance et d'humiliation règne sur la France, ce qui débouche par la suite sur une vague d'anglophobie. Le 21 mars 1899, une convention franco-britannique est signée, qui limite les zones d'influence respectives des deux puissances coloniales à la ligne de partage des eaux entre le Nil et les affluents du lac Tchad. Afin

de sauver la face et pour limiter la portée de l'humiliation, cet accord est intégré, en tant qu'acte additionnel, au texte du 14 juin 1898 qui fixait les limites nord du Dahomey et de la Côte-de-l'Or et rectifiait à l'avantage de la France certains points de la ligne Say-Barraoua. La « peur de l'autre » venant des deux nations se dissipe par la suite grâce à la conclusion de l'Entente cordiale, signée le 8 avril 1904 par le Royaume-Uni et la France. Cette entente, au début pleine de défiance, se transforme peu à peu en amitié. Concrètement, la France reçoit en compensation le Ouadaï, le Kanem, le Baguirmi, le Tibesti, provoquant de vives réactions de la Sublime Porte, magnifiquement ignorées par le Royaume-Uni. De plus, exploitant son succès, le gouvernement britannique impose la création, en janvier 1899, du condominium britanno-égyptien du Soudan, placé sous l'autorité de Lord Kitchener.

Malgré la ferveur nationaliste, les deux gouvernements ont toujours gardé une relative sérénité et des rapports cordiaux face à cette crise. L'opinion britannique, malgré le succès de la diplomatie britannique, aurait pu garder une certaine animosité vis-à-vis de la France si la Seconde Guerre des Boers n'était survenue aussitôt. En France, les réactions furent violentes mais de courte durée. En effet, la question de l'Alsace-Lorraine, la laïcité et surtout l'affaire Dreyfus ont, sûrement plus que Fachoda, exacerbé les sensibilités du moment.

Les prémisses d'une future entente

Quant à Théophile Delcassé, bien que nationaliste convaincu, il amorce le rapprochement avec le Royaume-Uni, prenant à contre-pied la politique de Gabriel Hanotaux. Le courage de Delcassé réside dans le fait qu'il commence à mener une politique réaliste bien souvent à l'encontre des émotions de son opinion publique. La caution allemande à la Seconde Guerre des Boers, et le refus de tout soutien français à cette cause, contribue également au réchauffement des relations tout comme la stricte neutralité française dans la guerre survenue entre l'Empire russe et l'Empire du Japon, soutenu par le Royaume-Uni. Les visites réciproques d'Édouard VII à Paris et du président Émile Loubet à Londres sont la manifestation d'une plus grande coopération. Le 8 avril 1904, la France signe à Londres une convention par laquelle elle s'engage « à ne pas faire obstruction à l'action du Royaume-Uni dans ce pays l'Égypte par des demandes visant à limiter le temps d'occupation britannique, ou de quelque autre manière. ». En outre, ce texte règle tous les contentieux territoriaux entre les deux nations.

En échange de la promesse française, Londres laisse à Paris tout loisir d'établir un protectorat sur le Maroc. Cette concession est ouvertement dirigée contre l'Allemagne qui ne cache pas ses ambitions dans ce pays. Lors des crises marocaines, le soutien de Londres ne fera jamais défaut. L'exigence allemande du départ de Delcassé à cette occasion, montre le poids de ce personnage dans la réalisation de l'Entente cordiale ; cette impossible alliance qui se dessine pourtant entre la France et le Royaume-Uni. La France échange donc un territoire qui ne lui appartient pas contre une possession stratégique, contrôlant l'entrée de la Méditerranée, face à Gibraltar, sur la route des Indes. Le Royaume-Uni, de son côté, se libère de vingt années de dissensions sur la question africaine et donne un gage de confiance à un futur allié.

Conclusion

L'incident de Fachoda est donc indéniablement un échec d'une diplomatie française impuissante qui pensait faire céder un régime britannique décidé à garantir ses intérêts en Égypte. En somme, l'expédition Marchand, en plus d'être mal préparée, n'était appuyée que par un régime républicain isolé en Europe, affaibli par l'affaire Dreyfus, qui n'avait pas les moyens de sa politique coloniale incarnée par un Gabriel Hanotaux peu au fait des réalités du terrain, aveuglé par son rêve d'expansion et encouragé en cela par le Comité de l'Afrique française et les militaires. Le manque de concertation franco-britannique sur la question égyptienne est bien réel, et c'est cette absence de dialogue qui conduit à la crise. Le gouvernement britannique, conscient de sa supériorité, rechignait également à discuter des questions importantes avec une France dont l'instabilité gouvernementale déroutait les dirigeants britanniques et influait sur la cohérence de sa politique extérieure.

La France sort malgré tout relativement gagnante en obtenant immédiatement, en guise de contrepartie, des territoires sahariens du Soudan occidental. Plus tard, elle confirma cet avantage en troquant ce qu'elle ne possédait pas au Soudan contre son hégémonie sur le Maroc.

Toutefois, l'incident de Fachoda est un choc salutaire qui permet aux deux ennemis irréductibles de sortir de cette logique d'affrontement en recadrant leurs politiques étrangères respectives, dorénavant tournées contre l'Empire allemand.